

Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation du Programme Local de Prévention des Déchets

*Contribution à l'élaboration du diagnostic du
territoire*

*Août 2012
A66061/C*



Communauté Urbaine de Bordeaux,
Direction collecte et traitement des déchets
Esplanade Charles de Gaulle
33076 BORDEAUX Cedex
02.97.02.29.00

*Agence Ouest – Sud-Ouest
Equipe Déchets
Parc technologique Europarc
19, avenue Léonard De Vinci
36600 PESSAC
Tél. : +33 (0)5.57.26.02.80
Fax. : +33 (0)5.57.26.80.13*

Sommaire

	Pages
INTRODUCTION : CONTEXTE ET OBJECTIFS GENERAUX DE L'ETUDE - ORGANISATION	7
1. CONTEXTE GENERAL	7
1.1. POLITIQUE NATIONALE DE PREVENTION DES DECHETS	8
1.1.1. <i>Le Plan national d'actions de prévention des déchets</i>	8
1.1.2. <i>Le Plan national de soutien au compostage domestique</i>	8
1.2. CADRE REGLEMENTAIRE	8
2. CONTEXTE LOCAL	10
2.1. ACCORD CADRE	10
2.2. OBJECTIFS ET ENJEUX DE L'ETUDE	10
2.2.1. <i>Permettre la démarche de participation citoyenne</i>	11
2.2.2. <i>Plan déchets 2012-2016 et étude prospective 2020-2030</i>	12
3. PHASAGE ET ORGANISATION DE L'ETUDE	14
IDENTITE DU TERRITOIRE DE LA CUB	16
1. LOCALISATION ET COMPOSITION DU TERRITOIRE	16
2. CARACTERISTIQUES SOCIODEMOGRAPHIQUES DU TERRITOIRE	17
2.1. POPULATION	17
2.1.1. <i>Evolution et répartition sur le territoire</i>	17
2.1.2. <i>Caractéristiques d'âge et d'activités</i>	19
2.2. MENAGES ET LOGEMENTS	23
2.2.1. <i>Composition des ménages</i>	23
2.2.2. <i>Caractéristiques des logements et type d'occupation</i>	24
2.2.3. <i>Répartition du parc d'habitat social</i>	26
3. CARACTERISTIQUES DU TISSU ECONOMIQUE	28
DECHETS PRODUITS SUR LE TERRITOIRE DE LA CUB	30
1. COMPETENCE DE LA CUB	30
1.1. LES GISEMENTS PRIS EN CHARGE PAR LA CUB	31
1.1.1. <i>Tonnages et tendance d'évolution</i>	31
1.1.2. <i>Détail de connaissances des flux</i>	34
1.1.3. <i>Synthèse de composition du flux pris en charge par la CUB</i>	38
1.2. LES GISEMENTS NON PRIS EN CHARGE PAR LA CUB, APPROCHE MACROSCOPIQUE	40
ACTIONS DE PREVENTION MENEES SUR LE TERRITOIRE	42
1. ACTIONS DE PREVENTION MENEES PAR LA CUB	42
1.1. PROMOTION DU COMPOSTAGE DOMESTIQUE	42
1.1.1. <i>Mise à disposition de composteurs</i>	42
1.2. ECO-EXEMPLARITE	43
1.2.1. <i>Politique d'achat responsable</i>	43
1.2.2. <i>Charte « Chantier propre »</i>	43
1.2.3. <i>Réduction du gaspillage alimentaire</i>	44
1.2.4. <i>Réduction de la consommation de papier et d'encre</i>	44
1.2.5. <i>Actions diverses de réduction à la source</i>	44
1.3. REEMPLOI – REUTILISATION	45
1.3.1. <i>Définition des acteurs du réemploi</i>	45

1.3.2.	Recycleries.....	45
1.3.3.	Maison du vélo.....	45
1.3.4.	Collecte textile.....	45
1.4.	REDUCTION DES DECHETS A LA SOURCE	46
1.5.	PREVENTION DES DECHETS DANGEREUX.....	46
1.6.	SENSIBILISATION DU PUBLIC A LA PREVENTION DES DECHETS	46
1.6.1.	Agendas 21 scolaires.....	46
1.7.	ACTIONS SUPPORTS POUR LE PROGRAMME DE PREVENTION.....	46
1.7.1.	L'agenda 21 de la CUB	46
1.7.2.	Le plan Climat.....	47
2.	ACTIONS DE PREVENTION MENEES PAR D'AUTRES ORGANISMES	48
2.1.	ACTIONS MENEES PAR LA CHAMBRES DES METIERS ET DE L'AGRICULTURE (CMA).....	48
2.1.1.	Réduire les déchets dangereux.....	48
2.1.2.	Réemploi – réutilisation	49
2.1.3.	Réduire les emballages	49
2.2.	ACTIONS MENEES PAR LA CHAMBRE DE COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE (CCI)	49
2.2.1.	Sensibiliser à l'éco-conception	49
2.3.	ACTIONS MENEES PAR LES CLUBS DES ENTREPRISES	49
2.3.1.	Le club des entreprises de Mérignac	49
2.4.	ACTIONS MENEES PAR LES COMMUNES.....	49
2.4.1.	Réduire l'utilisation des produits phytosanitaires.....	50
2.4.2.	Réduire les déchets des espaces verts.....	50
2.4.3.	Sensibilisation à la réduction des déchets au jardin.....	51
2.4.4.	Actions en faveur du réemploi et de réutilisation	51
2.5.	ACTIONS MENEES PAR LE CONSEIL GENERAL DE GIRONDE	51
2.5.1.	Communication et accompagnement aux manifestations responsables.....	52
2.5.1.	Formation de citoyens relais au compostage	52
2.5.1.	Développement des actions dans les collèges.....	53
2.5.2.	Sensibilisation du public à la prévention des déchets	53
2.5.3.	Mutualisation d'expérience.....	53
2.5.4.	Sensibilisation au gaspillage alimentaire (en cours de développement).....	54
2.6.	ACTIONS MENEES PAR LES ASSOCIATIONS.....	54
2.7.	LES ACTIONS MENEES PAR LES ASSOCIATIONS D'INSERTION	61
3.	ACTIONS MENEES PAR DES STRUCTURES PRIVEES.....	64
4.	SENSIBILITE DE LA POPULATION AUX POLITIQUES DE PREVENTION DES DECHETS	67
4.1.1.	L'enquête.....	67
4.1.2.	Le Forum citoyen.....	68
	IDENTIFICATION DES PARTENAIRES ET RELAIS POTENTIELS	69
1.	ORGANISMES PUBLICS	70
1.1.	L'ADEME AQUITAINE.....	70
1.2.	LE CONSEIL GENERAL DE GIRONDE	70
1.3.	L'AGENCE DE L'EAU ADOUR GARONNE.....	70
1.4.	MAISON DE LA NATURE DE BORDEAUX/GRADIGNAN – MAISON CITOYENNE	71
1.5.	27 COMMUNES DE LA CUB	71
1.6.	LE CROUS	72
1.7.	LE RECTORAT/ L'INSPECTION D'ACADEMIE/ L'INSPECTION DIOCESAINE.....	72
2.	CHAMBRES CONSULAIRES	73
2.1.	CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DE LA GIRONDE.....	73
2.2.	CHAMBRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE DE LA GIRONDE.....	73

3.	BAILLEURS	74
3.1.	BAILLEURS SOCIAUX PRESENTS SUR LE TERRITOIRE DE LA CUB	74
3.2.	FEDERATION ESH (ENTREPRISE SOCIALE POUR L'HABITAT)	74
4.	ASSOCIATIONS	75
5.	STRUCTURES DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE	75
5.1.	CHAMBRE REGIONALE DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE	75
5.2.	ASSOCIATIONS D'INSERTION.....	76
6.	STRUCTURES PRIVEES.....	76
	OPPORTUNITES D'ACTIONS	77

Liste des tableaux :

Tableau 1.	Organisation et phasage de l'étude	14
Tableau 2 :	Population CUB par communes (<i>Insee 2008</i>).....	17
Tableau 3 :	Densité de population par communes (<i>Insee 2008</i>)	18
Tableau 4 :	Revenu moyen territoire de la CUB (<i>Insee 2008</i>)	22
Tableau 5 :	Nombre et taille moyenne des ménages par communes (<i>Insee 2008</i>).....	23
Tableau 6 :	Nombre de logements, répartition individuel/collectif (<i>Insee 2008</i>).....	26
Tableau 7 :	Répartition du parc de logements sociaux (<i>AURBA 2012</i>)	27
Tableau 8 :	Composition du tonnage global pris en charge par la CUB	32
Tableau 9 :	Evolution générale des flux collectés auprès des ménages entre 2007 et 2010	33
Tableau 10 :	Evolution générale des flux collectés auprès des assimilés entre 2007 et 2010....	33
Tableau 11 :	Evolution générale des flux collectés auprès des services entre 2007 et 2010	34
Tableau 12 :	Extrapolation du contenu des déchets alimentaires (ADEME 2007 / CUB 2011)	35
Tableau 13 :	Contenu en déchets réemployables des déchets de tout venant collectés dans les centres de recyclages (CUB 2011)	36
Tableau 14 :	Détail des déchets communautaires.....	36
Tableau 15 :	Qualité des déchets produits communément sur les sites de la CUB.....	37
Tableau 16 :	Définition du gisement potentiel des Ménages et des assimilés	38
Tableau 17 :	Flux collectés auprès de professionnels du territoire	40
Tableau 18 :	Estimation basée sur les données du tissu économique	40
Tableau 19 :	Résultats des caractérisations des déchets de plateaux dans les restaurants communautaires de Latule et Mériadeck.....	44
Tableau 20 :	Actions de réduction d'utilisation de produits phytosanitaires dans les espaces verts menées par les communes du territoire	50
Tableau 21 :	Actions de réduction des déchets des espaces verts menées par les communes du territoire	50
Tableau 22 :	Actions de sensibilisation de réduction des déchets de jardin menées par les communes du territoire	51
Tableau 23 :	Exemples de manifestations éco-responsables 2009 et 2010	52
Tableau 24 :	Acteurs associatifs sur le territoire de la CUB	58
Tableau 25 :	Acteurs associatifs de quartier sur le territoire de la CUB	59
Tableau 26 :	Acteurs de la distribution locale de denrées alimentaires sur le territoire de la CUB.....	60
Tableau 27 :	Acteurs de l'insertion sur le territoire de la CUB.....	63
Tableau 28 :	Acteurs privés intervenant sur la prévention sur le territoire de la CUB	65
Tableau 29 :	Liste des acteurs recensés sur le territoire.....	69
Tableau 30 :	Bailleurs sociaux présents sur le territoire de la CUB	74
Tableau 31 :	Opportunité de développement d'actions.....	78
Tableau 32 :	Synthèse des forces et faiblesses du territoire en matière de prévention des déchets	79

Liste des cartes :

Carte 1 : Localisation et composition du territoire de la CUB.....	16
Carte 2 : Densité de population au km ² (Insee 2008)	18
Carte 3 : localisation des populations de chaque tranche d'âge	20
Carte 4 : Répartition des types de ménages sur le territoire.....	24
Carte 5 : Répartition des logements collectifs et individuels sur le territoire de la CUB.....	25
Carte 6 : Localisation du parc de logements sociaux.....	27
Carte 7 : Répartition des emplois salariés sur le territoire (<i>traitement d'informations AURBA</i>)....	28
Carte 8 : Organisation de la gestion des déchets sur le territoire de la CUB.....	31

Liste des figures :

Figure 1 : Champs de la prévention des déchets	7
Figure 2 : Planning de réalisation de l'année 1 du PLPD.....	14
Figure 3 : Répartition de la population par tranche d'âge avec comparaison des données nationales	19
Figure 4 : Répartition de la population en fonction de l'activité (Insee 2008)	21
Figure 5 : Répartition des actifs occupés par catégories d'activités (<i>Insee 2008</i>)	21
Figure 6 : Composition moyenne des ménages (Insee 2008 – calcul sur le Nb de ménages)	23
Figure 7 : Répartition des établissements et des emplois salariés en fonction de l'activité principale	28
Figure 8 : Schéma d'organisation de la gestion des déchets par la CUB (CUB 2010)	31
Figure 9 : Contenu des OMR détaillé selon le MODECOM National (<i>ADEME 2007</i>).....	34
Figure 10 : Bilan de déchets produits par nature et modalité de collecte mise en œuvre par la collectivité pour les productions ménages et assimilés	39

Liste des sigles et acronymes

ADEME	Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie
AURBA	Agence d'urbanisme Bordeaux Métropole Aquitaine
CCI	Chambre de commerce et d'industrie
CMA	Chambre des métiers et de l'artisanat
CNIL	Commission nationale de l'informatique et des libertés
CS	Collecte sélective
CUB	Communauté Urbaine de Bordeaux
DDM	Déchets Dangereux des Ménages
DEEE ou D3E	Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques
DMS	Déchets ménagers spéciaux
DV	Déchets verts
EMR	Emballages ménagers recyclables
EPCI	Etablissement Public de Coopération Intercommunale
ESH	Entreprises sociales pour l'habitat
ETP	Equivalent temps plein
FFOM	fraction fermentescible des ordures ménagères (FFOM) :
GES	Gaz à effet de serre
ICPE	Installation Classée pour la Protection de l'Environnement
INSEE	Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques
JRM	Journaux-Revues-Magazines
OE	Objets encombrants
OM	Ordures ménagères
OMR	Ordures ménagères résiduelles
PàP	Porte à porte
PAV	Point d'apport volontaire
PDEDMA	Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés
PLPD	Programme Local de Prévention des Déchets
TVD	Tout venant décharge
TVI	Tout venant incinération

INTRODUCTION : CONTEXTE ET OBJECTIFS GENERAUX DE L'ETUDE - ORGANISATION

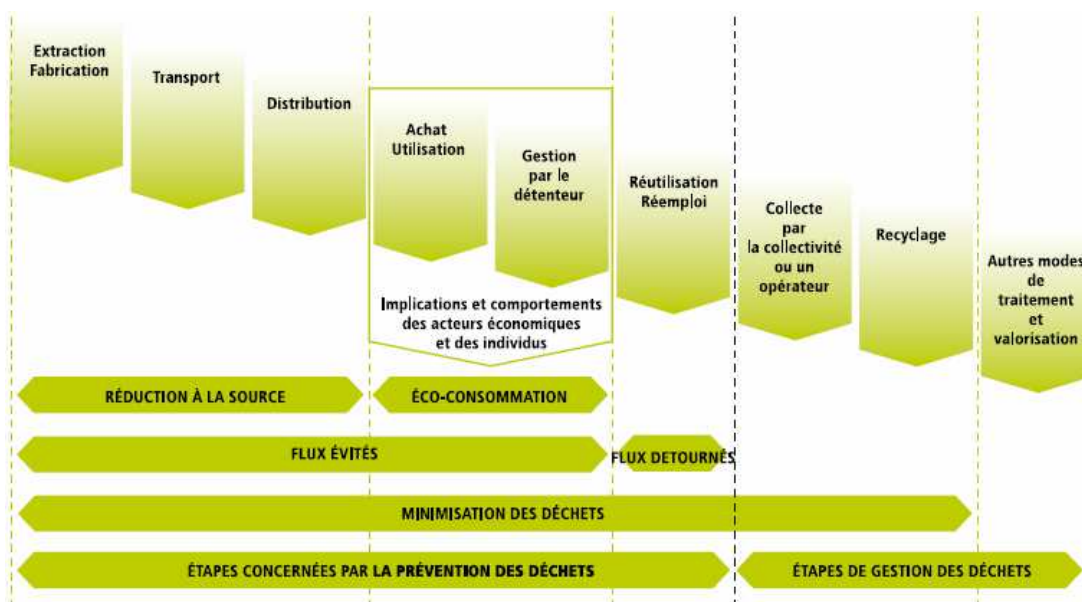
1. Contexte général

D'après l'ADEME, la prévention des déchets peut être définie comme l'ensemble des mesures et des actions amont, notamment au niveau de la conception, de la production, de la distribution et de la consommation d'un bien, visant à :

- réduire les quantités de déchets produits (prévention quantitative) ;
- réduire leur nocivité et/ou améliorer leur caractère valorisable (prévention qualitative).

Dans un cadre plus large, on peut compléter cette définition en ajoutant que la prévention ne doit pas se faire au détriment d'un autre impact sur l'environnement ou la santé humaine.

Ainsi, les actions de prévention portent sur les étapes du cycle de vie d'un produit situées en amont de sa prise en charge à l'état de « déchet » par la collectivité :



(Source Ademe)

Figure 1 : Champs de la prévention des déchets

1.1. Politique nationale de prévention des déchets

1.1.1. Le Plan national d'actions de prévention des déchets

Publié par le Ministère de l'Écologie et du Développement Durable en 2004, le Plan national d'actions de prévention des déchets comporte trois volets :

- Mobiliser les acteurs à travers notamment :
 - o des rencontres nationales périodiques ;
 - o une campagne nationale de sensibilisation des français (La campagne de communication, « Réduisons vite nos déchets, ça déborde » a débuté en octobre 2005) ;
 - o deux chantiers emblématiques : sacs de caisse et « stop-pub » ;
 - o l'implication croissante des producteurs grâce au développement des filières « responsabilité élargie du producteur » (REP).
- Agir dans la durée selon 4 grands axes :
 - o consommation responsable et produits plus respectueux de l'environnement (promotion de l'éco-conception, des écolabels, de la prévention qualitative) ;
 - o management environnemental et procédés industriels ;
 - o état exemplaire ;
 - o approches territoriales et gestion domestique des biens et déchets.
- Suivre les actions :
 - o mettre en place des indicateurs ;
 - o construire des tableaux de bord de suivi ;
 - o mettre en place un comité de suivi.

1.1.2. Le Plan national de soutien au compostage domestique

Lancé en 2006, le Plan national de soutien au compostage domestique a pour objectif l'implication de 100 000 nouveaux foyers par an dans un délai de 5 ans. Sa mise en œuvre s'articule autour de 4 axes :

- le développement des connaissances (R&D, retours d'expérience) ;
- l'information et la formation des acteurs (grand public, collectivités, structures relais) ;
- le conseil et l'expertise auprès des collectivités ;
- le soutien à la réalisation des opérations jugées exemplaires ou choisies pour être pilotes par l'ADEME.

1.2. Cadre réglementaire

Au niveau européen, la **directive cadre sur les déchets**¹ a pour objet la définition de mesures « visant à protéger l'environnement et la santé humaine par la prévention ou la réduction des effets nocifs de la production et de la gestion des déchets ». Elle place la prévention au sommet de la hiérarchie de gestion des déchets et impose aux Etats membres l'élaboration de programmes de prévention.

¹ Directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil relative aux déchets

En France, le **code de l'environnement**, dans son article L541-1, fixe comme premier objectif des dispositions relatives à la gestion des déchets de « prévenir ou réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la fabrication et sur la distribution des produits » et en second lieu de « valoriser les déchets par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir à partir des déchets des matériaux réutilisables ou de l'énergie ».

En outre, en 2009, la **loi Grenelle**² a fixé les objectifs nationaux suivants :

- réduire la production d'ordures ménagères et assimilées de 7 % par habitant en 5 ans,
- améliorer la gestion des déchets organiques en favorisant en priorité la gestion de proximité de ces derniers, avec le compostage domestique et de proximité,
- instituer une tarification incitative dans un délai de 5 ans,
- généraliser les plans et programmes de prévention à l'ensemble des collectivités territoriales.

La Loi du 13 juillet 2010, dite loi « Grenelle 2 » prévoit que :

- Les collectivités territoriales responsables de la collecte ou du traitement des déchets ménagers et assimilés doivent définir, au plus tard au 1^{er} janvier 2012, un programme local de prévention des déchets ménagers et assimilés indiquant les objectifs de réduction des quantités de déchets et les mesures mises en place pour les atteindre.
- Ce programme doit faire l'objet d'un bilan annuel afin d'évaluer son impact sur l'évolution des quantités de déchets ménagers et assimilés collectés et traités.
- Le programme local de prévention des déchets ménagers et assimilés est mis à disposition du public ainsi que les bilans annuels d'évaluation.

Enfin, la **circulaire relative à l'exemplarité de l'Etat** au regard du développement durable³ demande à chaque ministère l'élaboration, dès 2009, d'un Plan Administration Exemplaïre, sur la base de 20 fiches-actions incluant pour certaines des actions et objectifs favorisant la prévention :

- réduire de 50 % la consommation de papier des administrations de l'Etat d'ici 2016 (fiche n°3 – Papier),
- réduire la quantité des déchets produits (fiche n°10 – Gestion des déchets).

² Loi n°2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement (1)

³ Circulaire du 3 décembre 2008 relative à l'exemplarité de l'Etat au regard du développement durable dans le fonctionnement de ses services et de ses établissements publics

2. Contexte local

2.1. Accord cadre

Un **accord-cadre** a été signé entre l'ADEME et la CUB le 26 octobre 2011. Ce dernier consiste en un soutien technique et financier de l'ADEME dans l'élaboration et la mise en œuvre du programme local de prévention des déchets (PLPD) de la CUB.

Le versement des financements est conditionné par l'atteinte des objectifs inscrits au PLPD et visant une réduction a minima de 7 % de la production d'ordures ménagères et assimilées par habitant sur le territoire d'ici à 5 ans.

Selon les termes du partenariat, le programme local de prévention prévoit les actions de prévention des déchets requises pour atteindre les objectifs qui y figurent.

Il comporte notamment :

- un plan d'actions avec au moins une action pour chacune des thématiques principales que sont :
 - o la sensibilisation des publics à la prévention des déchets,
 - o les actions éco-exemplaires de la collectivité,
 - o les actions emblématiques nationales (compostage domestique, stop pub, sacs de caisse),
 - o les actions d'évitement de la production de déchets (achats écoresponsables, réparation, réemploi, ...),
 - o les actions de prévention quantitative des déchets des entreprises ou actions de prévention qualitative⁴,
- les partenariats nécessaires pour animer ces actions,
- des moyens humains en charge de l'animation du programme,
- un budget en cohérence avec les actions et objectifs programmés dans un calendrier,
- un dispositif de suivi et d'amélioration continue du programme.

2.2. Objectifs et enjeux de l'étude

La CUB réfléchit actuellement à un plan d'action prospectif général comprenant :

- Le programme local de prévention des déchets,
- Le plan déchets 2012- 2016,
- La politique «déchets» - horizon 2020 – 2030.

L'ensemble de ces réflexions est alimenté par un ensemble d'acteurs : services CUB, services institutionnels, élus, associations et usagers, via la concertation citoyenne.

⁴ Des actions de collecte séparative des déchets dangereux hors déchets sous filière REP peuvent entrer dans ce périmètre à la condition d'être accompagnées d'une présentation des alternatives existantes en terme de réduction quantitative.

Notre mission consiste à :

- **Accompagner la CUB au cours de la première année** du programme pour :
 - o l'élaboration du diagnostic de territoire –l'identification des acteurs,
 - o la définition des actions avec les acteurs du territoire.

2.2.1. Permettre la démarche de participation citoyenne

Habitants de l'agglomération, usagers, associations, collectifs et partenaires des politiques communautaires ont été invités à participer à une démarche de concertation visant à la révision de la politique de gestion des déchets de la CUB.

Conformément aux principes de sa Charte de la participation, la CUB a associé l'ensemble des acteurs du territoire concernés par cette problématique à l'évolution de sa politique de prévention et de gestion des déchets.

De décembre 2011 à avril 2012, la démarche de participation s'est déroulée en plusieurs grandes étapes :

> une **enquête téléphonique** auprès d'un échantillon représentatif de 500 habitants de l'agglomération, avec pour objectif de mieux comprendre les perceptions et les pratiques des habitants en matière de prévention et de gestion des déchets. Pour préparer cette enquête, un **focus groupe** composé de 10 citoyens et 3 responsables associatifs, s'est réuni pour faire émerger des problématiques à aborder en matière de gestion des déchets.

> un **appel à contributions** ouvert aux associations, collectifs ou organismes partenaires des politiques communautaires; ces contributions écrites ont permis de mettre en évidence des éléments de diagnostic sur le gestion des déchets sur le territoire communautaire et des recommandations pour améliorer la politique de la CUB.

Ont répondu à l'appel à contributions : 4 associations ou groupes constitués, un citoyen à titre individuel ainsi qu'une instance de participation du territoire a rendu un avis écrit, le Conseil de développement durable.

> un **forum de discussion en ligne** ouvert à tous sur le site de la participation de la CUB. Une dizaine d'avis y ont été laissés.

> un **forum citoyen** qui s'est déroulé sur 2 jours (les 9 et 10 mars).

Le premier jour a rassemblé 70 citoyens. Réuni autour de 10 tables de 6/7, les participants ont travaillé dans le cadre de petits groupes de discussion. Les contributions de chaque groupe ont été partagées entre les tables, par le biais d'ordinateurs connectés en réseau. Des moments de validation collective ont permis de hiérarchiser et de connaître le poids de chacune des propositions (individuellement, et de manière instantanée, par des boîtiers de vote électronique).

Le forum citoyen a permis d'aborder 3 thèmes :

- **La collecte** : coût et problématiques de la collecte
- **Le tri et la valorisation des déchets** : enjeux du tri et « mauvais gestes »

▪ **La prévention** : efforts restant à réaliser par chacun

Le deuxième jour, les participants du premier jour étaient invités à revenir pour croiser leurs productions avec les réflexions des associations. Il s'agissait de prolonger les réflexions de la première demi-journée du forum citoyen et d'intégrer les propositions portées en amont par les associations issues de l'appel à contributions et de la concertation.

Au total, 60 participants au profil diversifié ont pu croiser leur regard lors de cette deuxième journée : Citoyens, acteurs associatifs (secteur « Déchets » ou autre), institutions du territoire (CUB, Conseil général, ADEME).

> la rédaction d'un **Livre vert**

L'ensemble de la démarche de participation vise à la rédaction d'un Livre vert, synthèse de la démarche de participation.

Ce document a été réalisé à l'aide d'un comité de relecture composé d'une quinzaine de participants volontaires citoyens et associatifs mobilisés lors du forum citoyen et de l'appel à contributions. Ce comité de relecture s'est réuni trois fois.

Ce Livre Vert, présenté sous la forme d'un livret A5, est composé de 3 parties :

- une **contextualisation globale** donnant les objectifs de la CUB dans sa gestion des déchets, les aspects réglementaires, les éléments de définition ainsi qu'une présentation de l'ensemble de la démarche de participation citoyenne,
- un **état des lieux** sur la manière dont les déchets sont gérés sur la CUB (prévention, tri, collecte) et les enjeux et problématiques qui en ressortent. En outre, la vision que les habitants ont de la gestion des déchets, au regard de la démarche de participation menée, est retranscrite dans cette deuxième partie,
- enfin la troisième partie fait état des **pistes d'actions** proposées lors de la démarche de participation citoyenne.

> **le réseau citoyen**

Le réseau citoyen, groupe de volontaires, citoyens et associatifs, sera mobilisé dans la suite de la démarche d'élaboration de la politique des déchets.

2.2.2. Plan déchets 2012-2016 et étude prospective 2020-2030

Le « Plan Déchets 2012-2016 » est une nouvelle étape de la politique communautaire en matière de gestion des déchets ménagers et assimilés, dans le prolongement du Plan T.R.I.V.A.C (1993), du Plan Collecte (2003), du Plan Centres de recyclage (2004) et du Plan de valorisation des déchets verts (2006).

Le Plan déchets vise à poursuivre l'objectif d'une acculturation par les élus communautaires de la problématique de la gestion des déchets ménagers et assimilés, dans un contexte où de nouveaux enjeux européens et nationaux doivent se décliner au niveau du territoire de la Communauté urbaine de Bordeaux.

Il vise la mise en œuvre d'un plan de gestion communautaire des déchets ménagers et assimilés pour les cinq prochaines années.

Ses enjeux sont de nature et portée diverses, mais ils s'inscrivent tous dans une évolution rapide qui peut remettre en cause les modalités techniques, économiques et juridiques qui

président aujourd'hui encore au fonctionnement de services essentiels pour la population, l'aménagement du territoire et le développement durable qu'est la gestion des déchets ménagers et assimilés.

Ce plan s'appuyera sur les réalités économiques de La Cub et garantira la prise en compte de la dimension humaine et sociale.

Cette construction progressive du plan déchets s'effectuera de manière concomitante avec une étude prospective sur les besoins communautaires futurs de traitement, en relation avec les perspectives d'évolution de production de déchets et les équipements à venir au niveau départemental.

3. Phasage et organisation de l'étude

Afin de tenir compte du contexte présenté ci-avant et d'atteindre les objectifs principaux fixés par la CUB, l'étude sera traitée la mise en œuvre de la première année du PLPD a été élaborée en 5 phases.

<i><u>Phase 1</u> : Elaboration du diagnostic de territoire</i>
<i><u>Phase 2</u> : Elaboration du projet Programme d'actions</i>
<i><u>Phase 3</u> : Organisation et animation des groupes de travail pour l'élaboration du PLPD</i>
<i><u>Phase 4</u> : Rédaction du Programme</i>
<i><u>Phase 5</u> : Plan de communication prévention</i>

Tableau 1. Organisation et phasage de l'étude

Cette phase d'accompagnement est basée sur :

- **L'analyse des données bibliographiques et techniques transmises par la CUB,**
- **La recherche bibliographique,**
- **Les entretiens téléphoniques avec le Conseil général, la CMA,...**

- Le PLPD a été élaboré selon le planning suivant :

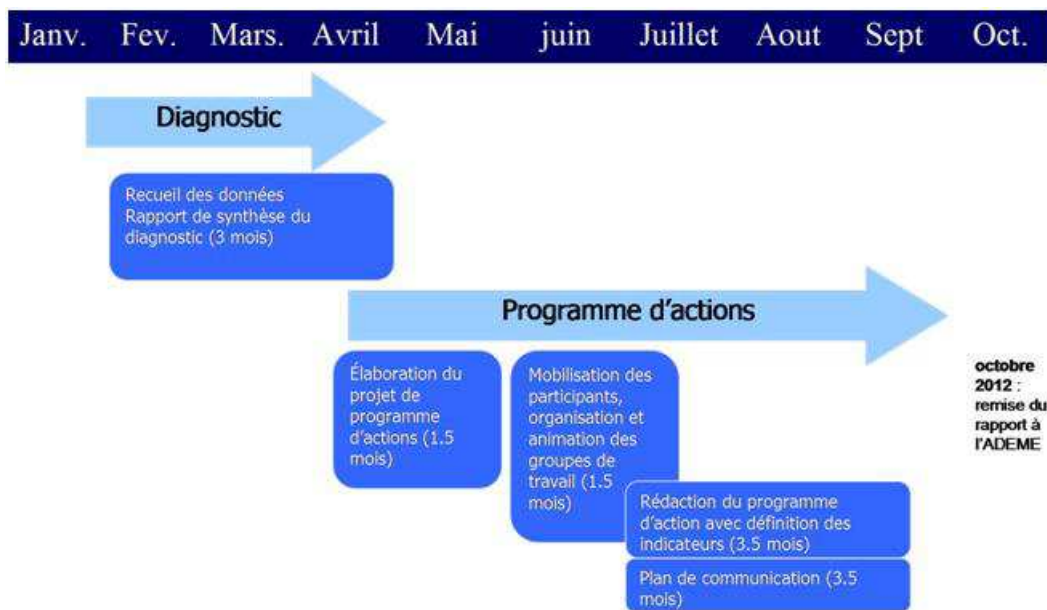


Figure 2 : Planning de réalisation de l'année 1 du PLPD

Dans l'élaboration du PLPD, le présent document correspond à la phase 1 : « Elaboration du diagnostic territorial ».

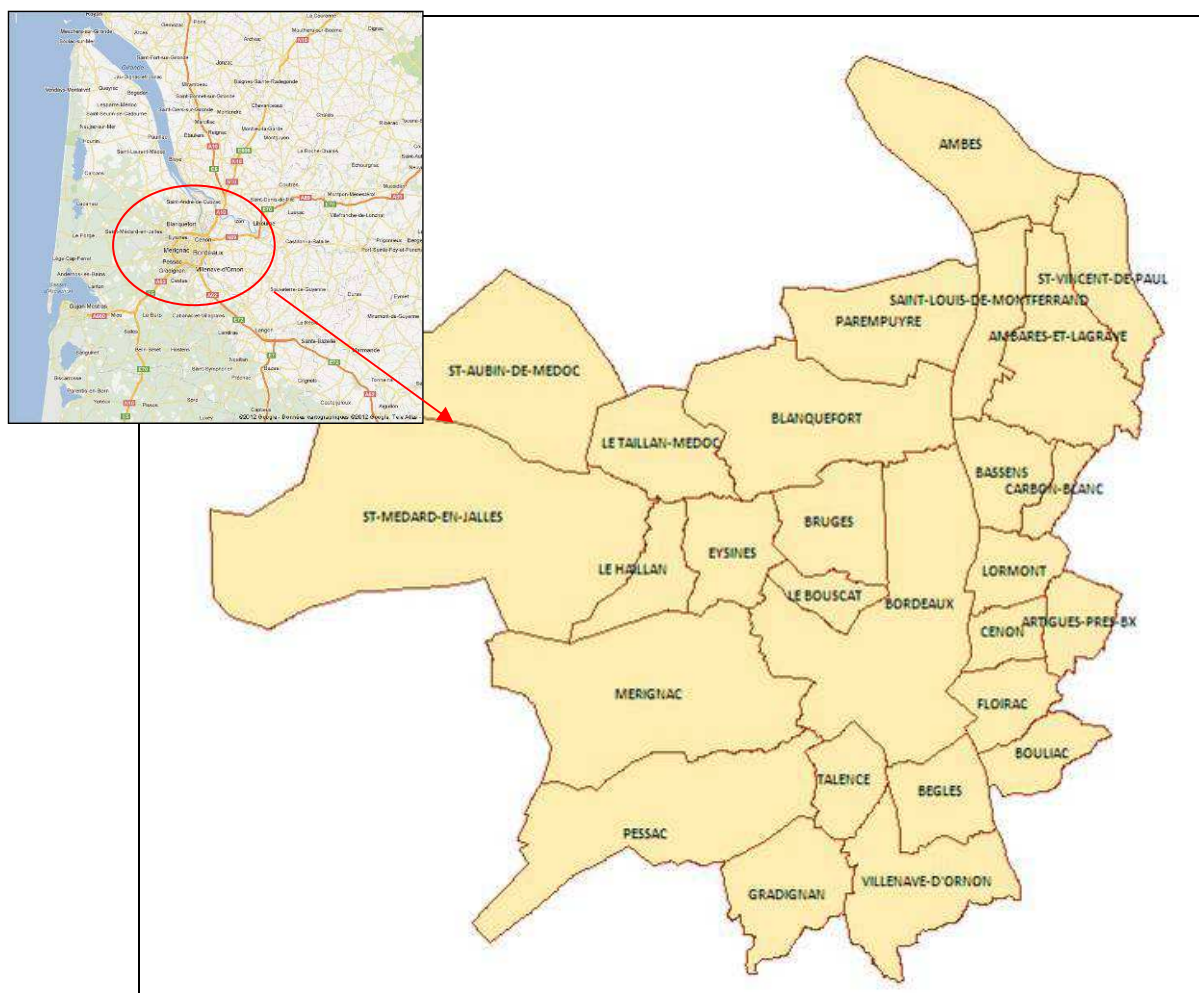
Ce diagnostic territorial vise à identifier les atouts et handicaps du territoire, faire l'inventaire des actions et acteurs de la prévention, faire un état des lieux du gisement des déchets initial et mettre en exergue les flux sur lesquels intervenir.

IDENTITE DU TERRITOIRE DE LA CUB

1. Localisation et composition du territoire

Prévue par la loi du 31 décembre 1966 et créée en 1968, la Communauté Urbaine de Bordeaux est un Etablissement de coopération intercommunal situé en Aquitaine, dans le département de la Gironde.

Elle rassemble une population de plus de 700 000 habitants sur 27 communes. Sa superficie est de 55 188 hectares.



Carte 1 : Localisation et composition du territoire de la CUB

2. Caractéristiques sociodémographiques du territoire

2.1. Population

2.1.1. Evolution et répartition sur le territoire

La population globale de la CUB est de 706 840 habitants (INSEE 2008) répartie comme suit sur les 27 communes.

Communes	Population 2008	Evolution depuis 1999	Communes	Population 2008	Evolution depuis 1999
Ambarès-et-Lagrave	13 142	17%	Gradignan	23 283	5%
Ambès	2 941	4%	Le Bouscat	23 193	3%
Artigues-près-Bordeaux	6 754	13%	Le Haillan	8 362	3%
Bassens	6 618	-5%	Le Taillan-Médoc	8 819	12%
Bègles	24 999	11%	Lormont	19 940	-7%
Blanquefort	14 814	7%	Mérignac	66 095	7%
Bordeaux	235 891	10%	Parempuyre	7 409	12%
Bouliac	3 036	-7%	Pessac	57 632	3%
Bruges	14 058	32%	Saint-Aubin-de-Médoc	5 793	16%
Carbon-Blanc	6 936	5%	Saint-Louis-de-Montferrand	2 052	10%
Cenon	22 452	5%	Saint-Médard-en-Jalles	27 427	7%
Eysines	18 747	2%	Saint-Vincent-de-Paul	1 080	2%
Floirac	16 029	-1%	Talence	40 576	9%
			Villeneuve-d'Ormon	28 762	5%
			Total général	706 840	7%

Tableau 2 : Population CUB par communes (Insee 2008)

L'ensemble du territoire de la CUB a enregistré, de manière globale, **une hausse de la population au cours des 10 dernières années.**

Les perspectives d'évolution envisagées par l'INSEE prévoient la poursuite de la croissance de la population. Cette dernière pourrait donc, en suivant les taux d'évolution des 10 dernières années, soit +0,8 % par an, atteindre 747 386 habitants en 2015.

Cette donnée d'évolution est à mettre en regard de données élaborées pour la CUB par l'agence d'urbanisme. Ces dernières prennent pour prospective une agglomération d'un million d'habitants à l'horizon 2030. Cet « objectif » est corrélé à la mise en œuvre de différentes politiques de développement économique, d'aménagement...qui devraient permettre d'accentuer l'attractivité du territoire.

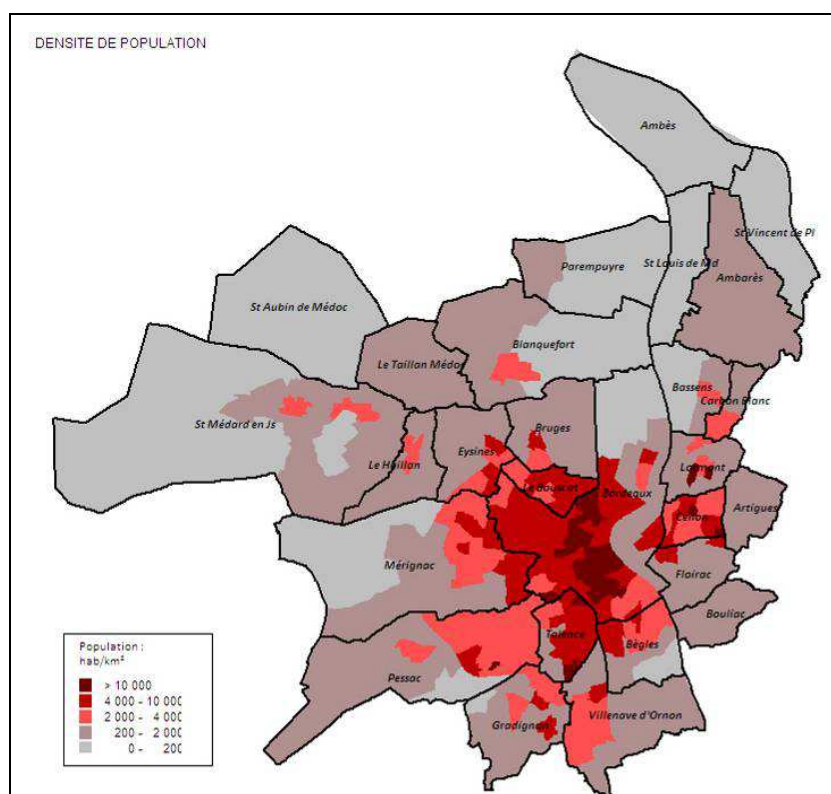
Ce scénario d'évolution de la population amène à une hypothèse de croissance de population de 1,5 % par an, soit en 2016 une population 792 320 habitants.

Ces données restent des projections dont les données INSEE seront prises en compte dans le cadre du programme.

Les densités de population suivantes sont observées par communes.

Communes	Densité (hab./km ²)	Communes	Densité (hab./km ²)
Ambarès-et-Lagrave	531	Gradignan	1 479
Ambès	117	Le Bouscat	4 385
Artigues-près-Bordeaux	936	Le Haillan	898
Bassens	644	Le Taillan-Médoc	582
Bègles	2 305	Lormont	2 545
Blanquefort	432	Mérignac	1 415
Bordeaux	4 657	Parempuyre	338
Bouliac	391	Pessac	2 381
Bruges	999	Saint-Aubin-de-Médoc	167
Carbon-Blanc	1 775	Saint-Louis-de-Montferrand	183
Cenon	3 940	Saint-Médard-en-Jalles	323
Eysines	1 567	Saint-Vincent-de-Paul	77
Florac	2 064	Talence	4 869
		Villenave-d'Ornon	1 357
		Total général	1 321

Tableau 3 : Densité de population par communes (Insee 2008)



Carte 2 : Densité de population au km² (Insee 2008)

De manière plus détaillée les **bassins de population les plus denses se situent au cœur de Bordeaux, Talence, Cenon, Lormont et Le Bouscat.**

Aux titres d'indicateurs de référence, les densités de population observées sont de :

- **114 habitants/km² au niveau national** (France métropolitaine),
- **141 habitants/km² au niveau départemental.**

2.1.2. Caractéristiques d'âge et d'activités

La population de la communauté urbaine de Bordeaux est majoritairement située dans la tranche 15 à 29 ans. On observe une part de cette population plus représentée que sur le territoire national.

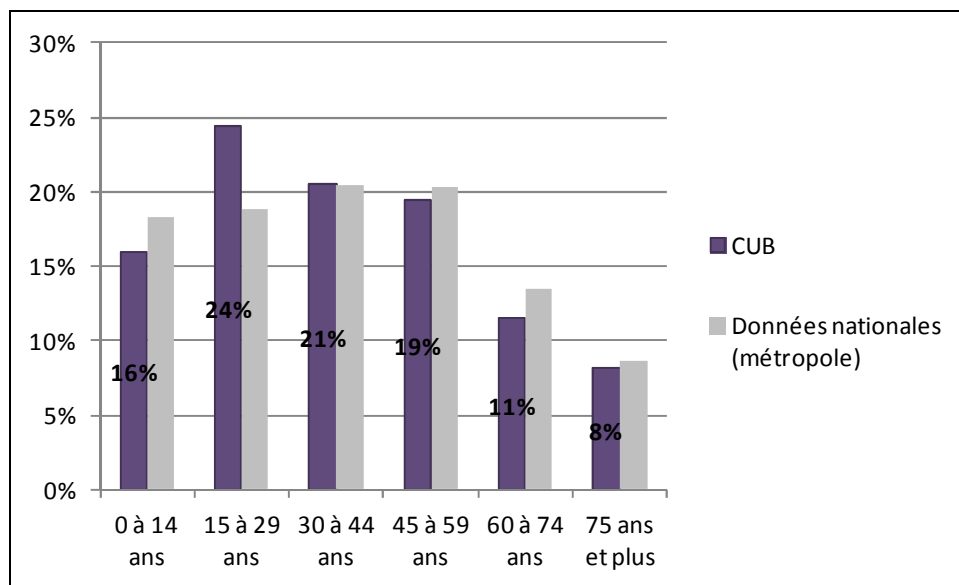
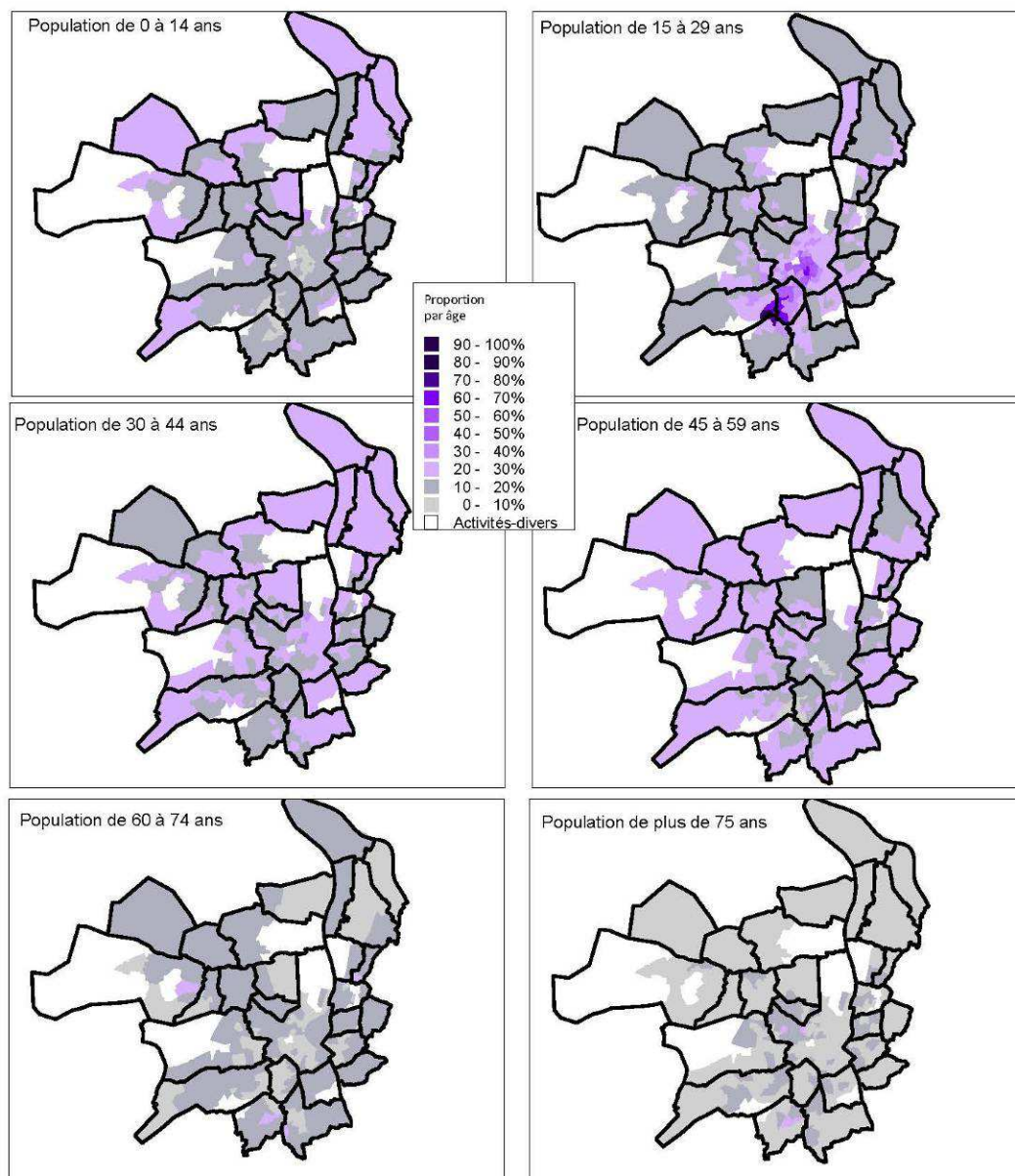


Figure 3 : Répartition de la population par tranche d'âge avec comparaison des données nationales

Toutefois cette caractéristique reste à nuancer en fonction de regroupement de certaines tranches d'âge sur certains secteurs.

Les communes de Talence et Mérignac et le centre ville de Bordeaux, montrent une surreprésentation de la tranche d'âge 15-29 ans, respectivement de 35 %, 22 % et 31 % (données pour Bordeaux dans sa globalité). Ces taux pouvant dépasser les 50 % sur des quartiers en particulier.

De manière globale, on observe sur les autres territoires des représentations équivalentes de l'ensemble des tranches de population.



Carte 3 : localisation des populations de chaque tranche d'âge⁵

La population se répartit comme suit entre actifs et inactifs.

⁵ Les zones apparaissant en blanc sur la carte et référencées comme activités-divers dans la légende correspondent à des secteurs concentrant l'activité économique et ne pouvant donc à ce titre pas permettre d'interprétation sur les caractéristiques de population.

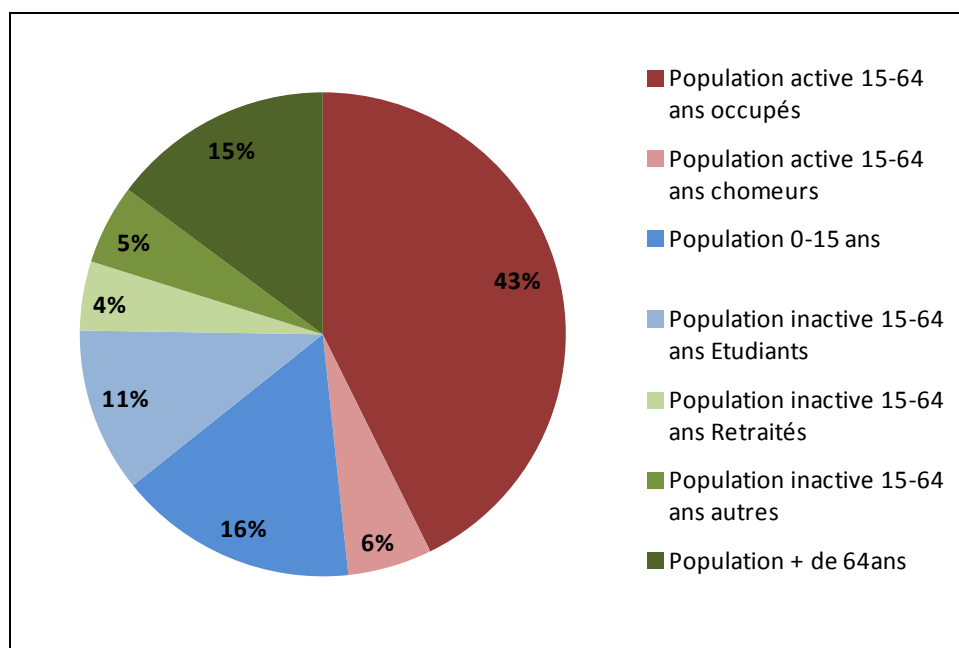


Figure 4 : Répartition de la population en fonction de l'activité (Insee 2008)⁶

On observe une proportion d'actif d'environ 50 %, ainsi qu'une proportion importante de 11 % d'étudiants.

Parmi les actifs occupés, on observe les catégories d'activités suivantes :

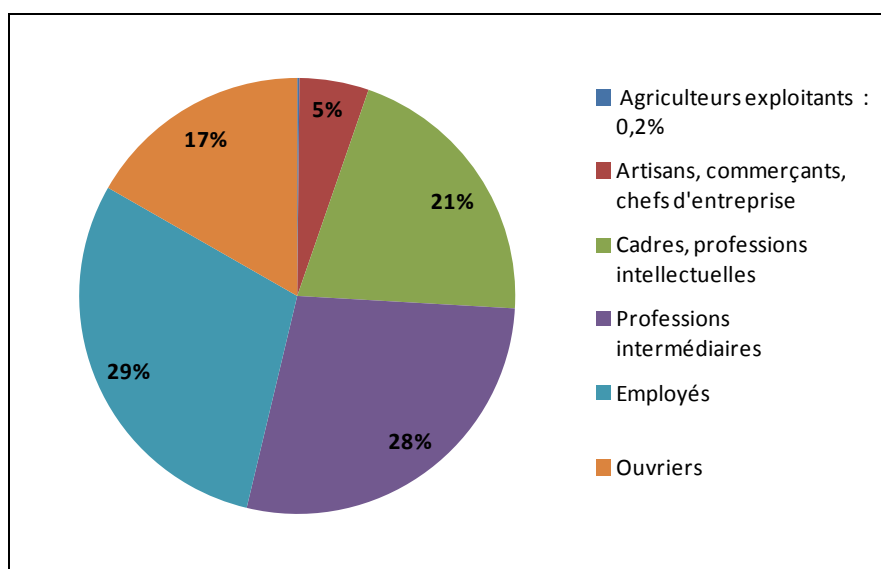


Figure 5 : Répartition des actifs occupés par catégories d'activités (Insee 2008)

Soit une représentation importante des cadres, professions intermédiaires et employés, relatif au caractère tertiaire prononcé du territoire, cf. paragraphe : caractéristique du tissu économique.

⁶ Nota : le taux de chômage est de 9,3% (soit part des chômeurs sur la population active), 6% équivalent à la part des chômeurs sur l'ensemble de la population

Les données d'activité peuvent être complétées par les données concernant le revenu moyen des foyers. Cette donnée est traitée sur la base des revenus nets déclarés.

La CUB regroupe 406 000 foyers fiscaux :

- 232 750 imposables
- 173 250 non imposables

	Nombre de foyers fiscaux	% de foyers imposables	Revenu moyen déclaré	% de foyers non-imposables	Revenu moyen déclaré
Ambarès-et-Lagrave	6 953	54%	30 075 €	46%	10 037 €
Ambès	1 602	46%	27 227 €	54%	10 096 €
Artigues-près-Bordeaux	3 675	66%	35 045 €	34%	10 861 €
Bassens	3 821	50%	27 429 €	50%	9 705 €
Bègles	15 253	55%	28 169 €	45%	9 551 €
Blanquefort	8 267	62%	33 074 €	38%	9 793 €
Bordeaux	142 283	55%	35 933 €	45%	8 225 €
Bouliac	1 622	71%	50 284 €	29%	10 814 €
Le Bouscat	14 237	63%	41 177 €	37%	10 785 €
Bruges	8 125	65%	34 145 €	35%	10 514 €
Carbon-Blanc	3 913	61%	30 547 €	39%	10 709 €
Cenon	12 726	41%	27 581 €	59%	8 674 €
Eysines	10 602	59%	35 555 €	41%	9 555 €
Floirac	8 928	47%	28 332 €	53%	8 983 €
Gradignan	12 606	63%	38 244 €	37%	10 145 €
Le Haillan	4 662	67%	36 566 €	33%	10 006 €
Lormont	11 316	40%	25 519 €	60%	8 594 €
Mérignac	38 995	62%	32 347 €	38%	9 803 €
Parempuyre	3 837	63%	32 369 €	37%	10 803 €
Pessac	31 135	60%	34 929 €	40%	9 642 €
Saint-Aubin-de-Médoc	2 761	76%	46 980 €	24%	13 057 €
Saint-Louis-de-Montferrand	1 104	55%	27 890 €	45%	10 152 €
Saint-Médard-en-Jalles	14 343	68%	37 080 €	32%	10 827 €
Saint-Vincent-de-Paul	564	53%	28 225 €	47%	9 811 €
Le Taillan-Médoc	4 669	69%	37 793 €	31%	10 224 €
Talence	22 127	57%	32 087 €	43%	8 865 €
Villenave-d'Ornon	15 892	60%	31 306 €	40%	10 287 €
Total	406 018	57%	34 371 €	43%	9 166 €

Tableau 4 : Revenu moyen territoire de la CUB (Insee 2008)

Le revenu moyen déclaré au niveau national est d'environ 19 000 €, il est de 23 600 € pour le territoire de la CUB.

D'autres indicateurs nous permettent d'affiner la carte d'identité économique de la population, tels que

- ⇒ le taux de chômage : 9,3 %,
- ⇒ la part de population bénéficiant des minima socio : 2,95 %⁷.

⁷ Données Analyse socio-démographique du territoire : AURBA 2010

2.2. Ménages et Logements

2.2.1. Composition des ménages

La taille moyenne des ménages est de 2,1 habitants, soit légèrement sous la moyenne nationale de 2,3.

Cette tendance s'explique par la taille moyenne des ménages moins élevée pour les communes de Bordeaux et Talence, en relation avec la part importante de population plus jeune.

Communes	Nb de ménages par communes	Taille moyenne des ménages (hab.)	Communes	Nb de ménages par communes	Taille moyenne des ménages (hab.)
Ambarès-et-Lagrave	4 894	2,7	Gradignan	10 302	2,3
Ambès	1 059	2,8	Le Bouscat	11 064	2,1
Artigues-près-Bordeaux	2 635	2,6	Le Haillan	3 435	2,4
Bassens	2 628	2,5	Le Taillan-Médoc	3 333	2,6
Bègles	11 353	2,2	Lormont	8 182	2,4
Blanquefort	6 230	2,4	Mérignac	31 320	2,1
Bordeaux	129 335	1,8	Parempuyre	2 760	2,7
Bouliac	1 245	2,4	Pessac	24 461	2,4
Bruges	5 926	2,4	Saint-Aubin-de-Médoc	2 104	2,8
Carbon-Blanc	2 956	2,3	Saint-Louis-de-Montferrand	760	2,7
Cenon	9 466	2,4	Saint-Médard-en-Jalles	10 724	2,6
Eysines	7 832	2,4	Saint-Vincent-de-Paul	396	2,7
Floirac	6 630	2,4	Talence	21 536	1,9
			Villenave-d'Ornon	11 961	2,4
			Total général	334 528	2,1

Tableau 5 : Nombre et taille moyenne des ménages par communes (Insee 2008)

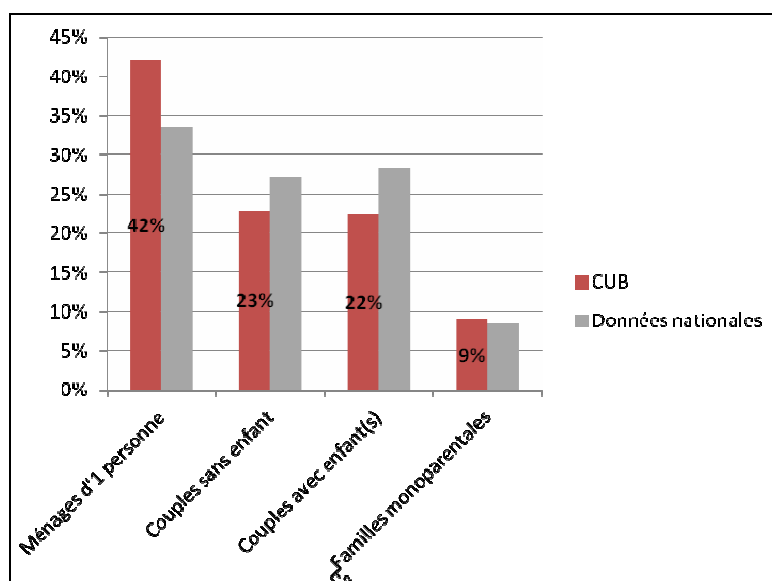
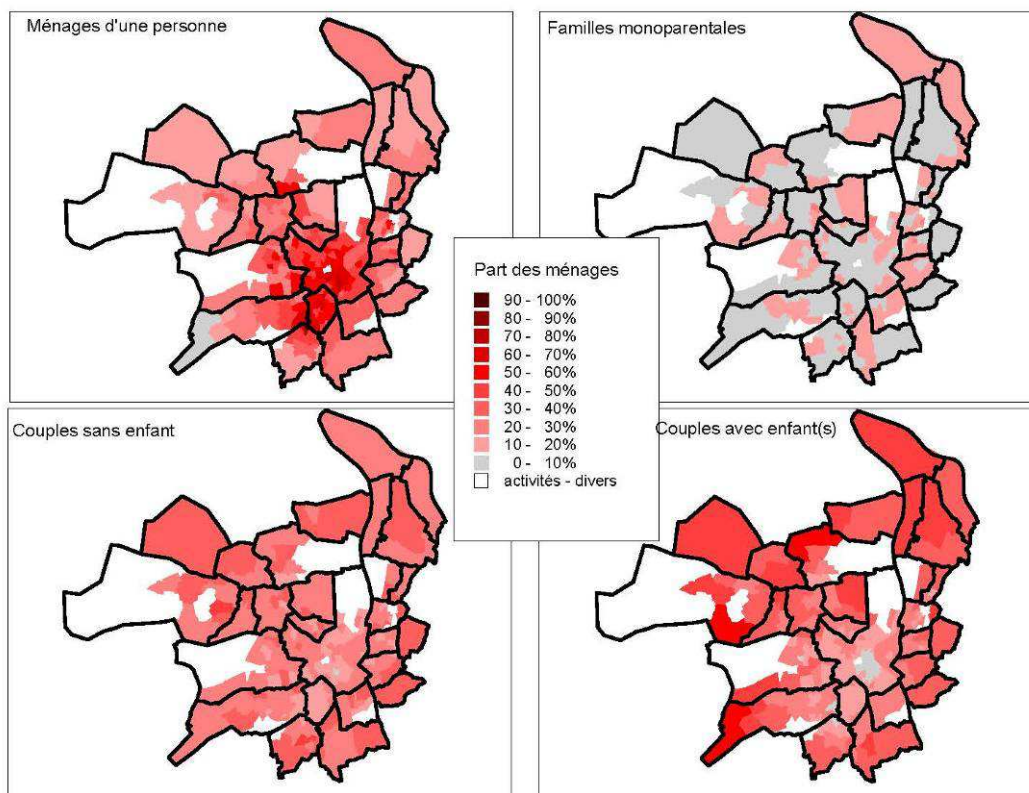


Figure 6 : Composition moyenne des ménages (Insee 2008 – calcul sur le Nb de ménages)

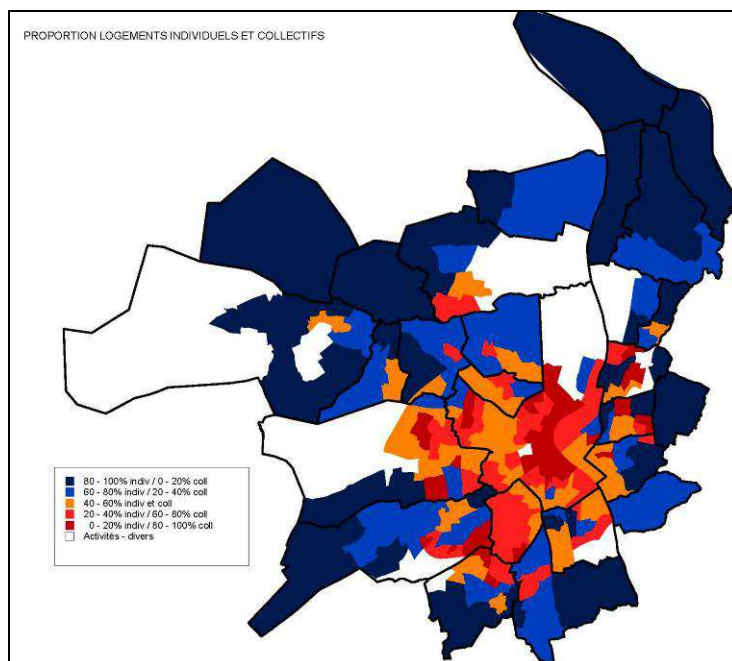


Carte 4 : Répartition des types de ménages sur le territoire

De manière globale, on retrouve les ménages d'une personne sur la commune de Bordeaux et abords proche de Bordeaux. Les couples avec ou sans enfant se retrouvent plus représentés sur les communes périphériques, notamment de l'ouest du territoire.

2.2.2. *Caractéristiques des logements et type d'occupation*

Le territoire de la CUB représente un total de 358 500 logements dont plus de 93,3 % sont des résidences principales (1,5 % de résidences secondaires, 5,2 % de logements vacants).



Carte 5 : Répartition des logements collectifs et individuels sur le territoire de la CUB

On observe une proportion importante de logements collectifs au cœur de Bordeaux, la part de logements individuels aux abords directs du centre ville restant importante (40 à 60 % - couleur orangée).

La part de l'habitat individuel disposant de jardin n'est pas disponible. Toutefois, une analyse de l'AURBA permet de mettre en évidence une problématique d'absence de jardin surtout concentrée sur le centre de Bordeaux, notamment dans les secteurs dit « échoppe ».

Communes	Logement Individuel		Logement Collectif	
	Nombre	Proportion	Nombre	Proportion
Ambarès-et-Lagrave	4 340	85%	768	15%
Ambès	1 036	94%	66	6%
Artigues-près-Bordeaux	2 278	84%	433	16%
Bassens	1 925	72%	759	28%
Bègles	7 425	62%	4 539	38%
Blanquefort	4 071	64%	2 301	36%
Bordeaux	35 326	25%	107 019	75%
Bouliac	986	77%	297	23%
Bruges	3 434	57%	2 608	43%
Carbon-Blanc	2 181	72%	856	28%
Cenon	4 139	43%	5 508	57%
Eysines	5 256	67%	2 625	33%
Floirac	3 568	53%	3 185	47%
Gradignan	5 642	52%	5 225	48%
Le Bouscat	6 015	50%	5 979	50%
Le Haillan	2 656	75%	867	25%
Le Taillan-Médoc	3 301	97%	106	3%
Lormont	2 787	33%	5 697	67%
Mérignac	13 769	42%	19 218	58%
Parempuyre	2 442	88%	330	12%
Pessac	14 777	58%	10 665	42%
Saint-Aubin-de-Médoc	2 010	94%	132	6%
Saint-Louis-de-Montferrand	661	85%	119	15%
Saint-Médard-en-Jalles	9 664	88%	1 348	12%
Saint-Vincent-de-Paul	403	98%	7	2%
Talence	7 351	32%	15 373	68%
Villenave-d'Ornon	8 904	73%	3 350	27%
Total général	156 348	44%	199 380	56%

Les données estimatives portent la répartition de la population à :

- 387 699 habitants en collectif,
- 319 823 habitants en individuel⁸.

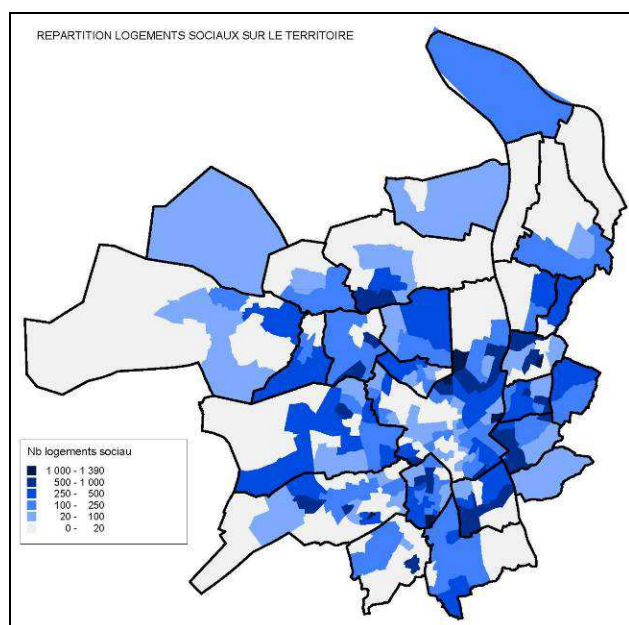
Tableau 6 : Nombre de logements, répartition individuel/collectif (Insee 2008)

2.2.3. Répartition du parc d'habitat social

Le territoire de la CUB dispose d'un parc de 57 110 logements sociaux, ces derniers sont principalement localisés sur les communes de :

- Bordeaux – 28 %,
- Mérignac – 9 %,
- Cenon, Pessac, Talence et Lormont – environ 7 % chacune.

⁸ Données extrapolées mentionnées dans la note de prospective de développement du compostage individuel (CUB 2011)



Carte 6 : Localisation du parc de logements sociaux

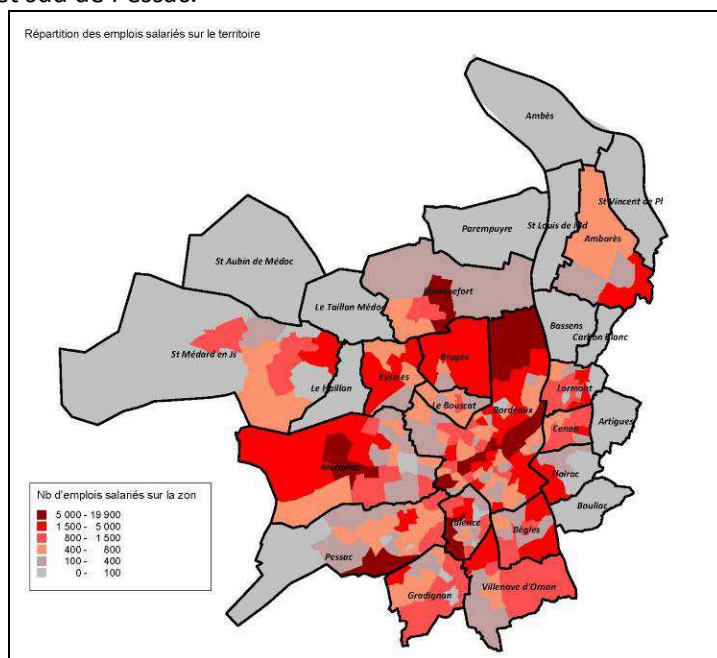
Bailleurs sociaux	Nombre de logements dans le parc
SA HLM Domofrance (SA HLM de la Gironde)	16 311
OPAC de la CUB AQUITANIS	13 654
SA HLM La Maison girondine	6 741
Gironde Habitat OPAC DE LA GIRONDE	5 149
SCIC Développement siège (SA HLM Coligny)	3 365
SA HLM Clairienne	3 000
SBUC	2 866
SA HLM L' Habitation Economique	1 448
SAEM de construction immobilière de Bègles	1 236
SA HLM Atlantique	669
SA HLM Le Foyer de la Gironde	635
SA HLM RES. LOGT DES FONCTIONNAIRES	603
SNI (Siège)	566
SA HLM France Habitation	452
SEMIB	219
SAEMCIB	182
SAEM de Bassens	12
SA HLM CARPI	4
TOTAL	57 112

Tableau 7 : Répartition du parc de logements sociaux (AURBA 2012)

Une estimation de la population concernée peut être réalisée en fonction du nombre moyen de personnes par ménages de chaque commune, soit 123 500 habitants ou 17,5 % de la population du territoire.

3. Caractéristiques du tissu économique

Le bassin d'emploi de Bordeaux est conséquent avec plus de 300 000 emplois sur le territoire (extrapolation de données à l'Iris – AURBA).
Ces derniers sont particulièrement concentrés dans les zones nord de Bordeaux et Ouest de Mérignac et sud de Pessac.



Carte 7 : Répartition des emplois salariés sur le territoire (traitement d'informations AURBA)

Ces emplois se répartissent selon les catégories suivantes, correspondants à un tissu composé d'environ 60 000 établissements, également présentés ci-dessous :

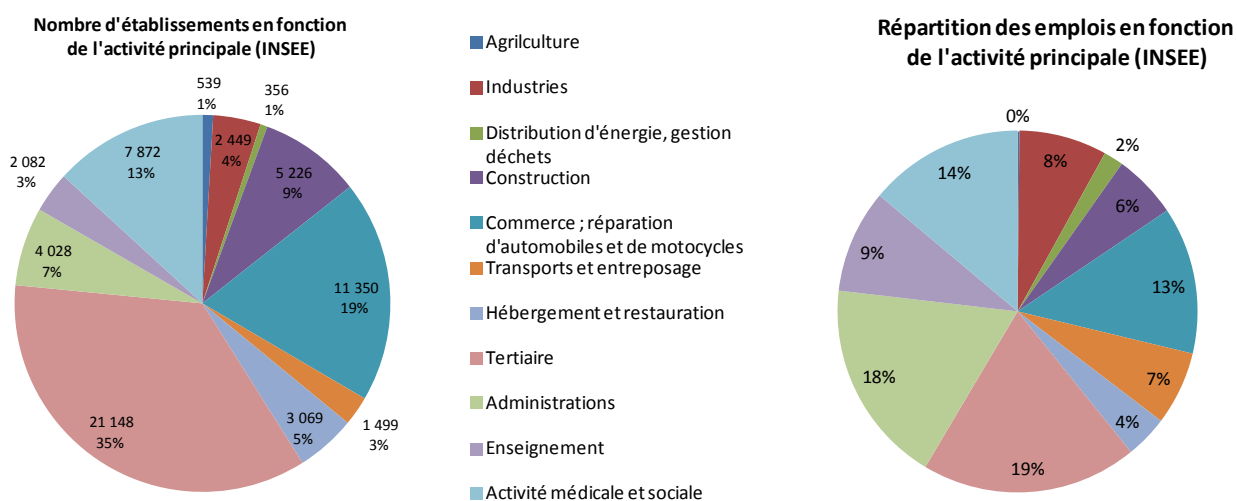


Figure 7 : Répartition des établissements et des emplois salariés en fonction de l'activité principale

Synthèse et points clés

- Une population de 706 840 habitants, en croissance de 7 % sur la période de 1999 à 2007 (+0,8 % par an estimé par l'INSEE).
- Une densité de population importante, avec des bassins de population plus conséquents au cœur de Bordeaux, à Talence, Le Bouscat, Cénon, Mérignac, Pessac.
- Une population globalement jeune, 24 % de la population entre 15 et 29 ans et 21 % entre 30 et 44 ans.
Cette représentativité de la population des 15 -29 ans est accentuée sur la commune de Talence et au cœur de Bordeaux, notamment en lien avec le caractère universitaire de la CUB.
- Cette donnée se retrouve dans les données d'activité de la population avec 11 % de la population composée d'étudiants.
La population active représente environ 50 % du total, parmi les actifs occupés on observe une part importante de cadres (21 %), de professions intermédiaires (28 %) et d'employés (29 %).
- Les ménages sont composés en moyenne de 2,1 personnes, les ménages d'1 personne sont plus représentés sur Bordeaux et abords proches, alors que les couples se localisent sur les communes périphériques.
- De manière logique on observe une proportion importante de logements collectifs au cœur de Bordeaux, la part de logements individuels aux abords directs du centre ville restant importante. Une estimation de la répartition de la population peut être réalisée : 387 699 habitants en collectif, 319 823 habitants en individuel.
La CUB dispose également d'un parc de 57 110 logements sociaux gérés par 10 bailleurs principaux.
- Une concentration importante d'activité professionnelle dans les zones nord de Bordeaux et ouest de Mérignac et sud de Pessac.
Une représentation importante du secteur tertiaire avec plus de 20 000 établissements, suivi par les commerces avec plus de 11 000 entités.

DECHETS PRODUITS SUR LE TERRITOIRE DE LA CUB

1. Compétence de la CUB

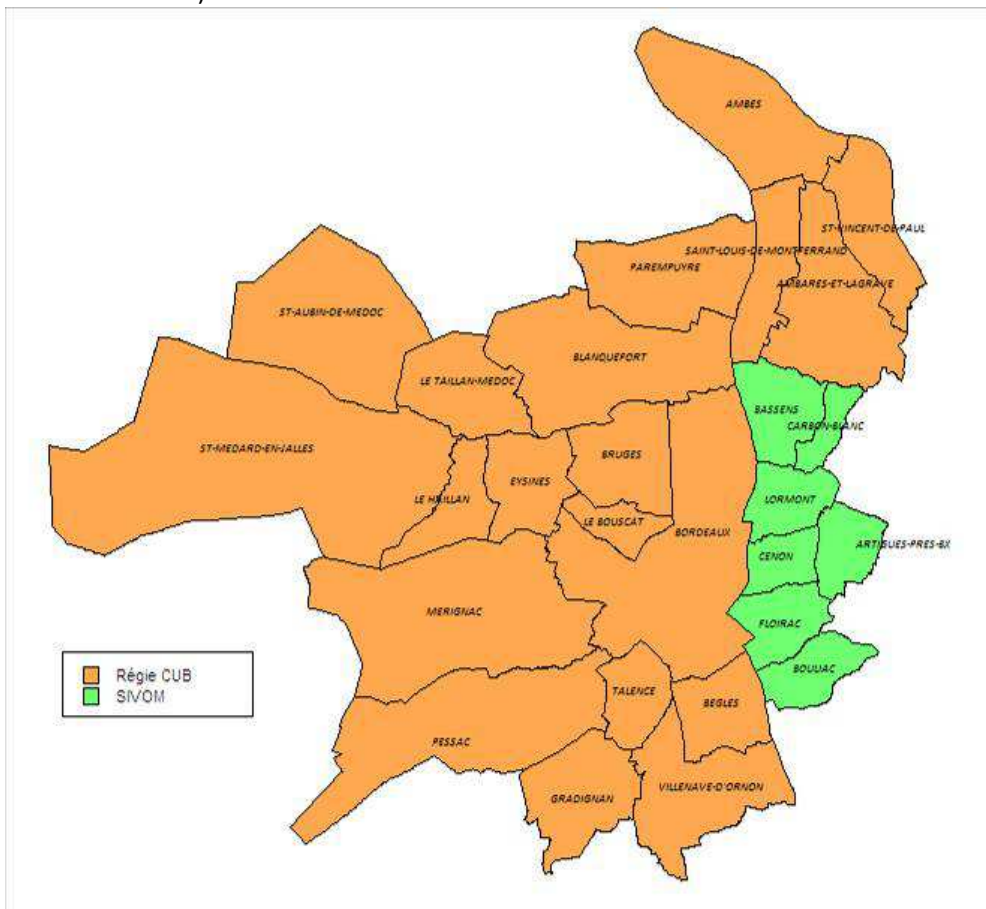
La CUB assure la compétence collecte et traitement des déchets sur son territoire. Ceci se traduit par la prise en charge des missions suivantes :

- La collecte des ordures ménagères résiduelles et assimilées, des collectes sélectives sur 20 de ses communes,
- La gestion et l'exploitation de 15 centres de recyclage,
- Le transport et le traitement des déchets ménagers et assimilés.

La CUB réalise ces prestations en régie pour 20 communes, elle adhère au SIVOM pour 7 communes de la rive droite. Ce syndicat, par l'intermédiaire d'un prestataire privé, la société Véolia Propreté, gère :

- La collecte des déchets ménagers ;
- 2 centres de recyclage.

Le PLPD concerne l'ensemble des 27 communes de la CUB (y compris les 7 communes qui adhèrent au SIVOM).



Carte 8 : Organisation de la gestion des déchets sur le territoire de la CUB

La collecte est assurée :

- En porte à porte pour les OMR, les emballages,
- En apport volontaire (AV) pour le verre,
- En centres de recyclage (15 CUB; 2 SIVOM) pour les autres déchets.

La collecte du textile est assurée par des collecteurs privés. Une convention tripartite est signée entre le collecteur, la commune et la CUB.

En termes de traitement, la CUB dispose de 3 délégataires de service public pour traiter une partie de ses déchets :

- la société ASTRIA (centre de tri et incinération),
- la société Rive Droite Environnement (incinération des OMR),
- la société La Grande Jaugue (compostage collectif des déchets verts)

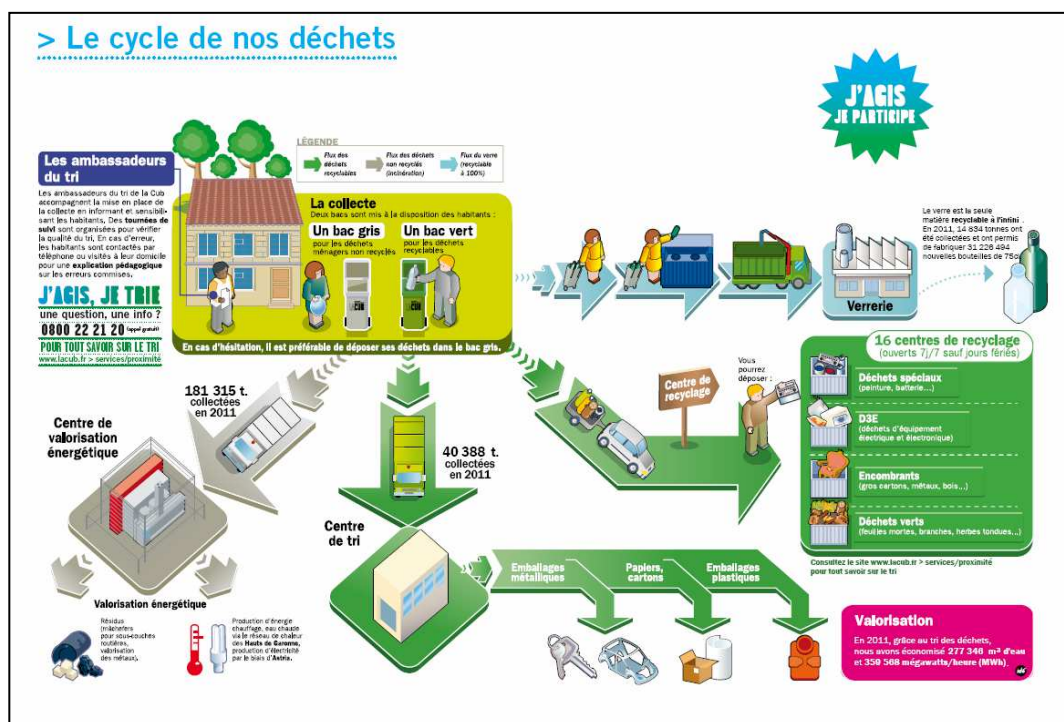


Figure 8 : Schéma d'organisation de la gestion des déchets par la CUB (CUB 2010)

1.1. Les gisements pris en charge par la CUB

1.1.1. Tonnages et tendance d'évolution

L'ensemble des flux pris en charge par la CUB (y compris le SIVOM) représente un tonnage de 413 799 tonnes au total. Le tableau suivant reprend les catégories de déchets prises en charge en fonction de leur mode de collecte.

	Mode collecte	Tonnage 2010	Ménages	Assimilés	Services municipaux et communautaires
OMR	PàP	181 314	136 314	45 000	-
Collecte sélective	PàP/AV	38 883	38 883	-	-
Verre	AV	14 142	14 142	-	-
Cartons	PàP	246		246	-
	C.recyclages	2 369	2 369		
Encombrants	C.recyclages	61 223	36 661		21 781
	autres modes			2 781	
Déchets verts	C.recyclages	51 293	38 603	5	12 685
	Apport direct	8 692			
Bois	C.recyclages	15 419	14 740	24	654
Gravats	C.recyclages	34 171	34 018	-	153
Ferraille	C.recyclages	2 836	2 806	-	30
DEEE	C.recyclages	1 623	1 623	-	-
dont écrans	C.recyclages	571	571	-	-
DDM	C.recyclages	311	311	-	-
dont phytosanitaire	C.recyclages	4	4	-	-
Piles	C.recyclages	24	24	-	-
Batteries	C.recyclages	2	2	-	-
Huile Moteur	C.recyclages	123	123	-	-
Textile	AV	1 128	1 128	-	-
Total		413 798	321 746	48 057	35 303

PàP : Porte à porte - AV : apport volontaire - C.recyclages : déchèteries

Tableau 8 : Composition du tonnage global pris en charge par la CUB⁹

La part de tonnage des assimilés est estimée sur la base du fichier de volume des bacs mis à disposition des professionnels (soumis et non soumis à redevance), soit 14 046 entités.

1.1.1.1. Evolution des déchets des ménages

Ils correspondent aux déchets qui sont collectés en porte à porte et peuvent donc à ce titre être attribué aux ménages. Seule une fraction des OMR est associée au gisement produit par les professionnels en fonction de la répartition des volumes de bacs.

Les tonnages collectés auprès des ménages (y compris part des assimilés dans les OMR) ont fait l'objet d'évolution au cours de dernières années amorçant une baisse globale d'environ 1 % par an.

⁹ Les tonnages des services municipaux et communautaires correspondent en partie à des tonnages collectés auprès des ménages, notamment pour les encombrants et les déchets verts, 8 500 tonnes de déchets verts sont identifiés.

Les apports directs de déchets verts correspondent au porte à porte en entrée de centre de compostage de St Médard en Jalles

	Ménages	Evolution moyenne au cours des 3 dernières années	
OMR	181 314	-4%	↘
Collecte sélective	38 883	6%	↗
Verre	14 142	5%	↗
Cartons	2 369	3%	↗
Encombrants	36 661	1%	↗
Déchets verts	38 603	-2%	↘
Bois	14 740	7%	↗
Gravats	34 018	2%	↗
Ferraille	2 806	-3%	↘
DEEE	1 623	non représentatif	
DDM	311	non représentatif	
Piles	24	non représentatif	
Batteries	2	non représentatif	
Huile Moteur	123	non représentatif	
Textile	1 128	non représentatif	

Tableau 9 : Evolution générale des flux collectés auprès des ménages entre 2007 et 2010

Pour un certain nombre de flux la tendance d'évolution n'est pas décelable compte tenu de la variation importante des tonnages collectés sur la période de référence, notamment en raison de la mise en œuvre récente de la filière (pour exemple les textiles mis en œuvre en 2009, les DEEE mis en œuvre en 2008...).

1.1.1.2. Evolution des déchets des assimilés

Ils se composent de la part des OMR estimée sur la base des dotations de bacs et des déchets collectés dans le cadre de prestations dédiées à cette catégorie de producteurs.

	Assimilés	Evolution moyenne au cours des 3 dernières années	
OMR	45 000	-4%	↘
Cartons	246	-27%	↘
Encombrants	2 781	-18%	↘
Déchets verts	5	non représentatif	
Bois	24	non représentatif	

Tableau 10 : Evolution générale des flux collectés auprès des assimilés entre 2007 et 2010

Les OMR attribués aux assimilés étant collectés de manière conjointe avec celles des ménages, la baisse moyenne observée y est affectée.

Une baisse moyenne d'environ 5 % est enregistrée pour cette catégorie de producteurs.

1.1.1.3. Evolution des déchets des services

Ils se composent uniquement des déchets collectés auprès des services municipaux et communautaires ou déposés par ces derniers dans les centres de traitement.

	Services municipaux et communautaires	Evolution moyenne au cours des 3 dernières années	
Encombrants	21 781	-1%	↘
Déchets verts	12 685	-4%	↘
Bois	654	non représentatif	↗
Gravats	153	non représentatif	↗
Ferraille	30	non représentatif	

Tableau 11 : Evolution générale des flux collectés auprès des services entre 2007 et 2010

De manière globale, les flux collectés par les services enregistrent une baisse d'environ 2 %. Une part, non identifiable, des déchets produits par ces services est collectée avec les OMR.

1.1.2. *Détail de connaissances des flux*

1.1.2.1. *Nature des déchets présents dans les OMR des ménages et assimilés*

Les déchets contenus dans les OMR peuvent être détaillés grâce aux données nationales de MODECOM réalisés par l'ADEME. Les données faisant l'objet d'un traitement équivalent à 181 314 tonnes.

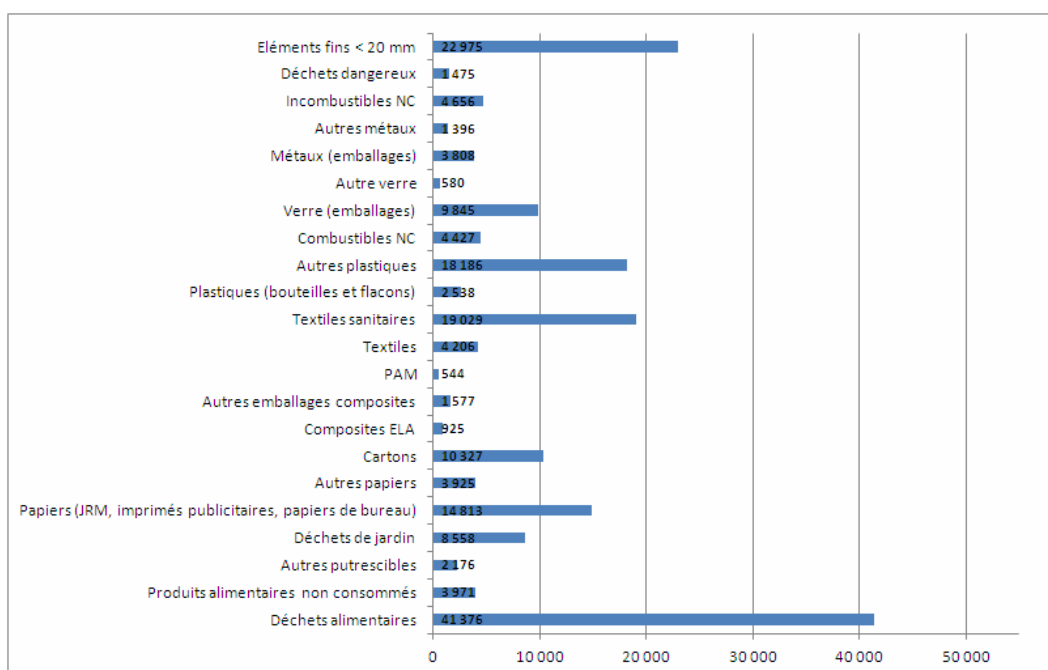


Figure 9 : Contenu des OMR détaillé selon le MODECOM National (ADEME 2007)

Ces données permettent de mettre en évidence une part importante de déchets putrescibles (alimentaires et déchets de jardins) dans les OMR soit environ 50 000 tonnes.

Elles mettent en évidence une part encore importante de papiers dans les OMR, environ 14 000 tonnes. Cette information peut être complétée par la donnée de tonnage de papier valorisé dans la collecte sélective de 7 870 tonnes, en 2010, soit un total de plus de 21 000 tonnes.

1.1.2.2. Nature des déchets présents dans les déchets alimentaires des ménages

Des caractérisations ont été réalisées par la CUB au cours de l'année 2011 pour améliorer la connaissance sur les flux de déchets alimentaires.

Ces caractérisations portent sur 4 échantillons, les résultats doivent donc être pris avec précaution.

Ces données peuvent être étayées par un croisement avec les données MODECOM.

		Données référence MODECOM	Données CUB	Estimation du tonnage sur base de données MODECOM	Estimation du tonnage sur base de données CUB
Produits alimentaires	Non consommés, non déballés	2,19%	1,41%	3 971	2 565
	Non (ou partiellement) consommés, emballages ouverts		0,57%		1 026
	Fruits et légumes non transformés		1,42%		2 579
	Non consommés, issus de restes de repas	24,02%	2,87%	43 552	5 213
	Pain		2,35%		4 256
	Liquides alimentaires non consommés		0,00%		-
	Autres produits alimentaires "non consommables"		8,25%		14 966
Textiles sanitaires	Fraction hygiénique - couches jetables	10,50%	3,67%	19 029	6 654
Autres	Restes de l'échantillon	63,29%	79,45%	114 763	144 056

Tableau 12 : Extrapolation du contenu des déchets alimentaires (ADEME 2007 / CUB 2011)

Soit pour la notion de gaspillage alimentaire à proprement parler, une estimation de plus de 10 000 tonnes :

- 2 500 à 4 000 tonnes de produits alimentaires non déballés, environ 2 % des OMR,
- Plus de 1 000 tonnes de produits non consommés, ou partiellement, emballages ouverts, environ 0,5 % des OMR,
- Plus de 2 500 tonnes de fruits et légumes non transformés,
- Plus de 4 200 tonnes de pain.

1.1.2.3. Nature des déchets présents dans le tout venant centre de recyclages

Des caractérisations ont été menées en 2011 en vue de l'amélioration du taux de valorisation des déchets de tout venant déposé dans les centres de recyclages.

Trente bennes ont fait l'objet d'une caractérisation au cours de 5 campagnes.

Notre étude s'attache plus particulièrement à la fraction de déchets tout-venant pouvant faire l'objet d'un réemploi.

	Définition des catégories	TVD	TVI	TVD t/an	TVI t/an	Total
Meubles bois	Meubles en bon état réemployable en l'état ou nécessitant des réparations minimales	0,1%	0,4%	12,7	55,2	67,9
Cartons papiers	Livres, affiches, Cd, DVD	0,0%	1,0%	7,7	134,7	142,4
Ferrailles		0,0%	0,2%	2,8	29,2	32,0
Plastiques	Jouets, mobilier de jardins réemployable en l'état	0,3%	0,9%	65,9	117,6	183,5
D3E	Tous DEEE en bon état (écrans, PAM, GEM...)	0,0%	0,8%	6,4	102,8	109,2
Textiles	Vêtements, chaussures, couverture, rideaux...	0,2%	3,8%	39,8	509,6	549,4
Encombrants	Objets réemployables en l'état ou nécessitant des réparations mineures (matériaux de bricolage, meubles, fauteuil...)	1,9%	2,0%	392,9	271,2	664,1
		2,5%	9,1%	528,2	1 220,4	1 748,6

Tableau 13 : Contenu en déchets réemployables des déchets de tout venant collectés dans les centres de recyclages (CUB 2011)

Pour mémoire sur l'année 2010 le flux TVD/TVI représentait environ 36 600 tonnes, soit une part de réemploi estimée à environ 5 %.

1.1.2.4. Le flux produit par les services de la CUB

Une partie des tonnages produits par la CUB sont pris en charge de manière différenciée ce qui permet de les isoler du reste des collectes :

	Déchets communautaires
Encombrants	3 272
Déchets verts	491
Bois	462
Gravats	0
Ferraille	30
	4 255

Tableau 14 : Détail des déchets communautaires

A cette donnée s'ajoutent les déchets produits par les différents sites communautaires et pris en charge dans les OMR, la collecte sélective ou des marchés privés.

La CUB compte près de 2 800 agents, des enquêtes ont été menées auprès de 22 sites. La synthèse suivante permet de qualifier la nature des déchets produits par les sites et leur destination sur la base de ces enquêtes, les données de quantification étant très estimatives elles ne peuvent être prises en compte.

	Nombre de sites produisant le déchets sur 24	OM	CS	Marché privé/retour aux services de gestion
Papiers/journaux	20	15	17	
Cartons	13	8	12	
Gobelets plastics	21	20	8	
Bouteilles plastiques/canettes	12	8	11	
Fourniture bureaux (stylos, gommes, transparents...)	12	12		
Restes grignotage, sachets thé, restes café...	13	13		
Bouteilles verres (pots de départ...)	14	13	2	
Cartouches encre	19			UMAT ou Citadines
Piles	11	4		4 UMAT ou Citadines
Luminaires (ampoules, néons...)	11	3		8 UMAT ou Citadines
Papiers essuie-mains sanitaires	12			société de ménages
Produits sanitaires (flacons plastics, éco-recharges, gants...)	13			société de ménages

Tableau 15 : Qualité des déchets produits communément sur les sites de la CUB¹⁰

Un focus peut être réalisé sur les déchets de restauration des agents qui ont fait l'objet d'un suivi plus particulier.

La CUB compte 2 restaurants communautaires de Latule et Mériadeck. Dans le cadre de la démarche qualité certifiée ISO 9001 : 2008, l'objectif de perte de production est limité à 4 % et comprend les pertes suite à un incident de production (produits trop cuit, chute de produits au sol...), la constitution de plats témoins conservés pour analyse en cas de contamination et les produits invendus.

En 2011, les déchets en production ont représenté 2.74 % des denrées utilisées dont 1.11 % pour la constitution réglementaire des plateaux témoins. Dans les faits, seulement 1.63 % des denrées mises en production ont été jetées sans être vendu.

Ces chiffres ne prennent pas en compte les produits consommables laissés dans les assiettes.

Une estimation de production de déchets a, par ailleurs, été réalisée dans le cadre d'une opération de sensibilisation des agents des deux restaurants collectifs réalisée durant la Semaine Européenne de Réduction des Déchets 2011. Elle porte le poids moyen de déchets à 17 tonnes par an de déchets de plateaux (ne comprend pas les déchets de fabrication de repas) pour les restaurants de Latule et Mériadeck. Cette opération de sensibilisation sera poursuivie.

En outre, régulièrement, les agents en plonge signalent si un produit a fait l'objet de beaucoup de restes et une réflexion est menée pour comprendre si c'est la qualité du produit, la cuisson, l'assaisonnement... qui est en cause. Si le produit est en cause, il n'est plus proposé.

D'autres déchets plus spécifiques à certaines activités peuvent être produits : béton, ferraille, palette de bois, enrobée, déchets verts, batteries, véhicules réformés, produits phytosanitaires. Leur reprise fait l'objet de marchés spécifiques.

¹⁰ Certains déchets peuvent être dirigés vers les OM et la CS selon les agents d'un même site, le nombre de mode de traitement est donc supérieur au nombre de sites.

1.1.3. Synthèse de composition du flux pris en charge par la CUB

L'ensemble de cette analyse croisée avec les collectes en œuvre sur le territoire permet d'établir le bilan suivant sur les flux d'ores et déjà identifiés et triés par les ménages et assimilés.

	Part contenue dans les OM <u>ménages+assimilés</u>	Collecte séparative AV/PàP	Collecte séparative Centres de recyclages	TOTAL
Putrescibles (hors DV)	35 691			35 691
Déchets verts	8 558		47 301	55 859
Textiles sanitaires	19 029		0	19 029
OM gaspillage alimentaire	11 831		0	11 831
Encombrants	0		37 694	37 694
Encombrants réemployable	0		1 199	1 199
Bois	0		14 765	14 765
Gravats	0		34 018	34 018
Textiles	4 206	1 128	549	5 884
DEEE	544		1 623	2 167
Ferraille	1 396		2 806	4 202
DDM	1 475		311	1 786
Huiles moteurs	0		123	123
Piles+Batteries	0		25	25
Verre	9 845	14 142		23 987
Papier	14 813	7 871		22 684
Emballages recyclables/cartons	17 598	31 258	2 369	51 225
OM résiduelles	56 326		0	56 326
				378 496

Tableau 16 : Définition du gisement potentiel des Ménages et des assimilés

Ce bilan est établi de la manière suivante :

1. Les données traitées sont les données de gisement ménages et assimilés 2010
2. Une première distinction est opérée entre les déchets collectés dans les ordures ménagères résiduelles et ceux collectés sélectivement en porte à porte, en colonne d'apport volontaire et en centre de recyclage :
 - Les flux collectés sélectivement sont connus de manière fiable et correspondent aux données terrain de la CUB : ils permettent d'identifier : une partie du tonnage de verre, une partie des emballages...
3. Les données de caractérisations présentées ci-dessus permettent d'affiner ensuite notre connaissance de 2 flux :
 - Les OMR, 181 000 tonnes réparties en 11 catégories de déchets suivant les proportions identifiées dans les caractérisations : MODECOM/ADEME 2007, caractérisations gaspillage alimentaire/CUB 2011,
 - Le tout venant, 36 000 tonnes dont peuvent être extraites 2 catégories de déchets : les textiles, les déchets réemployables selon les proportions identifiées dans les caractérisations tout venant/CUB 2011.

Soit de manière visuelle le bilan suivant en 17 catégories de déchets :

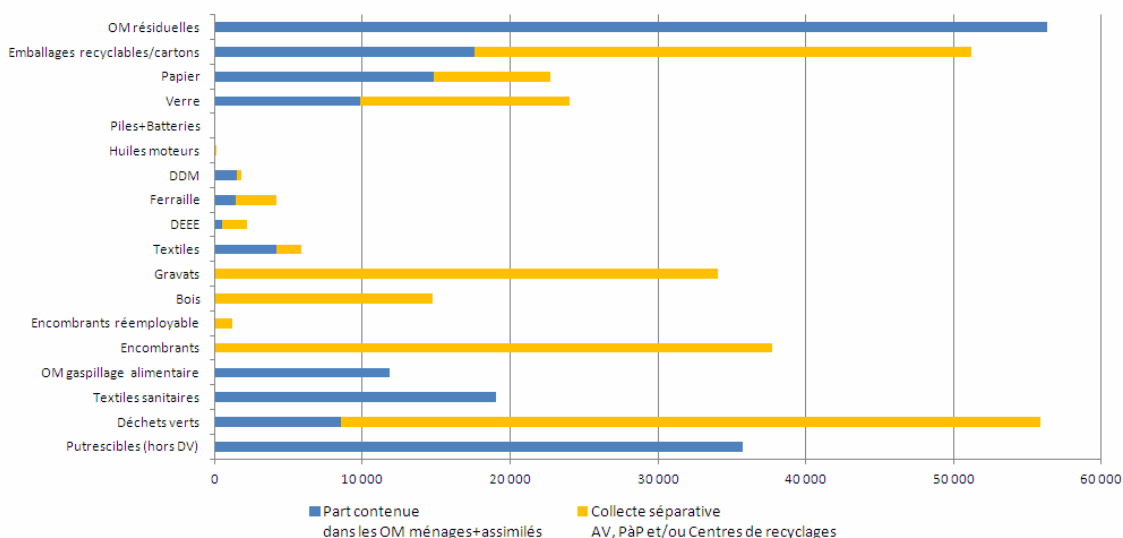


Figure 10 : Bilan de déchets produits par nature et modalité de collecte mise en œuvre par la collectivité pour les productions ménages et assimilés

A ce flux s'ajoute la part des déchets collectés auprès des services communautaires et communaux qui peut en partie être attribués aux ménages, notamment pour la partie communale (Cf. Tableau 14).

Synthèse et points clés

378 496 tonnes de déchets produits par les ménages et assimilés, dont :

- Plus de 30 000 tonnes de déchets putrescibles, plus de 55 000 tonnes de déchets verts (dont plus de 40 000 tonnes triés par les usagers) => interroge les notions de compostage.
- Plus de 10 000 tonnes de déchets identifiés comme liés au gaspillage alimentaire (données à prendre avec précaution) => interroge la notion de réduction du gaspillage alimentaire.
- Plus de 1 000 à 2 000 tonnes d'encombrants identifiés comme réemployables => interroge la notion de réemploi.
- Plus de 14 000 tonnes de papiers dans les OMR, ajoutés à 8 700 dans la collecte sélective => interroge la notion de prévention des courriers non adressés et la réduction de l'utilisation du papier dans les entreprises.
- Plus de 1 700 tonnes de déchets dangereux, dont 1 400 dans les OMR => interroge la notion de prévention qualitative.
- Une production complémentaire mais estimative peut compléter ce point avec 31 000 tonnes de déchets collectés par les communes, dont une part des 12 000 tonnes de déchets verts complète le gisement interrogeant la notion de compostage.

1.2. Les gisements non pris en charge par la CUB, approche macroscopique

D'autres structures produisent des déchets sur le territoire de la CUB.

Ces dernières font appel à des prestataires privés pour la collecte et le traitement de ces flux.

Les données à disposition permettent une estimation globale de ce flux en prenant en compte :

- Les déchèteries professionnelles du territoire,
- Les installations de traitement dépendant de la CUB et présentant des flux entrants hors CUB.

		Tonnage 2010
Astria	DIB Incinérés	67 655
	DIB	23 766
Déchèteries professionnels	Inertes	9 811
	Déchets dangereux	164
Total		101 396

Tableau 17 : Flux collectés auprès de professionnels du territoire

Nota : les tonnages réceptionnés dans les déchèteries professionnelles sont en hausse constante. La hausse est de +8 700 tonnes de 2007 à 2010 ; sans établir de lien direct la baisse des déchets collectés par la CUB auprès des professionnels est de 8 600 tonnes sur la même période.

Cette estimation peut être complétée par croisement avec une extrapolation développée sur la base des données disponibles sur le tissu économique.

Catégories d'activité	Estimation du tonnage annuel d'OMR
Construction	29 908
Commerce	38 093
Restauration hébergement	28 401
Tertiaire	111 387
Administration	28 196
Tonnage pris en charge par la CUB	45 000
Soit part restant à la charge des producteurs	190 985

Tableau 18 : Estimation basée sur les données du tissu économique

Le plan d'actions comportera un volet actions quantitatives ou qualitatives des déchets des entreprises, ce dernier ciblant avant tout la partie assimilée pourra en pratique avoir des répercussions sur l'ensemble des flux produits par les professionnels présents sur le territoire.

Synthèse et points clés

- La production estimative du secteur tertiaire peut interroger la notion de réduction du papier, ces activités étant souvent productrices.
- La partie déchets de construction reste estimative

ACTIONS DE PREVENTION MENEES SUR LE TERRITOIRE

Il s'agit ici de recenser l'ensemble des actions de prévention menées sur le territoire de la CUB, qu'elles soient pilotées par la collectivité ou par d'autres structures.

Cette photographie comprend à la fois les actions de prévention menées et les actions de communication en lien avec ces actions ou incitant au développement de la prévention des déchets.

1. Actions de prévention menées par la CUB

1.1. Promotion du compostage domestique

1.1.1. Mise à disposition de composteurs

1.1.1.1. Opération test

Cible : Ménages

Objectifs : Mise à disposition de composteur avec participation des usagers auprès des communes de Mérignac et Villenave d'Ornon

Période : 2003

Partenariat(s) : Communes de Mérignac et Villenave d'Ornon

Moyens mobilisés : Moyens humains internes de distribution, moyens humains internes de sensibilisation et d'enquête

Coût : composteur 67€*315 unités achetées = 21 105€ + communication et enquêtes

Résultats : 1 912 foyers sensibilisés/236 composteurs mis à disposition/83 % de producteurs de compost après 12 mois.

Estimation du flux détourné (biodéchets, hors DV) : 117,52kg/foyer/an (enquête auprès d'un panel non représentatif) = environ 27 tonnes par an

1.1.1.2. Opération « Charte pour l'environnement vers le développement durable »

Cible : Ménages

Objectifs : Promotion de l'acquisition de composteurs pour la Réduction des déchets à la source

Période : 2006/2007

Partenariat(s) : Convention avec les Communes de la CUB

Moyens mobilisés : agents CUB pour le suivi des conventions/ agents des communes/ marchés

Coût : aide de 30 € par composteur, + aide complémentaire pour 10 communes ou passation de marché pour la dotation et la distribution des équipements pour 6 communes (opération couplée avec la mise à disposition de récupérateur d'eau)

Total des dépenses CUB : 216 456 €

Résultats : 7 315 composteurs distribués (avec aide au financement)/ enquête auprès des détenteurs en 2008 : 5 218 participants.

Estimation du flux détourné (DV+ déchets de cuisine) : 138 kg/hab./an = environ 1 000 tonnes.

Bilan des 2 opérations : 7 551 composteurs distribués => soit 2,2 % des foyers dotés (données mises à jour 2009)

1.1.1.3. Projet 2012 : Opération de distribution de composteurs individuels

Cible : Ménages

Objectifs : Promotion de l'acquisition de composteurs pour la Réduction des déchets à la source par l'attribution de composteurs individuels- entre 8 000 et 15 000 composteurs à distribuer aux habitants de la CUB

Période : 2012/2013 (premières distributions prévues début novembre 2012)

Partenariat(s) : ADEME (demande de subvention en cours)/ Conseil Général de la Gironde/ Communes

Moyens mobilisés : non déterminés

Coût : Total des dépenses estimées : 620 000 €

Résultats : Estimation du flux détourné (DV+ déchets de cuisine) : 138 kg/hab./an.

1.2. Eco-exemplarité

1.2.1. Politique d'achat responsable

Cible : Services de la CUB

Objectifs : Accompagnement des directions communautaires dans l'intégration de clauses environnementales et sociales dans les marchés publics

Il s'agit de mieux communiquer sur la commande publique responsable et de renforcer la formation des agents afin d'obtenir des résultats quantitatifs (nombre d'heures d'insertion et de marchés intégrant des clauses sociales et environnementales) et qualitatif en hausse (intégration du développement durable dans la commande publique).

Période : Depuis 2006

Moyens mobilisés : moyens humains internes de la Direction de la commande publique

Résultats (2010) : depuis 2006, 80 réunions organisées en 4 ans sur l'intégration des clauses sociales dans les marchés publics

103 marchés intégrant des dispositions environnementales

2 prix dans le cadre du Trophée de la commande publique

1.2.2. Charte « Chantier propre »

Cible : Services de la CUB réalisant des travaux

Objectifs : Accompagnement des directions dans la mise en œuvre de charte « chantier propre », qui exige la gestion des déchets de chantiers, avec les maîtres d'œuvre.

Période : Délibération de mise en œuvre en cours (1^{er} semestre 2012)

Moyens mobilisés : Moyens humains interne Direction de la voirie

1.2.3. Réduction du gaspillage alimentaire

Cible : Ensemble des agents de la CUB

Objectifs : Sensibilisation au gaspillage alimentaire et incitation à la réduction des déchets de cantine – mesure du gaspillage alimentaire dans les restaurants communautaires de Mériadeck et Latule

Période : Octobre/novembre 2011

Relais/support : Conseil général de Gironde

Moyens mobilisés : 2 personnes par site pendant 5 jours – tri d'1 plateau sur 5

Les mesures ont été effectuées à deux reprises : avant et après l'opération de communication

Résultats : Quantification des déchets alimentaires non consommés (extrapolation à une semaine) :

Types de déchets produits	Latule	Mériadeck
Alimentaire	55,09	128,04
Pain	7,95	10,29
Alimentaire non consommable ¹¹	26,83	35,25
Non alimentaire	29,38	35,65
	119,25	209,24

Tableau 19 : Résultats des caractérisations des déchets de plateaux dans les restaurants communautaires de Latule et Mériadeck

1.2.4. Réduction de la consommation de papier et d'encre

Cible : Ensemble des agents de la CUB

Objectifs : Réduire la consommation de papier et d'encre par :

- L'intégration de clauses environnementales dans le marché de fournitures (renouvellement du marché papier avec du papier de grammage inférieur et souhait d'augmenter la part de papier recyclé)
- Le suivi de la consommation des ramettes de papier par Direction
- Le suivi de la consommation des cartouches d'encre
- La mise en place d'un logiciel de centralisation des commandes des impressions

Période : depuis 2006

Moyens mobilisés : Direction de la logistique et du courrier

Résultats : - 10 tonnes par an (notamment grâce à la diminution du grammage du papier)

1.2.5. Actions diverses de réduction à la source

Cible : Tous agents

Objectifs : Développement spontané ou accompagné de pratiques de réduction : impression recto/verso, développement des fontaines à eaux du robinet, utilisation de mug personnel ou mis à disposition par la CUB

Période : Depuis 2008

Résultats : peu de suivi organisé sur ces actions

¹¹ Résidus de repas : épluchures, os...

1.3. Réemploi – Réutilisation

1.3.1. Définition des acteurs du réemploi

Cible : Acteurs du réemploi

Objectifs : Recensement des acteurs du réemploi et des actions engagées

Période : Depuis 2011

Moyens mobilisés : moyens humains internes de la direction des entreprises et de l'attractivité/ mandat à l'organisme ATIS la fabrique des initiatives pour le recensement

Résultats : Edition d'une carte des acteurs du réemploi – recensement des actions et de l'identité des structures (type de structure, nombre de salariés, nombre de salariés en insertion)

1.3.2. Recycleries

Cible : Ménages

Dénomination de l'opération : Projet d'établissement de 3 recycleries sur le territoire communautaire (Bordeaux, Bègles, Pessac).

Objectifs : Développement du réemploi et la vente à bas coût et sensibilisation de la population

Période : Depuis 2012

Partenariat(s) : partenaires/exploitants en cours de définition pour les sites/ADEME/Conseil Général

Moyens mobilisés : Objectif de création de 2 ETP pour Bordeaux, à définir sur les autres projets + moyens CUB

1.3.3. Maison du vélo

Cible : Ménages

Dénomination de l'opération : Maison du Vélo

Objectifs : Etude de marché et de faisabilité d'un centre ressource : Aide à la réparation des vélos, volet ressourcerie récupération/réparation/vente de vélo d'occasion

Période : Depuis 2010

Partenariat(s) : Mairie de Bègles

Moyens mobilisés : moyens humains internes, rédaction du DCE

Résultats : résultat étude prévu 1^{er} semestre 2011

1.3.4. Collecte textile

Cible : Ménages

Dénomination de l'opération : Collecte du textile

Objectifs : Développement du réemploi

Période : Depuis 2009

Partenariat(s) : Eco TLC/le Relais/AMOS/Amédée/ECOVAL

Moyens mobilisés : Plus de 224 bornes mises en œuvre sur le territoire

Résultats : 1 600 tonnes collectées

1.4. Réduction des déchets à la source

Cible : Professionnels de l'Ecoparc

Objectifs : Lancement d'une démarche d'écologie industrielle - Réduire les consommations quotidiennes de matière et d'énergie

Période : Depuis 2009

Moyens mobilisés : intégration dans le cadre des certifications ISO 14001

1.5. Prévention des déchets dangereux

Cible : ménages

Objectifs : Récupération des déchets dangereux en centres de recyclages

Moyens mobilisés : Agents des déchèteries

Coût : Coût du traitement

Résultats : 300 tonnes de DDM collectés en 2010

1.6. Sensibilisation du public à la prévention des déchets

1.6.1. Agendas 21 scolaires

Cible : Scolaires

Objectifs : Accompagnement des écoles dans leurs démarches d'Agenda 21, pouvant notamment comporter un volet éco-consommation

Période : Depuis 2001

Partenariat(s) : Multiples associations supports/ Inspection académique de la Gironde

Moyens mobilisés : équipe de 4 agents, développement d'un site internet dédié, plaquettes d'information (pilotage, retours d'expériences...)

Résultats : 19 agendas 21 engagés en 2011

1.7. Actions supports pour le programme de prévention

1.7.1. L'agenda 21 de la CUB

L'agenda 21 initié en 2009 par la CUB porte des problématiques rejoignant directement ou indirectement les notions de prévention des déchets. Ces notions se retrouvent notamment dans les axes suivant figurant à l'agenda 21 :

- Axe 1 : Eco-exemplarité de la collectivité avec :
 - La promotion de la commande publique responsable
 - Le développement d'une culture commune du développement durable au sein des services
- Axe 2 : Maîtrise d'ouvrage exemplaire pour un territoire solidaire :
 - La promotion développement économique durable et innovant : comprenant le développement du réemploi
 - Prévenir les risques environnementaux sur la santé : comprenant l'élaboration du PLPD
- Axe 4 : Accompagner les acteurs pour des dynamiques territoriales durables :
 - Pérennisation des juniors du développement durable

L'ensemble des orientations de l'agenda 21 a donc été traduit en actions concrètes qui le connectent aux différents plans et programmes aujourd'hui développés et mis en œuvre sur le territoire.

1.7.2. Le plan Climat

Le programme local trouve également sa place dans le cadre du Plan Climat Energie territorial.

Celui-ci constitue un volet opérationnel visant à atteindre les objectifs nationaux et internationaux en termes de réduction des émissions de GES.

La CUB a identifié, dans le cadre de son bilan carbone en 2007, la gestion des déchets comme une des sources principale d'émission de GES de cette dernière dans le cadre de l'exercice de ces compétences.

Dans le cadre de l'élaboration du plan climat, la Cub souhaite mettre en place un dispositif de mobilisation citoyenne intitulé « Pionniers du climat ». Ce dernier est centré sur le recrutement, en étroite partenariat avec les communes, de 100 foyers volontaires qui s'engagent, sur une année, à suivre un certain nombre de recommandations destinées à :

- faire évoluer leurs consommations d'énergie et d'eau chaude sanitaire dans leur logement,
- faire évoluer leurs consommations de biens et services courants,
- adopter des modes de déplacements moins émissifs.

Ils bénéficieront de conseils individualisés pour modifier leurs comportements dans les trois domaines retenus.

Parmi ces volontaires, on pourra distinguer une dizaine de « foyers témoins » avec lesquels on travaillera en collaboration plus étroite pour identifier les stratégies les plus efficaces de changement des comportements, tester des actions spécifiques, un engagement plus fort dans un domaine, ...

Ce dispositif « Pionniers du Climat » est en lien étroit avec la mise en place du PLPD notamment pour l'axe dédié à la consommation de bien et de services courants.

2. Actions de prévention menées par d'autres organismes

2.1. Actions menées par la Chambres des Métiers et de l'Agriculture (CMA)

2.1.1. Réduire les déchets dangereux

Cible : Professionnels de l'imprimerie

Dénomination de l'opération : Imprim'vert

Objectifs : Réduction de la production des déchets dangereux de l'activité par diagnostics environnement menés par la CMA et proposition pour la réduction et la collecte des déchets dangereux

Période : Depuis 2004, devenue marque depuis 2007

Moyens mobilisés : Mutualisation de prestations de collecte et traitement

Résultats : 2011 – 147 tonnes de déchets dangereux collectés auprès de 59 entreprises
Depuis 2007 – 72 marques imprim'vert attribuées sur 84 entreprises diagnostiqués
Développement des outils « computer to tape » - évite la phase de développement chimique des films.

Cible : Professionnels de l'automobile

Dénomination de l'opération : le défi de l'environnement pour les professionnels de l'automobile

Objectifs : Réduction de la production des déchets dangereux de l'activité

Période : depuis 2004

Moyens mobilisés : Mutualisation de prestations de collecte et traitement

Résultats : collecte des déchets : 1 281 entreprises concernées sur le département de la Gironde – 226 tonnes de déchets dangereux collectées auprès de 201 entreprises
+ Développement des fontaines de dégraissage biologique – réduit l'utilisation de solvants à base d'hydrocarbures.

Cible : Professionnels de l'activité nettoyage à sec

Dénomination de l'opération : Opération pressing propre

Objectifs : Réduction de la production des déchets dangereux de l'activité

Période : Depuis 1998

Moyens mobilisés : Mutualisation de prestations

Résultats : 2011 – 9,293 tonnes de déchets dangereux collectées auprès de 74 entreprises

Ce type d'initiative est également développé auprès des photographes, peintres en bâtiments.

Cette démarche est accompagnée par la mise à disposition du site « gérer ses déchets professionnels en Gironde », <http://www.dechets-gironde.fr/>. Ce dernier atteint 141 350 visites en 2011, il est subventionné à hauteur de 20 000 sur 27 000 par la CUB.

2.1.2. Réemploi – réutilisation

Cible : Ménages

Dénomination de l'opération : Annuaire des réparateurs

Objectifs : Recenser les réparateurs du territoire et diffuser l'information sur l'offre disponible auprès de la population

Période : 2011/2012

2.1.3. Réduire les emballages

Cible : Artisans et commerçants de la ville de Cenon

Dénomination de l'opération : Opération « ECO défis »

Objectifs : Valoriser les actions qui limitent les impacts sur l'environnement – notamment par la suppression du suremballage et la suppression des sacs de caisse à usage unique – en labellisant des entreprises.

Période : Depuis 2011

Moyens mobilisés : Mise à disposition d'un kit communication pour les entreprises labellisées

Résultats : 54 entreprises prêtes à s'engager, 31 dossiers examinés, 22 entreprises labellisées

2.2. Actions menées par la Chambre de commerce et de l'industrie (CCI)

2.2.1. Sensibiliser à l'éco-conception

Cible : Professionnels d'Aquitaine

Objectifs : Information et sensibilisation à l'éco-conception

Période : mai 2011

2.3. Actions menées par les clubs des entreprises

2.3.1. Le club des entreprises de Mérignac

Cible : Entreprises adhérentes

Objectifs : Actions collectives sur les thématiques du développement durable – Accompagnement à la réalisation de diagnostic déchets

Période : 2011

Partenariat(s) : CUB, CMA

2.4. Actions menées par les communes

De nombreuses actions en faveur de la réduction des déchets ont été intégrées aux agendas 21 des communes. Ces dernières concernent plus particulièrement la prévention applicable aux déchets de jardinage.

2.4.1. Réduire l'utilisation des produits phytosanitaires

Cible : services des mairies

Objectifs : Réduire l'utilisation des produits phytosanitaires et des engrais dans les espaces verts publics

Période : Depuis 2005

L'ensemble des actions peut être résumé dans le tableau suivant :

Communes	Dates	Actions	Résultats
Artigues Près Bordeaux	Depuis 2008	Formation des agents à la limitation des produits phytosanitaires	2009 : -13 % de désherbants -100 % d'engrais dans les massifs et les serres -52 % d'intrants sur les terrains de sport
Bordeaux	Depuis 2007	Formation des agents à la limitation des produits phytosanitaires	De 2007 à 2009 : -50 % dans les parcs et jardins -30 à 40 % cimetières
Le Bouscat	Depuis 2009	Suppression des engrais et insecticides chimiques	
Pessac	Depuis 2005	Gestion différenciée des espaces verts	-90 % de produits phytosanitaires utilisés dans les espaces verts

Tableau 20 : Actions de réduction d'utilisation de produits phytosanitaires dans les espaces verts menées par les communes du territoire

2.4.2. Réduire les déchets des espaces verts

Communes	Dates	Actions
Eysines	Depuis 2009	Sélection d'espèces climaciques, rustiques, vivaces
Le Bouscat	Depuis 2009	Suppression des pots de rempotage en plastique

Tableau 21 : Actions de réduction des déchets des espaces verts menées par les communes du territoire

2.4.3. Sensibilisation à la réduction des déchets au jardin

Communes	Dates	Actions	Résultats	Cible	Partenaires
	Depuis 2005	Atelier participatif		Associations	
Blanquefort	Depuis 2007	Distribution de composteurs Formation de guide	750 Composteurs distribués	Ménages	ADEME CG33
Cenon	Depuis 2010	Création d'un espace pédagogique d'apprentissage sur les pratiques culturelles écologiques		Ménages	Terre d'Adèle
Eysines	Depuis 2009	Ateliers Jardins : sensibilisation à l'environnement et à l'économie durable		Ménages Scolaires	
Le Haillan	Depuis 2006	Les jardins D'Arnaga : aide alimentaire, favoriser la biodiversité locale et domestique	31 parcelles cultivées	Ménages (résidence E.Rostand)	Espace socioculturel (bureau des jardiniers) Association Saluterre
Pessac	Depuis 2005	Bio-divers-cité pour tous : Formation de guide composteurs Atelier pratique jardinage	2008 : 22 000m ² de jardins partagés	Ménages	Les jardins d'Adèles

Tableau 22 : Actions de sensibilisation de réduction des déchets de jardin menées par les communes du territoire

2.4.4. Actions en faveur du réemploi et de réutilisation

Cible : Ménages

Objectifs : Bourses d'échanges et de ventes - Réutilisation des vêtements, articles de sport, articles de puériculture et jouets

Période : Depuis 2011

Partenariat(s) : Centre communal d'actions sociales – Communes de Parempuyre

2.5. Actions menées par le Conseil Général de Gironde

Un certain nombre des actions qui sont citées appartiennent au plan de prévention des déchets du Conseil Général, lancé en 2009. Elles sont donc en cours de mises en œuvre et ne disposent pas toutes d'indicateurs de résultats.

2.5.1. Communication et accompagnement aux manifestations responsables

Cible : Ménages/associations

Objectifs : Accompagner pour la réduction de l'impact environnemental des manifestations publiques sur le territoire

Période : Depuis 2007

Partenariat(s) : ADEME, Conseil Régional, Association Meduli Nature, Graines Aquitaine

Résultats : De nombreux retours d'expérience sont collectés par les associations relais

Date	Lieux	Manifestation	Organisateurs	Partenaire accompagnateur	Actions orientées prévention	Résultats
2009	Blanquefort	La rentrée des associations	ESB/ABC	Meduli	Limiter les déchets : plats réutilisables	300 paquets individuels de chips évités 600 barquettes de repas individuel évitées 1 000 gobelets jetables évités
2009	Bordeaux	Plateau final mini handball	Comité de Gironde de handball	Les petits débrouillards 33	Utilisation d'eau du robinet Utilisation de vaisselle compostable	Non chiffré
2009	Bordeaux	Festival des fanfares festives	Union Libre	Les petits débrouillards 33	Limiter les déchets Gobelets réutilisables Vaisselle compostable	0 verres jetables utilisés pendant le week-end (Ecocup) Compostage de 300 assiettes et 150 kits couvert par l'association Jardins d'Aujourd'hui
2010	Ambes	Les Odyssées	Mairie	CG33	Vaisselle lavable à tous les repas	
2010	Blanquefort	Jour de récup	Meduli info planète	Mairie CG 33	Utilisation de vaisselle réutilisable	6 kg de déchets évités 560g de déchets par participant

Tableau 23 : Exemples de manifestations éco-responsables 2009 et 2010

2.5.1. Formation de citoyens relais au compostage

Cible : Ménages, usagers ayant une sensibilité à la thématique

Objectifs : Former des citoyens relais aux pratiques du compostage afin de favoriser la diffusion de cette pratique et d'accompagner les collectivités mettant en œuvre la distribution de composteurs sur leur territoire (formation guides et maîtres composteurs)

Période : depuis 2008

Résultats : 700 guides composteurs sur l'ensemble du département, 20 maîtres composteurs par an (depuis 2011)

2.5.1. Développement des actions dans les collèges

Cible : Scolaires

Objectifs : Mettre en œuvre des plans d'actions de prévention des déchets au sein de collèges du département

Aujourd'hui un état des lieux réalisés sur 12 collèges avec création de 10 fiches ciblant différentes actions

Période : 2011

Cible : Scolaires du collège Ausone

Objectifs : Composter via un composteur mécanique les restes des 700 repas triés par les élèves

Période : depuis 2008

Résultats : tri de 700 repas par jour réalisé par les enfants

2.5.2. Sensibilisation du public à la prévention des déchets

Cible : Scolaire, ménages

Dénomination de l'opération : Plusieurs actions en faveur de la sensibilisation du public à prévention sont mises en œuvre par le Conseil Général :

- Campagne gaspillage alimentaire,
- Actions de communication via l'accompagnement des manifestations éco-responsable...

Divers outils pédagogiques et plaquettes sont diffusés, le site internet : <http://www.lesecomatismes.com/> permettent la diffusion de bonnes pratiques auprès d'un public large

Objectifs : Atteinte des objectifs de prévention généraux

Période : depuis 2011

2.5.3. Mutualisation d'expérience

Cible : Acteurs porteurs de programmes locaux de prévention

Dénomination de l'opération : Animation d'un réseau d'échange entre animateurs de programmes locaux de prévention

Objectifs : Accompagnement des collectivités dans la mise en œuvre des programmes locaux de prévention / couverture de 80 % du territoire en 2014

Période : depuis 2011

Cible : Acteurs porteurs de programmes locaux de prévention

Dénomination de l'opération : Animation de groupes de travail thématiques départementaux (DASRI, textile, imprimés non sollicités...)

Objectifs : Connaître les acteurs et les actions sur chaque thématique pour développer de nouveaux projets sur le territoire

Période : depuis 2011

2.5.4 Sensibilisation au gaspillage alimentaire (en cours de développement)

Cible : Ménages et restauration collective

Objectifs : Etablir sur la base de 2 groupes de travail (un ménage, l'autre professionnel) de 2 cahiers de préconisation technique à diffuser au grand public

Période : depuis 2011

Les actions présentées précédemment ont vocation à être poursuivies. Elles seront accompagnées dans les années à venir de nouvelles actions, sur la même échelle départementale, sur les thématiques du gaspillage alimentaire, du réemploi et de la réparation, de l'eau du robinet et des alternatives de consommation.

2.6. Actions menées par les associations

Les actions développées par le réseau associatif sont nombreuses sur le territoire et touchent l'ensemble des domaines.

Elles portent notamment sur la sensibilisation du public aux gestes de la prévention.

Le territoire de la Cub dispose également d'un réseau d'associations porteuses d'initiative à l'échelle des quartiers.

Par ailleurs, un réseau d'AMAP permet une diffusion d'information sur l'éco-consommation et les alternatives à l'emballage...

Les tableaux ci-dessous listent (de manière non exhaustive) les acteurs associatifs identifiés comme menant des actions en relation avec la prévention des déchets.

Nom	Aire thématique d'intervention	Public cible	Missions, compétences et thématique	Descriptif des objectifs généraux en matière de prévention/actions mises en œuvre
Achillée Ciboulette	Sensibilisation aux éco-gestes dont la prévention	Scolaires	Missions de sensibilisation et d'information auprès des scolaires.	Achillée et Ciboulette développe depuis 2010 des activités sur deux axes principaux : - la pratique du jardinage écologique, - l'information & la formation au jardinage dans le cadre d'installations de jardins « institutionnels », de jardinage individuel. Organisation de « débats-conférences ».
Action Miroir	Sensibilisation aux éco-gestes dont la prévention	Etudiants	Association d'étudiants. Sa mission est de proposer un nouveau regard sur la révolution numérique qui est en marche.	Participation à la Fabrique Métropolitaine de La Cub.
Aquitaine Alternatives	Toutes actions	Ménages	Association agréée de protection de l'environnement menant de nombreuses actions dans les domaines des déchets, de l'eau, l'air, l'énergie.. Elle organise des actions de réflexion et de mobilisation. Elle est force de propositions et mène des actions juridiques autour de ces thèmes.	
Arc en rêve	Sensibilisation aux éco-gestes dont la prévention	Ménages	Arc en rêve centre d'architecture, créé à Bordeaux en 1981, mène des actions de sensibilisation culturelle dans les domaines de l'architecture, de la ville, du paysage et du design, avec un rôle de médiation pour la promotion de la qualité du cadre de vie.	
AROEVEN Aquitaine	Toutes actions	Scolaires : Tous scolaires, Collège, Lycée Autre : Enseignants, Touristes, Centre de loisirs	Activités scientifiques et technique, Air, Eau, Effet de serre, Écosystème/Généralités, Faune, Flore, Forêt, Littoral, Milieu humide, Milieu marin, Paysage, Patrimoine, Ville, Transport, Déchets	Réalisation d'animations dans le cadre du dispositif les juniors du développement durable de La Cub.
Association d'idées	Eco consommation	Ménages	Sensibilisation à la consommation responsable et équitable	
BIOsève	Eco consommation	Ménages	Association qui travaille sur les thématiques de l'Environnement et de la production agricole (maraîchage et agriculture biologique).	
Bordeaux 5 de cœur	Eco consommation	Ménages	Leurs missions essentielles sont de renforcer le lien social, de promouvoir l'écologie urbaine, de développer les solidarités interpersonnelles et intergénérationnelles et d'améliorer le cadre de vie.	Actions de sensibilisation aux éco-gestes dont la prévention. Réalisation d'animations dans le cadre du dispositif les juniors du développement durable de La Cub.
Centre technique régional de la consommation	Toutes actions	Association	Le centre technique travaille sur un projet en particulier : le jardin biologique collectif. Le jardinier cultivera donc son lopin dans le plus grand respect de l'environnement sans engrais ni pesticides chimiques mais aussi sans introductions intempestives d'animaux auxiliaires exotiques.	
CESEAU	Promotion de l'eau du robinet	Scolaires : Maternelle, Primaire, Collège Autre : Tout public	Ceseau a pour objet l'information, le conseil, et l'expertise pour la préservation de la ressource en eau souterraine de l'Aquitaine. L'Association va à la rencontre des usagers en menant des actions de sensibilisation à l'eau et l'environnement, en direction des jeunes et du grand public.	Réalisation d'animations dans le cadre du dispositif les juniors du développement durable de La Cub.

Nom	Aire thématique d'intervention	Public cible	Missions, compétences et thématique	Descriptif des objectifs généraux en matière de prévention/actions mises en œuvre
Cistude nature	Sensibilisation aux éco-gestes dont la prévention	scolaires	Education et sensibilisation à l'environnement, Pédagogie de l'environnement, Animations et sorties nature jeune public (cadre scolaire et périscolaire), Sorties nature grand public, Organisation d'événements	
CLCV (consommation logement et cadre de vie)	Toutes actions	Ménages	Association de consommateurs.	Elle mène des actions de sensibilisation thématique dans plusieurs domaines et notamment les pratiques de consommation pour notre environnement.
Collectif déchets girondin	Toutes actions	Association	Le CdG réunit une trentaine d'associations autour des thèmes de la prévention des déchets, la réduction en amont, la lutte contre les nuisances de certaines installations, la lutte contre les mauvais projets, l'adhésion aux traitements sans nuisances concernant les déchets ménagers et assimilés. Le CdG compte par exemple parmi ses membres des associations de quartier et des associations familiales.	
Croix Rouge Délégation départementale de la Gironde	Développement du réemploi - textile	Ménages	Association qui mène des actions dans les domaines du secourisme, de l'action sociale, de la santé, la formation et de l'action internationale.	Reprise textile
ECCLORE	Réduction des déchets verts Compostage collectif/individuel	Scolaires : Maternelle, Primaire Autre : Stagiaires de la formation professionnelle, Centre de loisirs, crèches	L'association a pour but de promouvoir le jardin comme ressource pédagogique et thérapeutique.	Les juniors du développement durable : Création et animation de jardins pédagogiques avec des enfants de l'école primaire et leurs enseignants
ENRGETHIC	Compostage.	Ménages	Association qui réalise les formations maître-composteurs pour le CG 33.	
Friche & Cheap	Compostage collectif/individuel Sensibilisation aux éco-gestes dont la prévention	Particuliers	Association bordelaise d'étudiants en paysage de l'ensap Bx	Elle a pour objectif premier d'aider les riverains d'un quartier à se réunir autour d'une parcelle et développer un jardin.
Graine Aquitaine/Réseau Orphée	Toutes actions	Ménages	L'association anime le réseau de l'éducation à l'environnement en Aquitaine, coordonne et porte différents projets de formation et de documentation et définit et met en œuvre des actions régionales en éducation à l'environnement avec les membres du réseau..	Accompagnement pour la mise en œuvre de manifestations éco responsables Formation à la prévention
Greenpeace	Toutes actions	Ménages	Organisation qui travaille sur les enjeux globaux (climat, énergie, biodiversité, etc.) qui peuvent avoir un impact direct ou indirect pour chaque habitant de notre planète.	
IREPS Aquitaine - instance régionale d'éducation et de promotion de la santé	Eco-consommation Réduction gaspillage alimentaire Promotion de l'eau du robinet	jeunes, personnes âgées, salariés en entreprise	Fonds documentaire disposant et diffusant des informations sur le sujet de l'éducation à la santé.	Un fruit à la récré dans le cadre du programme de santé environnementale Nutrition, prévention et santé des enfants et adolescents en Aquitaine
La Banque Alimentaire	Réduction du gaspillage alimentaire	Ménages		La cuisine mobile. Les ateliers cuisine sont destinés à accueillir des personnes en situation de précarité (bénéficiaires d'une aide alimentaire auprès d'une association partenaire de la Banque Alimentaire).
Le garage moderne (rayon Bicyclette)	Développement du réemploi - vélo Réduction des déchets dangereux	Ménages	Le Garage Moderne est un atelier associatif qui accueille régulièrement des manifestations culturelles et aide à la réparation mécanique des véhicules.	L'équipe de mécaniciens aide à réparer voiture ou vélo du lundi au vendredi, de 9h à 12h et de 14h à 19h
La Maison de la nature et de l'environnement	Toutes actions	Ménages	Elle a pour objectifs de : - mener une action globale de réflexion, de sensibilisation et d'éducation en matière de connaissance et de protection de la nature et de l'environnement - assurer la coordination des activités associatives pour le fonctionnement, les services et la gestion des locaux mis à la disposition des associations de protection de la nature et de l'environnement - interface entre le monde associatif, les autres acteurs de l'environnement et le public	

Nom	Aire thématique d'intervention	Public cible	Missions, compétences et thématique	Descriptif des objectifs généraux en matière de prévention/actions mises en œuvre
LA PASSERELLE VERS LA TERRE	Eco consommation	Ménages	Promouvoir une agriculture durable, socialement équitables, à travers une information citoyenne et le soutien à des agriculteurs de proximité	
La Ronde des Quartiers de Bordeaux	Sensibilisation aux éco-gestes dont la prévention	Commerçants	Association des commerçants de Bordeaux	
Le CREAQ	Sensibilisation aux éco-gestes dont la prévention	Tous publics	Le CREAQ pour but de promouvoir les principes du développement durable, les énergies renouvelables, la sobriété énergétique et l'eco-construction.	CREAQ conseille, accompagne les projets et éduque aux bonnes pratiques environnementales
Le CREPAQ (Centre Ressource d'Ecologie Pédagogique d'Aquitaine)	Sensibilisation aux éco-gestes dont la prévention	Tous publics	Le CREPAQ a pour but de contribuer en Aquitaine à une prise de conscience individuelle et collective des grands enjeux écologiques de notre société et de leurs interdépendances avec les enjeux humains, sociaux, économiques, éthiques ainsi qu'avec ceux des sciences et de la technique.	Les formes d'action de l'association sont l'information, la sensibilisation, l'éducation, le conseil, l'expérimentation, les recherches, la concertation, la diffusion d'ouvrages et de publications et l'organisation de manifestations.
Les jardins d'aujourd'hui	Compostage collectif Compostage individuel Sensibilisation aux éco-gestes dont la prévention	Ménages Associations	L'association Les Jardins d'Aujourd'hui développe des techniques et des savoirs faire en accompagnement sociale et en jardinage écologique. Elle participe à la création et à la gestion de projets d'espaces publics partagés et écocitoyens, axés sur le développement durable.	Elle propose aussi des ateliers de pédagogie à l'environnement et accompagne les habitants dans la redécouverte de techniques écocitoyennes de jardinage, de compostage...notamment avec la formation au compostage en partenariat avec le CG33.
Les Petits Débrouillards d'Aquitaine	Toutes actions	Scolaires : Autre : Associations, Centre de loisirs, animateurs, Educateurs, Enseignants,	Sensibilisation sur les thématiques environnementales	Assistance pour la mise en place d'éco-manifestations
Les Petits Gratteurs	Toutes actions	Ménages	Ateliers récré-actifs et brico-recups. Concerts de musique, pique nique récréatifs, actions citoyennes...	
Maison des Jeunes et de la Culture - Centre social des 2 villes (mjcl2v)	Toutes actions	Ménages Scolaires	Objectif d'éveil culturel, activités sportives, théâtre, musique, rencontre de jeunes du quartier nord ouest de Bordeaux	
Meduli nature	Manifestations publiques éco-exemplaires/Sensibilisation aux éco-gestes dont la prévention	Ménages Scolaires	Sensibilisation sur la thématique des manifestations eco responsable	Nombreuses participation aux manifestations, implication particulière dans "jour de récup"
Nouvelles Traverses	Sensibilisation aux éco-gestes dont la prévention	Ménages	Nouvelles Traverses est une association de médiation culturelle dont l'objectif est d'inviter un large public à reconsidérer les liens qui nous unissent au vivant.	
Recup' R	Développement du réemploi - vélo Développement du réemploi - textile Sensibilisation aux éco-gestes dont la prévention	Ménages	Recup'R est une association, créée par un collectif d'individus d'horizons variés sensibilisés à la problématique des déchets et au recyclage. Leur but principal est la réduction des déchets, du gaspillage des biens de consommation, ainsi que la sensibilisation de la population aux impacts de nos modes de consommation.	L'association met ainsi ses outils pédagogiques au service de projets créatifs ayant à cœur de porter des valeurs d'écocitoyenneté, de développement durable et de lien social.
REESOM	Sensibilisation aux éco-gestes dont la prévention	Ménages	Participe activement au développement et à la promotion de l'éducation à l'environnement.	

Nom	Aire thématique d'intervention	Public cible	Missions, compétences et thématique	Descriptif des objectifs généraux en matière de prévention/actions mises en œuvre
REPER Gironde	Toutes actions	Ménages Associations Professionnels	Animer le territoire avec une prospective appliquée au développement durable, porter la voix des entrepreneurs dans les groupes de réflexions et d’actions publiques.	Développement d'un outil de veille sur le développement durable, constitution d'une fondation pour le financement des éco-entreprises, organisation des formations et des conférences.
SEPANSO	Toutes actions	Ménages Associations	La SEPANSO est la fédération régionale des associations de protection de la nature de la région Aquitaine.	Actions de sensibilisation sur : La prévention, le tri, le réemploi, le compostage
SOS ECO	Sensibilisation aux éco-gestes dont la prévention	Ménages Associations	Recyclage Artistique	Modelage et sculpture en papier: nous collectons le papier pour ensuite le transformer en œuvre d’art au cours de nos ateliers éducatifs, écologiques et artistiques, tout public.
Stop Misère	Développement du réemploi	Ménages	Stop Misère a pour but de lutter contre la pauvreté, une pauvreté qui touche grand nombre de personnes en Aquitaine.	L’association Stop Misère accepte tous les dons de :- Vêtements, Linge, Meubles, Tables, Vaisselle, Jouets, Livres, Cycles Stop Misère assure gratuitement l’enlèvement
Surfrider Foundation	Toutes actions	Ménages		
Terre d'ADELES	Toutes actions	Ménages Associations	Développement des Échanges Locaux, Équitables et Solidaires	
TRANS'CUB	Toutes actions	Ménages	TRANS'CUB est une association de citoyens qui, par l'étude des dossiers, leur analyse, les critiques, les contre propositions qu'elle y apporte, et par ses nombreuses actions participe activement aux grands enjeux de l'agglomération bordelaise	
UFC que choisir 33	Toutes actions	Ménages		
U-Topos	Toutes actions	Etudiants	L'objectif de l'association est de promouvoir un certain nombre de projets et d’actions permettant de valoriser les formations et d’offrir des opportunités d’échanges, de rencontres et de débats entre les étudiants et le monde professionnel.	Organisation d’un forum des métiers de l’aménagement de l’urbanisme et de l’environnement Promotion des métiers du territoire au travers d’interventions en écoles ou lycées, afin de présenter les métiers de l’aménagement, de l’urbanisme et de l’environnement.
Vélo cité	Développement du réemploi des vélos	Ménages	L’association Vélo-Cité, a pour but la promotion et la défense de l’usage du vélo au quotidien dans l’agglomération bordelaise.	"la bourse au vélo" en mai et octobre

Tableau 24 : Acteurs associatifs sur le territoire de la CUB

Nom	Aire thématique d'intervention	Public cible	Missions, compétences et thématique	Descriptif des objectifs généraux en matière de prévention/actions mises en œuvre
Association de Solidarité d'Animation et de Défense des Intérêts du Quartier Bordeaux Saint-Genès	Toutes actions	Ménages	L'association défend les intérêts des riverains auprès des institutions locales (mairie, CUB)	
Association Sabarèges	Toutes actions	Ménages	Suivre les projets d'aménagement du quartier et de ses environs avec les acteurs locaux et régionaux	Mise en place de jardins partagés et pratique du jardinage écologique
Association Village Saint Seurin	Toutes actions	Ménages	Association de riverains à l'origine d'actions et d'initiatives en faveur de l'amélioration du cadre de vie.	
Centre d'animation Saint-Pierre	Toutes actions	Ménages	Le centre d'animation implanté au cœur de la ville, participe à la vie du quartier pour et avec les habitants	Un projet en particulier : jardin biologique collectif. Le jardinier cultivera donc son lopin dans le plus grand respect de l'environnement sans engrais ni pesticides chimiques mais aussi sans introductions intempestives d'animaux auxiliaires exotiques
Comité de Quartier Arès-Lescure-Pellegrin	Toutes actions	Ménages	Le Comité de Quartier Arès-Lescure-Pellegrin d'être un lien entre les instances dirigeantes de notre ville et les habitants, de se préoccuper de l'avenir de notre quartier (urbanisme, commerces, constructions, transports,...) et de favoriser la communication et la convivialité entre les riverains.	
Comité de quartier de Magonty	Toutes actions	Ménages	Le comité s'est fixé comme objectif d'œuvrer dans le sens de la préservation de l'environnement. Il participe au comité de gestion du bois des sources du Peugue, de l'Écosite du Bourgailh et dans toutes les instances de concertation de la Ville.	Le comité de quartier publie des fiches de synthèse qui permettent de mieux comprendre les débats sur le développement durable et de mettre en œuvre des gestes au quotidien. "Fiches écologie " rassemble des fiches qui permettent d'être un "éco responsable".
Fédération des syndicats de quartier de pessac	Toutes actions	association	La Fédération a pour objet : - la défense des intérêts des associations adhérentes auprès des élus et des services administratifs. - la coordination des actions des associations adhérentes et de susciter la mise en place de commissions. - l'organisation de fêtes et de manifestations socioculturelles.	
Le Belcier des Bains douches	Toutes actions	Ménages	Créer un quartier solidaire et durable.	Eco-quartier, jardin partagé, actions citoyennes, les conversations de belcier...
Les amis de Bordeaux Sud	Toutes actions	Ménages		
Yakafaucon	Toutes actions	Ménages	Yakafaucon est une association d'habitants du quartier St Jean/Sacré Cœur, créée en avril 2008 à l'initiative de quelques voisins.	Sensibiliser aux enjeux environnementaux à travers la mise en œuvre d'une pratique écologique dans chacune de ses actions

Tableau 25 : Acteurs associatifs de quartier sur le territoire de la CUB

Nom	Aire thématique d'intervention	Missions, compétences et thématique	Descriptif des objectifs généraux en matière de prévention
AMAP Bordeaux Nansouty 1	Eco consommation	Association de producteurs pour la vente de produits locaux Distribution de produits alimentaires (produits locaux, biologiques, fermiers, et également issus du commerce équitable)	- Consommer local en étant en liaison directe avec les producteurs. - Ancrer les actions menées dès à présent dans une pratique du développement durable - Former une action citoyenne qui tisse du lien sur le quartier - Partenariat de proximité entre un groupe de consommateurs et une ferme locale
AMAP Bruges/Le Bouscat	Eco consommation		
AMAP Cauderanaise	Eco consommation		
AMAP de Bordeaux centre	Eco consommation		
AMAP Saint-Genès	Eco consommation		
AMAP-Art	Eco consommation		
AMAPlanète	Eco consommation		
Coccinelle et Cie - AMAP	Eco consommation		
Le Cabas du coin - AMAP	Eco consommation		
Le Panier Moderne - Amap	Eco consommation		
Les P'tits Cageots	Eco consommation		
RDV-Bio - AMAP	Eco consommation		

Tableau 26 : Acteurs de la distribution locale de denrées alimentaires sur le territoire de la CUB

2.7. Les actions menées par les associations d'insertion

Parmi les associations ayant mené des actions en relation avec la prévention des déchets, on distingue un certain nombre d'associations d'insertion.

Nom	Aire thématique d'intervention	Public cible	Missions, compétences et thématique	Descriptif des objectifs généraux en matière de prévention Actions menées
Actif Sud-Ouest	Développement du réemploi - DEEE	Ménages Professionnels	Une association qui rénove et vend des micro-ordinateurs et du matériel informatique, et offre un service d'assistance informatique à domicile	Développe le réemploi de PC portables ou de bureau, imprimantes, cartes diverses et autre matériel informatique
Amos Sainte-Catherine	Développement du réemploi - textile	Ménages	Collecte, tri et vente au détail de vêtements et accessoires dans 5 boutiques (Bordeaux, Libourne et Mérignac)	Une boutique de vêtements de seconde main et un atelier de retouches Une activité de recyclage qui emploie du personnel en insertion professionnelle.
ARQC (régie de quartier Cenon)	Développement du réemploi	Ménages		Ouverture d'une recyclerie en partenariat avec le bailleur Domofrance
Atelier d'éco solidaire	Développement du réemploi	Ménages	Sensibilisation, développement du réemploi	Sensibilisation Développement d'expérimentation de ressourcerie
ATIS - association territoire et innovation social	Développement du réemploi	Association	L'AVISE anime et coordonne l'expérimentation "la Fabrique à Initiatives" en Aquitaine, via ATIS, une association créée pour sa mise en place. La Fabrique à Initiatives permet d'étudier l'opportunité d'un projet d'entreprise sociale, identifier un porteur de projet et accompagner la démarche de mise en oeuvre.	Recensement des acteurs de l'insertion agissant dans le domaine du réemploi
Bati action	Réduction des déchets verts	Association	Gestion d'espaces verts en lien avec des équipes d'insertion	
Ecomicro	Développement du réemploi - informatique	Ménages	Une équipe de techniciens qualifiés qui testent, vérifient, réparent, nettoient des ordinateurs pour les rendre réutilisables et pour ensuite en équiper ceux qui en ont besoin dans les zones défavorisées.	EcoMicro est spécialisée dans la collecte, le recyclage et le réemploi de Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (DEEE).
Ecoval	Développement du réemploi - textile	Ménages	Reprise textile, collecte avec mise à disposition de conteneurs	
Emmaüs habitat	Développement du réemploi - meuble Développement du réemploi - DEEE	Ménages	Assure la collecte et la revente d'objets de seconde main.	Meubles, vêtements, objets de décoration, arts de la table, livres, jeux...
Emmaüs Textile	Développement du réemploi - textile	Ménages	Reprise textile	
Envie	Développement du réemploi - DEEE	Ménages	Une entreprise qui emploie du personnel en insertion professionnelle et qui recycle le matériel électroménager	Réemploi et revente d'électroménager d'occasion garanti
Fringuette	Développement du réemploi - textile	Ménages	Créée à l'initiative de bénévoles du Secours Catholique en 1993, l'association Fringuette est une association d'utilité sociale.	Création, vente et location de costumes et déguisements - Vente de vêtements d'occasion - Création et retouche tous vêtements - Blanchisserie (lavage, séchage, repassage)
Le Relais Gironde	Développement du réemploi - textile	Ménages	Tri, collecte, réemploi et recyclage de textiles usagés	

Nom	Aire thématique d'intervention	Public cible	Missions, compétences et thématique	Descriptif des objectifs généraux en matière de prévention Actions menées
L'Epicerie solidaire		Ménages Associations	L'Épicerie est une association à vocation solidaire qui a pour but l'accès de tous à une alimentation de qualité. c'est un projet participatif fondé sur la mixité sociale, l'association propose un lieu d'achats où il est possible d'utiliser des aides financières accordées par les services sociaux, un atelier cuisine pour le plaisir d'échanger et de manger ensemble, un point info.	Organisation d'ateliers lombric-compost, jardinage et cuisine. Ventes de produits locaux ; partenariat avec le maraîchage pédagogique d'Eysines.
Réalisation environnement valorisation	Toutes actions	Ménages	Collecte, traitement, recyclage des déchets > Déchets banaux, Déchets textiles Environnement et production agricole > Espaces verts, Entretien des espaces naturels	
Régie de quartier BACALAN	Toutes actions	Ménages Associations	La Régie de Quartier Habiter Bacalan (RQHB) est une association loi 1901 à vocation économique et sociale. Elle s'inscrit dans un territoire d'intervention, aujourd'hui, les quartiers de Bacalan et des Aubiers	Développement d'une plate forme de compostage collectif
Relai C	Toutes actions	Ménages Associations	L'association est un collectif de floiracais qui ambitionne de faire émerger des débats et avancer des projets et des dossiers que des individus seuls ne pourraient pas ou n'oseraient pas défendre auprès des collectivités locales (en particulier la mairie de FLOIRAC) et territoriales (tels que la Communauté Urbaine de Bordeaux, le Conseil Général...).	
Secours catholique			Reprise textile	
Secours Populaire Français Fédération de la Gironde	Développement du réemploi - textile	Ménages	Reprise textile	

Tableau 27 : Acteurs de l'insertion sur le territoire de la CUB

3. Actions menées par des structures privées

Des structures privées en lien avec la prévention des déchets ont également pu être identifiées.

La liste ci-dessous n'est pas exhaustive, on pourrait y rajouter par exemple les entreprises relevées dans l'annuaire de la réparation en cours de mise en œuvre par la CMA.

Nom	Aire thématique d'intervention	Public cible	Missions, compétences et thématique	Descriptif des objectifs généraux en matière de prévention
Eco Bebe	Eco consommation	Ménages	site de vente en ligne de produits bio et naturels destinés au bébé et à maman, avec notamment des couches lavables, des écharpes de portage...	Promouvoir les produits bio et de réduire nos déchets
Ecoclicot	Eco consommation	Ménages	Ecoclicot.com est une boutique e-commerce de produits de bien-être écologiques, naturels et d'économies d'énergie conçue afin de promouvoir des produits respectueux	
Ecom 33	Eco consommation/dématérialisation	Professionnel	Ecom33 souhaite regrouper les acteurs du e-commerce en Gironde pour aider à structurer la filière professionnelle et favoriser l'émergence d'un pôle d'excellence	
Friandise Création	Développement du réemploi	Ménages	Créations mode accessoires et sacs à partir de chambre à air de pneu	Chambres à air récupérées dans les casses et garages de pneumatiques. Le nettoyage se fait en 4 étapes manuelles et nécessite toute une journée de travail afin de bien dégraisser et désinfecter la matière pour retrouver son aspect d'origine. Une année de recherche a été nécessaire pour trouver un procédé qui ne pollue pas
La Tentation du citron	Développement du réemploi	Ménages	Création de vêtements Bijoux & accessoires à partir de textiles et matières recyclées	Boutique d'accueil de créateurs régionaux (vêtements, bijoux, accessoires) -Espace dépôt-vente de vêtements -La ligne La Tentation du Citron : marque textile recyclémélange de matières, de couleurs, de formes, intégration d'autres matières (perles, laines, photographies, objets récupérés...), tricotage de tissus, tissages....
Maison de l'Eau de Lyonnaise des Eaux	Promotion de l'eau du robinet	Scolaires : Autre : Associations, Centre de loisirs, Retraités, Tout public	Délégataire des services d'eau et d'assainissement de près de 150 contrats, l'Entreprise Régionale Bordeaux-Guyenne de Lyonnaise des Eaux emploie 1000 collaborateurs sur la Gironde, la Dordogne, la Charente et la Charente-Maritime. Elle distribue l'eau potable à 482 994 foyers et dépollue les eaux usées de 361 202 foyers	Elle développe, depuis 1998, une offre pédagogique délivrée gratuitement dans le cadre de sa mission de service public, en soutien des professeurs et plus généralement, en réponse aux attentes des usagers de l'eau et aux enjeux du territoire en matière de développement durable
Maman Bio	Eco consommation	Ménages	Boutique de puériculture naturelle	
Maman Pélican	Eco consommation	Ménages	Vente de couches lavables	
SCOP SaluTerre	Réduction des déchets verts Compostage collectif Compostage individuel	Collectivité	Bureau d'études en Jardins partagés, Jardinage et handicap, Paysage naturel et Compostage de proximité	La scop a eu l'opportunité d'accompagner la création des jardins d'Arnaga dans le cadre de l'agenda 21 du Haillan

Tableau 28 : Acteurs privés intervenant sur la prévention sur le territoire de la CUB

Synthèse et points clés

- Des actions déjà engagées par la CUB sur plusieurs thématiques :
 - Compostage domestique (en cours de relance pour l'année 2012)
 - Soutien aux actions de réemploi (en cours de développement avec la création de trois recycleries sur le territoire). Le lancement d'un appel à projets est prévu pour 2012.
 - Réduction des déchets des professionnels
 - Sensibilisation des scolaires à la prévention via les agendas 21
 - Initiation d'actions pour l'éco-exemplarité de la collectivité
- Un tissu de partenaires actifs sur le territoire :
 - Le Conseil Général de Gironde : actions développées dans le cadre du plan adoptés en 2009, pilote des actions supports dans l'ensemble des domaines de la prévention
 - CMA, CCI, clubs des entreprises : réduction des déchets dangereux professionnels, développement de l'éco-conception, réduction générale à la source
 - Communes : nombreuses actions liées aux déchets verts
- Un tissu associatif dense jouant le rôle de relais et partenaires d'actions sur le terrain pilotées en partie par les institutionnels

4. Sensibilité de la population aux politiques de prévention des déchets

4.1.1. L'enquête

La concertation citoyenne menée pour alimenter l'élaboration du plan déchets 2012-2016 et le Programme local de prévention des déchets se sont accompagnées d'une enquête menée auprès de 509 usagers en fin d'année 2011. Cette enquête reprend notamment des thématiques relatives à la prévention des déchets.

Les points sur les pratiques déjà engagées ou ne présentant pas de freins à la mise en œuvre nous intéressent particulièrement pour orienter et hiérarchiser les actions qui pourront potentiellement être mises en œuvre dans le PLPD.

Ces résultats ayant fait l'objet d'une présentation spécifique par le prestataire en charge : Planète Publiques, les résultats sont directement présentés sous forme de synthèse.

Les mêmes pratiques de réduction des déchets ont été testées dans le cadre d'une enquête menée par le Conseil Général en 2009, les résultats enregistrés sont présentés **en vert** dans la synthèse, ils concernent l'ensemble du territoire de la Gironde.

Synthèse et points clés

- 43 % des personnes déclarent se préoccuper des déchets qu'ils vont produire lors de leurs achats
- 52 % considèrent la prévention aussi importante que le tri, 32 % plus importante
- 83 % sont prêts à se mobiliser pour contribuer à la réduction des déchets
⇒ **Une population globalement prête à agir**
- Plus de 50 % déclarent toujours réaliser les gestes suivants :
 - Utiliser des cabas, sacs réutilisables (91%)/(96 %)
 - Boire de l'eau du robinet (61%)/(83 %)
 - Mettre les vêtements dans les bornes de collecte dédiées à la récupération (51 %)⇒ **Des pratiques de réduction déjà en place pour une partie de la population**
- Parmi les pratiques représentant un plus grand frein, moins de 50 % déclarent toujours réaliser les gestes suivants :
 - Réutiliser, réparer ou donner les produits en fin de vie (45 %)/(86 %)
 - Limiter les impressions papier de documents au bureau (43 %)/(86 %)
 - Privilégier l'achat de produits en détail, en vrac (36 %)/(81 %)
 - Privilégier l'utilisation de produits rechargeables (35 %)/(82 %)
 - Fabriquer son propre compost (31 %)/(42 %)
 - Mettre un stop pub sur sa boîte aux lettres (19 %)/(14 %)
 - Acheter des produits de seconde main ou d'occasion (12 %)
 - Acheter des produits en grosses quantités (6 %)⇒ **Des pratiques à développer**

4.1.2. Le Forum citoyen

Dans le cadre de la concertation citoyenne menée par la CUB, un forum citoyen a été organisé les 9 et 10 mars 2012.

Ce forum a permis de traiter de la question de la gestion des déchets avec des représentants des citoyens, associations...

La question de la prévention des déchets a largement été abordée durant ces deux jours et un certain nombre de pistes de réflexion et de propositions opérationnelles sont ressorties des débats.

Cette rencontre a également permis de déboucher sur un potentiel de citoyens mobilisables notamment dans le cadre de l'élaboration des groupes de travail du Programme local de prévention des déchets. Ces personnes volontaires constituent une base de réseau citoyen.

Les retours du forum citoyen concernant la prévention ont été croisés à l'enquête et mis en relation dans « un livre vert ».

Les axes majeurs, au-delà de ceux déjà abordés dans la restitution des résultats de l'enquête, sont les suivants :

- Une population consciente de la nécessité d'agir,
- Une difficulté à savoir comment agir,
- Une approche différente selon la génération sollicitée sur la question,
- Un enthousiasme partagé par tous pour le compostage,
- Une volonté d'intégrer la prévention comme un mode de consommation agissant aussi sur le coût.

IDENTIFICATION DES PARTENAIRES ET RELAIS POTENTIELS

La prévention nécessite un changement des comportements et des pratiques et l'implication de tous : ménages, entreprises, commerces, associations, administrations... La sélection des acteurs et relais moteurs est une étape essentielle.

A ce stade de l'étude, il s'agit d'identifier les potentiels partenaires qui fédèrent et recenser les actions ou projets d'actions de prévention auxquels ils pourraient être d'ores et déjà associés.

Les acteurs relais ou partenaires, potentiels ou déjà actifs, recensés sont les suivants :

Acteurs	
Organismes publics	- ADEME Aquitaine - Le Conseil Général de Gironde - Les 27 communes de la CUB (responsables agenda 21 et communication) - Rectorat/Inspection d'académie/inspection diocésaine - Conseil de développement durable - C2D - CROUS - Conseil Régional - L'agence de l'eau Adour Garonne - Maison de la Nature de Bordeaux/Gradigan, maison citoyenne
Chambres consulaires	- Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Gironde - Chambre du commerce et de l'industrie de la Gironde
Bailleurs	- Fédération ESH - 14 bailleurs sociaux disposant de parc locatif sur le territoire
Associations	- 45 associations agissant dans tous domaines en lien avec la prévention et/ou la diffusion d'information sur les politiques du territoire - 12 AMAP pouvant permettre un relais vers les ménages en terme de consommation responsable - 10 associations de quartier permettant un lien direct avec les habitants
Structures de l'économie sociale et solidaire	- Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire - 15 associations d'insertion agissant dans le domaine de la prévention des déchets
Structures privées	- Eco Bebe - Ecoclicot - Ecom 33 - Friandise Création - La Tentation du citron - Maison de l'Eau de Lyonnaise des Eaux - Maman Bio - Maman Pélican - SCOP SaluTerre

Tableau 29 : Liste des acteurs recensés sur le territoire

Cet inventaire ne peut atteindre une exhaustivité complète, le réseau pourra être étoffé au cours des mises en œuvre d'action.

1. Organismes publics

1.1. L'ADEME Aquitaine

L'ADEME est chargée de mettre en œuvre le plan déchets issu du Grenelle de l'environnement avec des objectifs précis (baisse de 7 % par habitant des ordures ménagères et assimilés en 5 ans) et des moyens accrus. Dans ce cadre, elle accompagne techniquement et financièrement les collectivités, pour la mise en place d'un plan départemental ou d'un programme local de prévention.

L'ADEME Aquitaine est le premier partenaire de la CUB dans l'élaboration et la mise en œuvre de son programme local de prévention des déchets de part l'accord-cadre relatif au programme local de prévention.

1.2. Le Conseil Général de Gironde

Gestion des déchets –Prévention

Le Conseil Général s'est engagé avec l'ADEME, le 30 décembre 2009, dans un accord cadre de 5 ans visant à élaborer et mettre en place un plan départemental de prévention.

La première année de ce plan départemental était basée sur le diagnostic initial, celui-ci se repose sur un état des lieux de la prévention en Gironde, pour aboutir à l'élaboration d'un programme d'actions de 4 ans.

Ce nouveau dispositif prend le relais d'actions déjà mises en œuvre, puisque le Conseil Général avait élaboré dès 2006 un Plan de Prévention qui a été annexé au Plan Départemental de Gestion des Déchets Ménagers et assimilés. Ce plan avait été construit en concertation avec les acteurs du territoire.

Ce qui a permis de mettre en place des actions depuis plusieurs années, comme la suppression des sacs de caisse, les campagnes de communication sur les Ecomatisme et les formations Guides et Maîtres composteurs....

L'objectif principal est d'impulser des actions à l'échelle départementale en favorisant l'émergence et en coordonnant les programmes locaux de prévention.

1.3. L'agence de l'eau Adour Garonne

L'organisme

L'agence de l'eau Adour Garonne (délégation de Bordeaux) est un établissement public dont le territoire de compétence s'étend sur les bassins hydrographiques du grand quart sud-ouest. Elle est financée par les redevances qu'elle perçoit sur les usages de l'eau.

Missions et compétences

L'agence de l'eau a pour mission principale le soutien technique et financier des projets liés à la préservation du milieu aquatique : la lutte contre la pollution des eaux, la protection et la restauration des ressources en eaux souterraines et superficielles et des milieux aquatiques naturels.

Gestion des déchets –Prévention

Dans le cadre de sa politique de lutte contre la pollution des eaux, l'agence intervient plus particulièrement sur les déchets dangereux à travers :

- des aides à la réalisation des études déchets et à la mise en place de technologies propres visant notamment la réduction à la source,
- des aides à l'investissement dans les centres de traitement de déchets spécialisés.

1.4. Maison de la Nature de Bordeaux/Gradignan – maison citoyenne

Les organismes

Sites privilégiés pour l'accueil du public.

Missions et compétences

L'éducation et la sensibilisation à l'environnement des scolaires et des ménages sur les domaines suivants :

Eau, Écosystème/Généralités, Faune, Flore, Ferme, Jardin, Milieu aquatique, Milieu humide, Pêche, activités scientifiques et techniques, Déchets

Gestion des déchets – prévention

Sensibilisation à l'environnement et aux gestes de la prévention.

Publics cibles

Scolaires et ménages

1.5. 27 communes de la CUB

Gestion des déchets – prévention

Les 27 communes de l'agglomération mènent aujourd'hui toutes des actions en lien avec les thématiques de la prévention (Cf. paragraphe actions identifiées sur le territoire).

Ces actions peuvent être conduites en collaboration avec la CUB, notamment dans le cadre de la mise à disposition de composteurs ou dans le cadre de leur agenda 21, notamment via des actions en faveur de la gestion raisonnée des espaces verts.

1.6. Le CROUS

Missions et compétences

Créés par une loi du 16 avril 1955, les CROUS ont pour mission de «favoriser les conditions de vie et de travail des étudiants».

Pour remplir cette mission, les CROUS mettent en œuvre des actions visant à aider les étudiants dans leur vie quotidienne, et plus particulièrement ceux issus de familles modestes.

Les actions sont réparties en :

- Aides directes (bourses, aides financières),
- Aides indirectes (logement, restauration ...) subventionnées par l'Etat,
- Actions culturelles et soutien aux initiatives étudiantes.

Gestion des déchets – prévention

Dans le cadre de leurs actions culturelles et de soutien aux initiatives étudiantes, ils constituent un point d'entrée important pour :

- La communication auprès des publics universitaires,
- L'identification des partenaires pour le développement des initiatives propres

1.7. Le rectorat/ l'inspection d'académie/ l'inspection diocésaine

Missions et compétences

Ces structures ont pour compétence la gestion des établissements de leur territoire, la coordination d'actions pédagogiques pouvant être menées par les équipes pédagogiques.

Gestion des déchets – prévention

Ces institutions sont d'ores et déjà partenaires, notamment de la CUB, sur les thématiques de la prévention avec les actions des juniors du développement durable.

2. Chambres consulaires

2.1. Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Gironde

Missions et compétences

La CMA accueille, informe et conseille les artisans. Elle assure le développement économique des entreprises en les accompagnant tant dans leurs démarches administratives que par un soutien technique.

Gestion des déchets – prévention

Elle ne constitue pas une thématique principale d'action de la CMA. Ce sont plutôt les branches professionnelles ou les corporations d'artisans qui ont la maîtrise de la gestion des déchets.

La CMA accompagne, appuie et diffuse les initiatives relatives aux déchets.

Publics cibles

Professionnels – Actions déjà engagées sur le territoire

2.2. Chambre du commerce et de l'industrie de la Gironde

Missions et compétences

Elle assure le développement économique des entreprises de son territoire. Elle crée le lien entre les différents acteurs de l'aménagement et du développement.

Gestion des déchets – prévention

Elle ne dispose pas de prérogative propre à la prévention des déchets mais peut promouvoir et accompagner les actions entreprises.

Publics cibles

Professionnels

3. Bailleurs

3.1. Bailleurs sociaux présents sur le territoire de la CUB

Un tissu de bailleurs maille le territoire en permettant une potentielle diffusion de l'information sur la gestion des déchets, notamment sur la prévention.

Organismes	Territoires d'intervention ¹²
SEMI Bruges	Bruges
SEMI Blanquefort	Blanquefort
SAEMCIB	Bègles
Mésolia Habitat = la maison Girondine	Bordeaux, Cénon, Lormont, Mérignac
Logevie	
Logement des fonctionnaires	Villenave d'Ornon
In Cité	
ICF Atlantique	Bègles, Bordeaux
Gironde Habitat	Bordeaux, Le Bouscat, Mérignac, Pessac
Foyer de la Gironde	Floirac, Lormont, St Médard en Jalles
Domofrance	Bordeaux, Cenon, Lormont, Pessac, Talence
Clairsienne	Bordeaux, Eysines, Cenon, Bassens
Axanis	
Aquitanis	Bordeaux

Tableau 30 : Bailleurs sociaux présents sur le territoire de la CUB

L'ensemble des bailleurs peut être mobilisé via différents relais :

- AROSHA - Association Régionale des Organismes Sociaux pour l'Habitat en Aquitaine.
- Conférence départementale des organismes HLM de la Gironde.

Des acteurs fédérateurs ont eux déjà engagés des actions sur la thématique des déchets.

3.2. Fédération ESH (Entreprise Sociale pour l'Habitat)

Missions et compétences

L'environnement global d'une habitation doit être convivial, serein et intégré à la ville. C'est pourquoi les ESH travaillent en lien étroit avec les collectivités locales pour concourir à l'aménagement, la rénovation et au renouvellement des territoires.

Les actions de proximité au service des habitants font parties des missions des ESH. Le métier de gardien relève de ce service de proximité, d'un lien étroit entre les ESH et les habitants du parc immobilier.

¹² Le territoire d'intervention est défini en fonction des territoires où le bailleur dispose de la part la plus importante de son parc de logements

Gestion des déchets – prévention

Parallèlement, les entreprises s'engagent progressivement dans la mise en œuvre d'une politique plus spécifique de services à la personne, elle soutient le développement de projet en concertation avec les bailleurs locaux et les acteurs présents.

Publics cibles

Bailleurs – actions déjà engagées

4. Associations

Les associations identifiées comme porteuses d'actions en relation avec la prévention des déchets constituent des partenaires relais majeurs pour la mise en œuvre des actions du PLPD.

Lors des ateliers de travail organisés lors de la dernière semaine de juin 2012 pour réfléchir sur les actions potentielles à mettre en place dans le cadre du PLPD, un certain nombre d'associations se sont d'ores et déjà porté volontaire comme relais ou porteuses de certaine actions.

Cf Tableau 24, Tableau 25, Tableau 26 : liste non exhaustive des associations

5. Structures de l'économie sociale et solidaire

5.1. Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire

L'organisme

Sous forme associative et comptant plus de cinquante organisations adhérentes, la CRESS Aquitaine œuvre au quotidien pour le développement de l'économie sociale et solidaire dans la région.

Missions et compétences

Elle a pour missions de promouvoir et développer l'économie sociale et solidaire.

Gestion des déchets – prévention

Un partenariat est établi avec la CUB pour l'accompagnement et l'orientation de l'Economie Sociale et Solidaire de la CUB. Elle intervient notamment dans :

- Le soutien aux emplois et filières émergentes (plateforme écoparc),
- L'accompagnement des porteurs de projets (intégration des partenaires dans le réseau « Club éco », site Internet « entreprendre autrement »¹³, autres actions diverses).

Publics cibles

Acteurs de l'économie sociale et solidaire

¹³ <http://entreprendreautrement.lacub.fr/>

5.2. Associations d'insertion

Un certain nombre d'association d'insertion ayant menées des actions en faveur de la prévention représentent des acteurs relais mobilisables dans le cadre de la mise en œuvre du PLPD.

Cf Tableau 27: liste non exhaustive des associations d'insertion identifiées sur le territoire de la Cub.

6. Structures privées

Cf. Tableau 28 : reprenant les structures privées agissant sur le territoire.

Synthèse et points clés

- Des instances publiques déjà engagées dans les démarches de prévention des déchets et pouvant permettre le développement de partenariat
- Un réseau d'associations relais ou partenaires important permettant de toucher un public large en terme de :
 - Type de publics : ménages, scolaire...
 - Aires géographiques
- Un réseau de bailleurs bien identifié et disposant de structures support pour leur mobilisation => Cibles ménages logés (17 % de la population du territoire)
- Un réseau important d'acteurs de l'économie sociale et solidaire disposant d'un relais déjà actif auprès de la CUB et d'un recensement via « la fabrique des initiatives »
- Un terreau d'acteurs privés en cours de déploiement

OPPORTUNITES D' ACTIONS

Les données présentées ci-après sont des potentiels d'évitement maximaux calculés sur la base de l'estimation de répartition des flux de la CUB.

Nature du gisement	Type de producteurs associés/public	Type d'actions envisageables	Potentiels de réductions chiffrés
Déchets alimentaire	Ménages	Eco-consommation	7 kg/hab./an*706 840 habitants = 5 000 tonnes
Déchets d'emballages			
Déchets alimentaire	Collectivité	Manifestations responsables	40 kg/hab./an*706 840 habitants = 25 000 tonnes
Emballages plastique/verre			
Déchets alimentaires	Collectivité	Réduction du gaspillage alimentaire	
Déchets alimentaires	Ménages	Compostage domestique des déchets fermentescibles : collectif	50 kg/hab./an * 387 700 habitants = 20 000 tonnes
Déchets verts/ déchets alimentaires	Ménages	Compostage domestique des déchets fermentescibles : individuel	50+79 kg/hab./an * 319 699 habitants = 40 000 tonnes
Déchets d'emballages plastique	Ménages	Promotion de l'eau du robinet	6 kg/hab./an*706 840 habitants = 4 250 tonnes
Déchets d'emballages plastique	Collectivité	Promotion de l'eau du robinet	
Papier	Ménages	Dématérialisation/Stop pub	20 kg/hab./an = 14 000 tonnes
Papier	Collectivité	Réduction des consommations de papier	
Textiles sanitaires	Professionnels	Promotion des couches lavables	500 kg/enfant/an* 23 000 = 11 500 tonnes
DDM	Professionnels	Réduction des déchets dangereux des professionnels	3 kg/hab./an*706 840 habitants = 1 700 tonnes
DDM	Collectivité	Réduction des déchets dangereux	
DDM (dont phytosanitaire)	Ménages	réduction des déchets dangereux	
Mobilier/DEEE	Ménages	Développement du ré-emploi	2 kg/hab./an* 706 840 habitants = 1 400 tonnes
Textile	Ménages	Développement du ré-emploi	8 kg/hab/an*706 840 habitants = 5 000 tonnes
Ensemble des déchets	Ménages	Sensibilisation globale aux écogestes pour les ménages	Proportion de réduction diffuse sur l'ensemble des flux
Ensemble des déchets	Scolaires	Sensibilisation globale aux écogestes pour les scolaires	
Ensemble des déchets	Professionnels	Promotion des démarches d'éco-conception	
Ensemble des déchets	Collectivité	Achat éco-responsable	

Tableau 31 : Opportunité de développement d'actions

Ces informations sont à relier aux potentialités, ayant émergé du diagnostic, pour le développement d'actions de prévention sur le territoire de la CUB.

Atouts (facteurs internes)	Freins (facteurs internes)
- Actions supports prenant en compte des actions directement liées à la réduction des déchets (agenda 21 de la CUB et des communes) - Réseaux en cours de développement : autres directions associées en amont - PLPD intégré à une démarche complète de prospective sur les déchets	- Contraintes liées aux marchés publics : délais de lancement de certaines actions contrainent
Opportunités (Facteurs externes)	Menaces (facteurs externes)
- Forte dynamique de plusieurs porteurs de projets sur la thématique : CG33, CMA... - Important réseau d'acteurs du réemploi sur le territoire - Acteurs de la sensibilisation déjà identifiés et actifs sur d'autres supports (junior du DD) - Des usagers sensibles aux problématiques de réduction	- Multiplication des sujets de communication sur le territoire (perception de la prévention par le public) - Une part importante de population étudiante (11%) ayant une forte mobilité géographique

Tableau 32 : Synthèse des forces et faiblesses du territoire en matière de prévention des déchets

Observations sur l'utilisation du rapport

Ce rapport, ainsi que les cartes ou documents, et toutes autres pièces annexées constituent un ensemble indissociable ; en conséquence, l'utilisation qui pourrait être faite d'une communication ou reproduction partielle de ce rapport et annexes ainsi que toute interprétation au-delà des énonciations d'Antea Group ne sauraient engager la responsabilité de celle-ci. Il en est de même pour une éventuelle utilisation à d'autres fins que celles définies pour la présente prestation.

La prestation a été réalisée à partir d'informations extérieures non garanties par Antea Group ; sa responsabilité ne saurait être engagée en la matière.



Fiche signalétique

Rapport

Titre : AMO pour la réalisation du programme local de prévention des déchets
Numéro et indice de version : A66061/C
Date d'envoi : Août 2012 Nombre d'annexes dans le texte : 0
Nombre de pages : 80 Nombre d'annexes en volume séparé : 0
Diffusion (nombre et destinataires) : 3 ex. *client*
1 ex. *auteur*

Client

Coordonnées complètes :
COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX
DIRECTION DES FINANCES DEP EXECUTION BUDGETAIRE
33076 BORDEAUX CEDEX

Téléphone : 05.56 11 83 31

Nom et fonction des interlocuteurs : M. Laure JEAN – Chargée de Mission PLPD

Antea Group

Unité réalisatrice : ODCH
Nom des intervenants et fonction remplie dans le projet :
Interlocuteur commercial : Damien DUTHEIL
Responsable de projet : Véronique BLAYO
Auteur : Véronique BLAYO
Secrétariat : Edwige LAFITTE

Qualité

Contrôlé par : *Sandra BERNIGAUD*
Date : *Avril 2012 – Version A*
Mai 2012 - Version B
Août 2012 – Version C

N° du projet : *AQUP110321*
Références et date de la commande : *06/02/2012*

Mots clés : *Assistance à maîtrise d'ouvrage, Déchets, Prévention*

***PROGRAMME LOCAL DE PREVENTION
DES DECHETS***

COMMUNAUTÉ
URBAINE DE BORDEAUX

LACUB

Sommaire

1. DEVELOPPER LE COMPOSTAGE INDIVIDUEL	O
2. DEVELOPPER LE COMPOSTAGE COLLECTIF : EN BAS D'IMMEUBLES ET DANS LES JARDINS PARTAGES	T
3. DEVELOPPER LE LOMBRI-COMPOSTAGE.....	ϕ
4. FAVORISER L'ACCES A L'INFORMATION INTENTIONNELLE DEMATERIALISEE, DEVELOPPER L'UTILISATION DU STOP PUB	MM
5. SENSIBILISER AUX MESURES POUR LA REDUCTION DU GASPILLAGE ALIMENTAIRE EN RESTAURATION COLLECTIVE (MILIEU SCOLAIRE)	MO
6. SENSIBILISER AUX MESURES POUR LA REDUCTION DU GASPILLAGE ALIMENTAIRE DOMESTIQUE	mp
7. FAVORISER LES ACTIONS DES STRUCTURES DE ESS EN MATIERE DE REPARATION, CUSTOMISATION ET DE REMPLOI, AMELIORER LEUR VISIBILITE	MT
8. DEVELOPPER LE REEMPLOI DES TEXTILES	Mϕ
9. DEVELOPPER LE REEMPLOI DES MEUBLES ET DEEE.....	HM
10. DEVELOPPER LE REEMPLOI DES MEUBLES ET DEEE ETUDIANTS.....	HO
11. FAVORISER LES MANIFESTATIONS PUBLIQUES RESPONSABLES.....	HC
12. PROMOUVOIR LES COUCHES LAVABLES ET TEXTILES SANITAIRES RE EMPLOYABLES.....	Hy
13. EVITER LES EMBALLAGES.....	OL
14. SENSIBILISER A LA REDUCTION DE L'UTILISATION DES DECHETS DANGEREUX + DEVELOPPER LA COMMUNICATION SUR LES MODES DE GESTION	OH
15. SENSIBILISER LES SCOLAIRES	OP
16. SENSIBILISER LES MENAGES AUX GESTES DE PREVENTION ET A L'ECO-CONSOMMATION - NOTAMMENT EN SOUTENANT L'ACTION DES ASSOCIATIONS	OC
17. CREER DES OUTILS SUR LA PREVENTION	OY
18. REDUIRE ET GERER IN-SITU LES DECHETS VERTS DES SERVICES	PL
19. REDUIRE LA CONSOMMATION DE PAPIER.....	PH
20. DEVELOPPER LES TECHNIQUES ALTERNATIVES A L'UTILISATION DES PRODUITS DANGEREUX DANS LA COLLECTIVITE	PP
21. ACHETER ECO-RESPONSABLE.....	PC
22. ASSURER LE REEMPLOI DU MOBILIER ET DES DEEE	PY
23. PROMOUVOIR LA CONSOMMATION D'EAU DU ROBINET.....	PL
24. FAVORISER LES MANIFESTATIONS PUBLIQUES RESPONSABLES.....	PH
25. SENSIBILISATION A LA REDUCTION DU GASPILLAGE ALIMENTAIRE	PP
26. SOUTENIR LES ACTIONS DE REDUCTION DES DECHETS MISES EN ŒUVRE PAR LA CMA CCI A DESTINATION DES ENTREPRISES.....	5c
27. CREER DES RESEAUX ET SENSIBILISER AUX ACTIONS POUVANT ETRE DEVELOPPEES EN INTERNE	PY
28. COMPOSTER LES BIODECHETS DE LA RESTAURATION COLLECTIVE	CL

Actions emblématiques nationale - Gestion sur site des biodéchets

Actions identifiées	1 - Développement du compostage individuel
	2 - Développement du compostage collectif en bas d'immeuble et dans les jardins partagés
	3 - Développement du lombricompostage

Action n°1 - Développement du compostage individuel

Porteur de projet	Direction collecte et traitement des déchets - Communauté Urbaine de Bordeaux
--------------------------	---

I. DESCRIPTIF DE L'ACTION

Une opération de distribution de composteurs individuels a été réalisée entre 2007 et 2009 (basée sur une expérimentation en 2003 dans le cadre du plan communautaire de valorisation des déchets verts adopté en 2006) par le biais d'une convention passée entre les communes et la CUB. Cette opération, qui a déjà permis la distribution de 7 315 composteurs, a rencontré un vif succès révélant ainsi une attente de la population.

Aussi, afin de poursuivre la démarche de distribution de composteurs déjà initiée, La Cub a procédé à la passation d'un marché public pour l'acquisition de 8 000 à 15 000 composteurs individuels accompagnés de bio-seaux (matériel permettant de collecter les déchets de cuisine avant de les vider dans le composteur).

L'objectif de cette action sera de mettre à disposition des habitants des outils pour le développement du compostage individuel.

L'enquête ayant suivie la précédente dotation révèle un taux d'utilisation de 70%, il s'agira donc de pérenniser le geste en accompagnant au maximum les usagers.

La mobilisation des maîtres et guides composteurs formés par le CG33 permettra un maillage de soutien technique sur le territoire.

Contexte et enjeux	Gisement déchets de cuisine pour l'habitat individuel:	16 149 T/an	soit	50,5 kg/hab/an	
	Gisement déchets de gaspillage alimentaire pour l'habitat individuel :	5 353 T/an	soit	16,7 kg/hab/an	
	Gisement déchets verts pour l'habitat individuel (Ménages et assimilés)	55 859 T/an		174,7 kg/hab/an	habitants en maison
	TOTAL	77 361 T/an			
Etat initial (2011)	<i>27% des pers. interrogées déclarent composter (Planète publique - 2012)</i>				
	7 551 composteurs en place (2,2% de l'ensemble des foyers dotés, 4,7% des foyers individuels)				
	5 218 utilisateurs des composteurs distribués (enquête 2008)				
	485 guides et maîtres composteurs formés pour la CUB par le CG				
	Estimation des déchets d'ores et déjà détournés :				
	Déchets de cuisine détournés :			804 T/an	
	Déchets de gaspillage alimentaire détournés :			267 T/an	
	Déchets verts détournés :			2 783 T/an	
		TOTAL		3 854 T/an	

Communauté Urbaine de Bordeaux/Antéa Group/Parménion
Programme local de prévention des déchets

Etapas clés de l'action		2012 - 2nd sem.	2013 - 1er sem.	2013 - 2nd sem.	2014	2015	2016	Qui?
Action en cours 2012 Développée en 6 sous actions								
1	Opération de distribution de composteurs individuels massive : Distribution des composteurs sur 5 centres de recyclages les 2 et 3 novembre 2012							Ambassadeurs
2	Poursuite de la distribution des composteurs sur rendez vous sur site communautaire localisé selon les demandes (à confirmer)							Ambassadeurs
3	Développer le broyage mutualisé en fonction des résultats d'enquête et des foyers déposant les déchets verts dans le composteurs							Chargée de mission avec les communes
4	S'insérer dans les manifestations pour toucher de nouveaux publics avec des démonstrations : fête des jardins, neurodons, tous au jardin, fêtes de quartier à recenser							Ambassadeurs
5	Mobiliser un réseau de relais des maitres et guides composteurs pour appuyer les usagers dans leurs pratiques et pérenniser l'utilisation des composteurs, communiquer sur les outils mis à disposition par la CUB : - rencontre pour présentation des actions mises en œuvre par la CUB sur le compostage individuel et collectif - recensement des guides volontaires pour participer au réseau - l'action du réseau sera de dispenser une formation personnalisée aux usagers souhaitant améliorer leur pratique - mise en place d'atelier/ conférences/débats par le réseau des guides et maitres composteurs							Chargée de mission et ambassadeurs se chargeront de l'animation et du suivi des actions du réseau
6	Assurer le suivi de l'opération (enquête...)							Chargée de mission
Estimation du coût		2012	2013		2014		2015	2016
Achat de composteurs (50% bois/50%plastique) + bio seau		341 400 €	341 400 €					
Subventionnement de broyeur					à définir		à définir	à définir
Investissement matériel pour animation		3 000 €						
Total an		344 400 €	341 400 €		0 €		0 €	0 €
Total PLPD					685 800 €			
Estimation des moyens humains		2012	2013		2014		2015	2016
Interne	Chargée de Mission	0,19 ETP	0,08 ETP		0,16 ETP		0,08 ETP	0,06 ETP
	Ambassadeurs	0,32 ETP	1,25 ETP		0,25 ETP		0,25 ETP	0,25 ETP
	Autres							
Externe	Guides et maitres composteurs		1,36 ETP		1,64 ETP		1,91 ETP	2,18 ETP
II. OBJECTIF ET CIBLE DE L'ACTION								
20% de foyers individuels qui compostent soit environ		22 770		foyers				
		Déchets de cuisine :		-2 426 T/an				
		Déchets de gaspillage alimentaire :		-804 T/an				
		Déchets verts :		-8 391 T/an				
		TOTAL		-11 621 T/an				
156 348	logements <u>individuels</u> soit	319 800	habitants		151 564		Ménages	

III. INDICATEURS D'ACTIVITES ET D'IMPACT						
Indicateurs de moyens	Nombre de composteurs mis à disposition					
		2012	2013	2014	2015	2016
	Objectifs	8 000	8 000			
	Résultats					
	Nombre de manifestations réalisées					
		2012	2013	2014	2015	2016
	Objectifs		6	6	6	6
	Résultats					
	Nombres de guides et maitres composteurs actifs dans le réseau de la CUB					
		2012	2013	2014	2015	2016
Objectifs		50	60	70	80	
Résultats						
Indicateurs de réalisation	Pourcentage de foyers dotés					
		2012	2013	2014	2015	2016
	Objectifs	10,3%	15,5%	15,5%		
Résultats						
Indicateurs de participation	Enquête usagers : Nb de pratiquant, Type de déchets déposés dans les composteurs					
		2012	2013	2014	2015	2016
	Objectifs					
Résultats	27%					
Indicateurs de quantités de déchets évités	Tonnages d'OMR					
		2012	2013	2014	2015	2016
	Objectifs		-2 600t/an	-5 210t/an	-5 210t/an	-5 210t/an
	Résultats					
	Tonnages de déchets verts					
	2012	2013	2014	2015	2016	
Objectifs		-1 470t/an	-2 940t/an	-2 940t/an	-2 940t/an	
Résultats						
IV. PARTENAIRES ET RELAIS MOBILISES						
	Partenaires	Nature du partenariat				
		Financier	Technique	Humain	Matériel	Autre
		Réseau des guides et maitres composteurs de la CUB				
		x				
		Relais pour pérennisation de l'utilisation des composteurs				
		ADEME				
		x				
		Aide au financement des outillages				
		CG33				
		x				
		Aide au finacement des outillages				
		Poursuite des formations guides et maitres composteurs				
	Relais	Stade d'intervention				
		Communes				
		Relais communication pour l'ensemble du programme				
Agents des centres de recyclages						
Relais pour la communication sur modalité de distribution						
Associations de quartiers		Relais sur modalité de distribution et sur les bonnes pratiques				

V. MODE DE COMMUNICATION

Sous actions 1 et 2

Mobilisation des partenaires et des citoyens

Informar les habitants sur la mise à disposition de composteurs par la CUB.

Favoriser et inciter les habitants à se doter d'un composteur.

Mise en œuvre de l'action

Achats d'espace dans les médias locaux, partenariats.

Relais sur les supports de la CUB (externes et internes).

Communiqué et dossier de presse en amont, reportages le Jour J sur les lieux de distribution.

Affiches dans les mairies et information dans les supports des communes

Affiches dans les déchetteries

Valorisation des résultats

Relais des résultats dans la presse : interviews, témoignages...

Sous actions 3, 5 et 6

Mobilisation des partenaires et des citoyens

Faciliter l'évolution des comportements et l'adoption de nouveaux gestes.

Connaître les moyens mis à disposition pour adopter cette démarche.

Mise en œuvre de l'action

Mise à disposition d'un guide/annuaire recensant les contacts du réseau des guides et maitres composteurs, des conseils pratiques...

Mise en ligne de l'ensemble des contacts (annuaire géolocalisé), conseils et moyens disponibles sur le site Prévention.

Organisation de réunion de proximité et de conférences avec le réseau des guides et maitres composteurs.

Valorisation des résultats

Relais dans les supports de la CUB.

Opération presse in situ (reportages, interviews, rencontres...).

Sous action 4

Mobilisation des partenaires et des citoyens

Participation à des manifestations locales, information, ateliers, rencontres...

Mise en œuvre de l'action

Insertion d'un agenda sur le site Prévention.

Actions de sensibilisation réalisées par les ambassadeurs dans les manifestations

Valorisation des résultats

Opération presse in situ (reportages, interviews, rencontres...).

Action n°2 - Développement du compostage collectif en bas d'immeuble et dans les jardins partagés

Porteur de projet Direction collecte et traitement des déchets - Communauté Urbaine de Bordeaux

I. DESCRIPTIF DE L'ACTION

Pour cette action, il s'agira de la même manière que pour le compostage individuel de mettre à disposition des outils pour le développement du compostage collectif. Les retours d'expériences sur le compostage collectif montrent la nécessité d'un portage au sein du collectif ou du jardin partagé pour la pérennisation des actions. Ainsi un travail sur une base d'appel à projet devrait permettre de mobiliser sur cette action des collectifs volontaires ayant potentiellement déjà mûri une réflexion sur le sujet. Ils seront accompagnés par le réseau des guides et maîtres composteur, qui pourra avoir la charge d'aider au suivi du lancement de certaines opérations importantes.

Contexte et enjeux	Gisement déchets de cuisine en habitat collectif :	19 576 T/an	soit	50,5 kg/hab./an
	Gisement déchets de gaspillage alimentaire en habitat collectif :	6 489 T/an	soit	16,7 kg/hab./an
	Gisement déchets verts (Ménages et assimilés) en habitat collectif	17 250 T/an		79,0 kg/hab./an
	TOTAL	43 316 T/an		146,3 kg/hab./an

Etat initial (2011) Quelques expérimentations sur le territoire (Bacalan...)

Etapes clés de l'action		2012 - 2nd sem.	2013 - 1er sem.	2013 - 2nd sem.	2014	2015	2016	Qui?
Action Projetée 2013								
Développée en 4 sous actions								
1	Lancement de 3 appels à projets : 1 appel auprès des bailleurs - 2013 1 appel pour jardins familiaux et partagés - 2014 1 appel auprès des syndicats privés 2015							Chargée de mission avec diffusion auprès du réseau d'acteurs
2	Accompagnement des projets retenus : - Mise à disposition d'outil (sauf besoin exceptionnel) - Proposition d'une journée d'accompagnement à la mise en œuvre							Ambassadeurs
3	Participation des relais et guide composteurs (Cf. action développement du compostage individuel)							Chargée de mission et ambassadeurs
4	Assurer le suivi de l'opération (enquête...)							Chargée de mission

Estimation du coût		2012	2013	2014	2015	2016
Achat de composteurs + 20 bio seaux par composteur				29 048 €	33 889 €	33 889 €
Total an		0 €	0 €	29 048 €	33 889 €	33 889 €
Total PLPD				96 825 €		

Estimation des moyens humains		2012	2013	2014	2015	2016
Interne	Chargée de Mission	0,00 ETP	0,10 ETP	0,12 ETP	0,12 ETP	0,02 ETP
	Ambassadeurs	0,00 ETP	0,00 ETP	0,20 ETP	0,20 ETP	0,20 ETP
Externe	Guides et maîtres composteurs			1,36 ETP	1,64 ETP	1,91 ETP

II. OBJECTIF ET CIBLE DE L'ACTION

Dotation de 20% des foyers collectifs avec participation de 50% des foyers dotés						
+/- 250 résidences participant pour habitat social (40 à 50 logements)						
+/- 500 à 1000 résidences dans l'habitat privé						
Soit objectif de réduction :						
			Déchets de cuisine :	-1 958 T/an		
			Déchets de gaspillage alimentaire :	-649 T/an		
			Déchets verts :	0 T/an		
			TOTAL	-2 607 T/an		
Cible	199 380 logements collectifs soit		387 699 habitants		183 744 Ménages	
	nota	57 000 logements sociaux dont un part en collectifs				

III. INDICATEURS D'ACTIVITES ET D'IMPACT						
Indicateurs de moyens	Nb de composteurs mis à disposition					
		2012	2013	2014	2015	2016
	Objectifs			300	350	350
	Résultats					
	Nombres de guides et maitres composteurs actifs dans le réseau de la CUB					
		2012	2013	2014	2015	2016
Objectifs			50	60	70	
Résultats						
Indicateurs de réalisation	Pourcentage de foyers dotés					
		2012	2013	2014	2015	2016
	Objectifs			3,0%	6,0%	10,0%
Résultats						
Indicateurs de participation	Enquête usagers : Nb de pratiquant, Type de déchets déposés dans les composteurs					
		2012	2013	2014	2015	2016
	Objectifs			à définir	à définir	à définir
Résultats						
Indicateurs de quantités de déchets évités	Tonnages d'OMR					
		2012	2013	2014	2015	2016
	Objectifs				-869t/an	-1 738t/an
Résultats						

IV. PARTENAIRES ET RELAIS MOBILISES					
Partenaires	Nature du partenariat				
	Financier	Technique	Humain	Matériel	Autre
Réseau des guides et maitres composteurs de la CUB			x		
	Relais pour pérennisation de l'utilisation des composteurs				
ADEME	x				
	Aide au financement des outillages				
CG33	x	x			
	Aide au financement des outillages				
	Poursuite des formations guides et maitres composteurs				
Régie de Quartier de Bacalan		x	x		
	Soutien technique au montage d'opération, partage de retour d'expérience, lieu de démonstration				
Bailleurs/syndics/ associations jardins partagés		x	x	x	
	Implication des structures associées aux porteurs de projet				
Relais	Stade d'intervention				
Communes	Relais communication pour l'ensemble du programme notamment lancement de l'appel à projet avec les responsables agendas 21				
Associations de quartiers	Relais communication pour l'ensemble du programme				

V. MODE DE COMMUNICATION	
	Mobilisation des partenaires et des citoyens Diffusion et relais de l'appel à projet. Médiatisation des projets retenus et valorisation Mise en œuvre de l'action Courrier personnalisé. Création d'un "réseau prévention" avec les acteurs impliqués et de supports dédiés : (lettre info, newsletter, guide...). Valorisation des résultats Relais dans la presse (reportages, témoignages, mise en valeur des avancées...), relais sur les supports de la CUB.

Communauté Urbaine de Bordeaux/Antéa Group/Parménion
Programme local de prévention des déchets

Action n°3 - Développement du lombricompostage

Porteur de projet Direction collecte et traitement des déchets - Communauté Urbaine de Bordeaux

I. DESCRIPTIF DE L'ACTION

Cette action est destinée à proposer une alternative pour les usagers habitant en collectif et ne souhaitant/ne pouvant développer de compostage en pied d'immeuble. Il s'agira dans un premier temps de développer ce type de pratique au sein de foyer très motivés par la démarche. Le nombre de foyers touché est donc difficile à évaluer.

Contexte et enjeux	Gisement déchets de cuisine en habitat collectif :	19 576 T/an	soit	50,5 kg/hab./an
	Gisement déchets de gaspillage alimentaire en habitat collectif :	6 489 T/an	soit	16,7 kg/hab./an
	TOTAL	26 066 T/an		67,2 kg/hab./an
Etat initial (2011)	Taux d'équipement actuel :	Pas d'équipement		

Etapas clés de l'action	Action projetée 2014	2012 -	2013 -	2013 -	2014	2015	2016
	Développée en 3 sous actions	2nd	1er	2nd			
		sem.	sem.	sem.			
	1 Formation des ambassadeurs à cette pratique						
	2 Etude et mise en place du dispositif à réaliser (marché d'acquisition et distribution ou accompagnement relais et aide à l'acquisition)						
	3 Assurer le suivi de l'opération (enquête...)						

Estimation du coût		2012	2013	2014	2015	2016
	Acquisition de lombri-composteur ou aide à l'acquisition			7 000 €	10 500 €	17 500 €
	Total an	0 €	0 €	7 000 €	10 500 €	17 500 €
	Total PLPD			35 000 €		

Estimation des moyens humains		2012	2013	2014	2015	2016
	Interne					
	Chargée de Mission			0,14 ETP	0,02 ETP	0,00 ETP
	Ambassadeurs			0,20 ETP	0,00 ETP	0,00 ETP
	Autres					
	Externe			0,00 ETP	0,00 ETP	0,00 ETP

II. OBJECTIF ET CIBLE DE L'ACTION

Cible	Le développement à grande échelle de ce type d'outil reste à valider par des expérimentations. L'impact sur le gisement de déchets ne pourra donc se faire sentir dans un premier temps.					
	Un premier objectif est fixé à 500 lombricomposteurs.					
	Soit objectif de réduction :					
			Déchets de cuisine :	-53 T/an		
			Déchets de gaspillage alimentaire :	-18 T/an		
			Déchets verts :	0 T/an		
			TOTAL	-71 T/an		
	199 380 logements <u>collectifs</u> soit		387 699 habitants		183 744 Ménages	
	nota	57 000 logement sociaux dont un part en collectifs				

III. INDICATEURS D'ACTIVITES ET D'IMPACT						
Indicateurs de moyens	Nombre de lancement de projets accompagnés					
		2012	2013	2014	2015	2016
	Objectifs			100	150	250
	Résultats					
Indicateurs de réalisation	Pas d'indicateurs					
		2012	2013	2014	2015	2016
	Objectifs					
	Résultats					
Indicateurs de participation	Nombre de personnes pratiquant					
		2012	2013	2014	2015	2016
	Objectifs			à définir	à définir	
	Résultats					
Indicateurs de quantités de déchets évités	Pesée dans le cadre de projets pilotes accompagnés					
		2012	2013	2014	2015	2016
	Objectifs				à définir	à définir
	Résultats					

IV. PARTENAIRES ET RELAIS MOBILISES						
	Partenaires	Nature du partenariat				
		Financier	Technique	Humain	Matériel	Autre
	A définir en fonction du dispositif choisi			x	x	
	Relais	Stade d'intervention				
	Communes	Relais communication pour le lancement de l'opération avec les responsables agendas 21				
Associations de quartiers	Relais communication pour l'ensemble du programme					

V. MODE DE COMMUNICATION	
	Mobilisation des partenaires et des citoyens Favoriser la diffusion de la démarche et le recrutement des habitants susceptibles de s'impliquer. Principe de familles /résidences / écoles tests Mise en œuvre de l'action Création d'un "réseau prévention" avec les acteurs impliqués et de supports dédiés : (lettre info, newsletter, guide...). Création d'un espace dédié sur la plate-forme participative. Relations presse, relais sur les supports de la CUB. Valorisation des résultats Relations presse, relais sur les supports de la CUB.

Actions emblématiques nationales - Développement du Stop Pub

Action n°4 - Favoriser l'accès à l'information institutionnelle dématérialisée, développer l'utilisation du stop pub

Porteur de projet Direction de la collecte et du traitement des déchets - Communauté Urbaine de Bordeaux

I. DESCRIPTIF DE L'ACTION

L'action aura pour objectif d'associer une diffusion systématique du STOP PUB via le journal de la CUB et une politique visant à permettre l'accès aux boîtes aux lettres de l'ensemble des publications institutionnelles éditées sur le territoire.

Contexte et enjeux	Le gisement concerné est composé d'une partie de papier encore comprise dans les OMR et une autre partie collectée séparativement pour sa valorisation, soit :								
	22 684 T/an soit 32,1 kg/hab./an Dont collecte sélective 8 000 tonnes								
	Le gisement produit par les ménages pouvant faire l'objet d'une réduction est essentiellement celui des courriers de publicité, ce flux peut être estimé sur la base des données ADEME qui l'estime à 15kg/hab./an, soit : 10 603 T/an								
Etat initial (2012)	19% des usagers interrogés déclarent avoir apposer un stop pub (planète publique 2012), une enquête de 2009 réalisée par le Conseil Général mentionnait 15% d'utilisateurs. Des actions sont menées par le Conseil Général, elles ne sont toutefois pas diffusées à grande échelle.								
Etapes clés de l'action	Action projetée 2013		2012 - 2nd sem.	2013 - 1er sem.	2013 - 2nd sem.	2014	2015	2016	Qui?
	Développée en 4 sous actions								
	1	Mener une enquête sur le respect de l'autocollant par les distributeurs puis retour d'expérience + comptabilisation du nombre de stop pub apposé (avant et après l'opération)							Ambassadeurs
	2	Lancer le concours sur les stop pub auprès de différentes catégories d'acteurs : étudiants, écoles et cours d'art, scolaires, personnes âgées...							Chargée de mission via le réseau des responsables agenda 21, le journal de la CUB...
	3	Distribuer des stop pub : voir potentiel pour distribution d'une page d'autocollant dans le journal communautaire							Com. via le journal de la CUB
	4	Monter un partenariat avec les émetteurs publics du Département => mutualisation de marché de distribution avec les communes							Chargée de mission
Estimation du coût			2012	2013		2014	2015	2016	
	Coût d'une planche autocollante dans la publication (10 à 20c/unité)			60 000 €					
	Total an		0 €	60 000 €		0 €	0 €	0 €	
	Total PLPD		60 000 €						
Estimation des moyens humains			2012	2013		2014	2015	2016	
	Interne	Chargée de mission		0,13 ETP		0,01 ETP	0,00 ETP	0,00 ETP	
		Ambassadeurs		0,03 ETP		0,03 ETP			
		Communication		0,01 ETP					

II. OBJECTIF ET CIBLE DE L'ACTION

Impact sur le gisement fixé sur la base d'objectif d'apposition du Stop Pub :

Atteindre 30% d'utilisation du stop pub (19% déjà atteint, soit +11% du flux / 15kg/hab./an)

1 166 T/an soit 1,7 kg/hab./an

III. INDICATEURS D'ACTIVITES ET D'IMPACT						
Indicateurs de moyens	Pas d'indicateur					
	2012	2013	2014	2015	2016	
	Objectifs					
Résultats						
Indicateurs de réalisation	Nombre de stop pub apposés sur sites témoins					
	2012	2013	2014	2015	2016	
	Objectifs					
Résultats		30%				
Indicateurs de participation	Enquête usagers : Nombre de pratiquants et satisfaction par rapport à l'utilisation					
	2012	2013	2014	2015	2016	
	Objectifs					
Résultats		30%				
Indicateurs de quantités de déchets évités	Observation de l'évolution du tonnage des papiers journaux magazine en collecte sélective					
	2012	2013	2014	2015	2016	
	Objectifs		-430 t	-430 t	-430 t	-430 t
Résultats						
IV. PARTENAIRES ET RELAIS MOBILISES						
	Partenaires	Nature du partenariat				
		Financier	Technique	Humain	Matériel	Autre
	Communication		x	x	x	
		Partenariat de diffusion d'information et d'outils via le journal de la CUB				
			x	x		
	Responsable communication des Communes	Partenariat pour mutualisation et économie d'échelle sur un marché de diffusion de l'information institutionnelle en cohérence avec le STOP-PUB				
	Relais	Stade d'intervention				
	Communes	Diffusion de l'outil après campagne de lancement massive				
	V. MODE DE COMMUNICATION					
	Mobilisation des partenaires et des citoyens					
	Information sur les "bénéfices" du Stop Pub, les moyens pour en obtenir un, la personnalisation de la boite aux lettres					
	Sensibilisation à la dématérialisation de l'information.					
	Mise en œuvre de l'action					
	Communication sur le Stop Pub au sein des supports de la CUB, campagne radio et web.					
	Valorisation des supports numériques de la CUB (newsletter, site, mobile...) : presse, supports internes...					
	Valorisation des résultats					
	Relations presse, relais sur les supports de la CUB : communication sur le nombre de Stop Pub distribué et les réductions réalisées.					

Evitement de la production des déchets

Actions identifiées	5 - Sensibiliser aux mesures pour la réduction du gaspillage alimentaire en restauration collective
	6 - Sensibiliser aux mesures de réduction du gaspillage alimentaire domestique
	7 - Eviter les emballages - notamment via la promotion de l'eau du robinet
	8 - Favoriser les actions des structures de ESS en matière de réparation, customisation et de emploi, améliorer leur visibilité
	9 - Développer le réemploi des textiles
	10 - Développer le réemploi des meubles et DEEE tous publics - Développement de 4 ressourceries sur le territoire
	11 - Développer le réemploi des meubles et DEEE des étudiants - Création d'une ressourcerie/pôle prévention sur le campus
	12 - Favoriser les manifestations publiques responsables
	13 - Promouvoir les couches lavables et textiles sanitaires ré employables

Action n°5 - Sensibiliser aux mesures pour la réduction du gaspillage alimentaire en restauration collective

Porteur de projet Direction collecte et traitement des déchets - Communauté Urbaine de Bordeaux

I. DESCRIPTIF DE L'ACTION

Cette action a pour objet de fournir aux établissements scolaires désireux une méthodologie et un accompagnement pour diminuer durablement le gaspillage alimentaire.

Contexte et enjeux	Gisement déchets de gaspillage alimentaire		11 843 T/an		soit		16,8 kg/hab./an		
	Estimation de la quantité de déchets par repas (AMORCE 2012)		150g/élève/repas						
Etat initial (2012)	Nombreuses campagnes réalisées sur le sujet par le Conseil général (thématique 2012)								
	1 groupe de travail gaspillage en restauration collective mené avec édition d'un livret de préconisations								
	1 campagne de communication sur l'impact financier du gaspillage sur le budget des ménages								
Etapes clés de l'action	Cette action se déroulera en 2 temps : 1 temps pilote (mené par le CREPAQ), 1 temps d'application des retours d'expérience à grande échelle.								
	Action en cours 2012		2012 - 2nd sem.	2013 - 1er sem.	2013 - 2nd sem.	2014	2015	2016	Qui?
	Développée en 2 sous actions								
	1	Organisation de projet pilote sur 3 établissements scolaires : 1 école, 1 collège, 1 lycée							CREPAQ + suivi chargée de mission
	2	Pérennisation de l'expérimentation - application du retour d'expérience à d'autres établissements							Chargée de mission + partenariat associatif
Estimation du coût			2012	2013	2014	2015	2016		
	Contribution au portage du projet par le CREPAQ		5 000 €	8 000 €					
	Subventionnement du partenariat associatif				à définir	à définir			
	Total an		5 000 €	8 000 €	0 €	0 €	0 €		
	Total PLPD				13 000 €				
Estimation des moyens humains			2012	2013	2014	2015	2016		
	Interne	Chargée de Mission	0,02 ETP	0,02 ETP	0,02 ETP	0,02 ETP	0,00 ETP		
	Externe	Intervenants CREPAQ	à définir avec le CREPAQ	à définir avec le CREPAQ					
		Intervenants pérennisation expérimentation			à définir	à définir			

II. OBJECTIF ET CIBLE DE L'ACTION

1 lycée 1250 convives + 1 collège 500 convives (estimation)+ 1 école 250 convives (estimation)

Déchets de gaspillage alimentaire : 53 T/an

Les objectifs de réduction liés à la pérennisation de l'expérience ne seront définis qu'à l'issue du projet pilote

III. INDICATEURS D'ACTIVITES ET D'IMPACT					
Indicateurs de moyens	Nombre d'intervention dans les établissements				
	Objectifs	2012	2013	2014	2015
	Résultats	à définir	à définir		2016
Indicateurs de réalisation	Nombre d'élèves touché par une sensibilisation				
	Objectifs	2012	2013	2014	2015
	Résultats	à définir	à définir		2016
Indicateurs de participation	Pas d'indicateur				
	Objectifs	2012	2013	2014	2015
	Résultats				2016
Indicateurs de quantités de déchets évités	Tonnage d'OMR évité (identification par pesées témoins réalisées)				
	Objectifs	2012	2013	2014	2015
	Résultats		53t/an	à définir	à définir

IV. PARTENAIRES ET RELAIS MOBILISES					
	Partenaires	Nature du partenariat			
		Financier	Technique	Humain	Matériel
	CREPAQ	x	x	x	x
		Porteur du projet pilote auprès de 3 établissements			
	ADEME	x			
		Financement d'une partie du projet			
	CG33	x	x		
		Partage d'expériences avec autres ateliers menés en collège			
		Financement d'une partie du projet			
	Etablissements retenus		x	x	
		Implication des équipes pédagogiques, restauration... dans le projet au quotidien			
	Ville de Bègles	x			
		Soutien financier			
	DRAAF	x	x		
		Soutien financier			
	Région	x			
		Soutien financier			
Relais		Stade d'intervention			
	Rectorat				
	Inspection diocésaine	Relais pour la communication des résultats et le développement de l'expérience			
	Inspection académique				

V. MODE DE COMMUNICATION	
	Mobilisation des partenaires et des citoyens Sensibiliser à la thématique et favoriser la prise de conscience et l'évolution des comportements Mise en œuvre de l'action Diffusion d'un dossier de presse. Invitation des journalistes au sein des établissements. Réalisation et diffusion dans les établissements d'une campagne d'affichage thématique. Réalisation et diffusion d'un livret préconisations (papier et en ligne) >> A voir CG33. Valorisation des résultats Relations presse, relais dans les supports de la CUB. Communication régulière dans les établissements des résultats obtenus.

Communauté Urbaine de Bordeaux/Antéa Group/Parménion
Programme local de prévention des déchets

Action n°6 - Sensibiliser aux mesures de réduction du gaspillage alimentaire domestique									
Porteur de projet	Direction collecte et traitement des déchets - Communauté Urbaine de Bordeaux								
I. DESCRIPTIF DE L'ACTION									
Cette action aura essentiellement vocation à sensibiliser les ménages et ce, notamment sur leur lieu de consommation, comme déjà expérimenté par la CLCV. Cette sensibilisation pourra s'appuyer sur le retour d'expérience des foyers témoins qui s'engagent sur des actions de réductions de leurs déchets dans le cadre du plan climat.									
Contexte et enjeux	Gisement déchets de gaspillage alimentaire		11 843 T/an		soit		16,8 kg/hab./an		
	Certaines actions sur le gaspillage alimentaire pourront avoir un impact sur les d'emballages en lien avec l'évolution des pratiques de consommation								
	Gisement déchets d'emballages		73 909 T/an		soit		84,6 kg/hab./an		
Etat initial (2012)	Nombreuses campagnes réalisée sur le sujet par le Conseil général (thématique 2012) 1 groupe de travail gaspillage domestique mené avec édition d'un livret de préconisations pour les programmes locaux de prévention 1 campagne de communication sur l'impact financier du gaspillage sur le budget des ménages								
Etapas clés de l'action	Action projetée 2013		2012 -	2013 -	2013 -	2014	2015	2016	Qui?
	Développée en 3 sous actions		2nd sem.	1er sem.	2nd sem.				
	1	Réaliser des actions de communication sur les lieux d'achats : - caddie témoin en grandes surfaces - atelier cuisine sur les marchés Action en lien avec le points limitation des emballages							Ambassadeurs + CLCV
	3	Former les diffuseurs d'information sur l'alimentation (CCAS) à ces problématiques							Chargée de mission + ambassadeurs
Estimation du coût			2012	2013		2014	2015	2016	
	Subventionnement à l'action de la CLCV ou autres organismes			à définir		à définir	à définir	à définir	
	Création d'outil d'animation			5 000 €					
	Total an		0 €	5 000 €		0 €	0 €	0 €	
Total PLPD		5 000 €							
Estimation des moyens humains			2012	2013		2014	2015	2016	
	Interne	Chargée de Mission		0,06 ETP		0,08 ETP	0,03 ETP	0,00 ETP	
		Ambassadeurs		0,20 ETP		0,16 ETP	0,10 ETP	0,10 ETP	
	Externe	Intervenants CLCV		0,10 ETP		0,10 ETP	0,10 ETP	0,10 ETP	
II. OBJECTIF ET CIBLE DE L'ACTION									
	Réduire les déchets pris en charge par la CUB (collecte et traitement) en incitant les producteurs à diminuer les déchets produits à l'occasion des repas pris au sein des foyers. La réduction envisagée pourra être affinée à la présentation des résultats de l'opération témoin, elle est pour le moment estimée à :								
	-10% du gisement concernés par le gaspillage alimentaire								
Cible			Déchets de gaspillage alimentaire :		-1 184 T/an				
			707 840	habitants	334 995 Ménages				

III. INDICATEURS D'ACTIVITES ET D'IMPACT					
Indicateurs de moyens	Nombre de manifestation réalisées (actions conjointes CLCV + ambassadeurs)				
		2012	2013	2014	2015
	Objectifs		6 à 8	6 à 8	6 à 8
Indicateurs de réalisation	Résultats				
	Nombre de personnes formées dans les CCAS et autres structures				
		2012	2013	2014	2015
Indicateurs de participation	Objectifs			à définir	
	Résultats				
	Enquête usagers perception de l'évolution du comportement				
Indicateurs de quantités de déchets évités		2012	2013	2014	2015
	Objectifs		à définir	à définir	à définir
	Résultats				
	Tonnage d'OMR évité (identification par pesées témoins réalisées au cours de l'opération de 2013)				
		2012	2013	2014	2015
	Objectifs		à définir		

IV. PARTENAIRES ET RELAIS MOBILISES					
	Partenaires	Nature du partenariat			
		Financier	Technique	Humain	Matériel
	CLCV		x	x	x
		Partenariat d'animation et de sensibilisation			
			x	x	
	CCAS des communes	Communication sur le gaspillage et son impact financier auprès des ménages suivis par la structure			
	Relais	Stade d'intervention			

V. MODE DE COMMUNICATION	
	Mobilisation des partenaires et des citoyens Sensibilisation au gaspillage alimentaire, et à son coût. Relais de l'opération au sein des médias locaux (presse, radio, télé...). Mise en œuvre de l'action Campagne thématique dans les médias locaux et sur les réseaux d'affichage à proximité des lieux d'achats et bus. Réalisation et diffusion d'un spot dans les cinémas situés à proximité des lieux d'achats. Communication sur le site Prévention et site mobile (conseils, gestes, calcul des économies réalisés, moyens pour réduire...). Valorisation des résultats Relations presse, relais dans les supports de la CUB. Communication régulière dans les établissements des résultats obtenus et les gains obtenus.

Communauté Urbaine de Bordeaux/Antéa Group/Parménion
Programme local de prévention des déchets

Action n°7 - Eviter les emballages - notamment via la promotion de l'eau du robinet

Porteur de projet Direction collecte et traitement des déchets - Communauté Urbaine de Bordeaux

I. DESCRIPTIF DE L'ACTION

Il s'agit pour cette action de promouvoir la consommation de l'eau du robinet auprès de tous les publics. Cette action passera avant tout par la validation des gisements pouvant être concernés. Par la suite, de même que pour le gaspillage alimentaire, il s'agira de sensibiliser pour faire évoluer les comportements au quotidien.

Contexte et enjeux	Gisement déchets d'emballages		73 909 T/an soit		84,6 kg/hab./an				
Etat initial (2012)	Peu d'actions engagées sur cette thématique de manière dédiée Ils sont toutefois 61% des usagers interrogés en 2012 à déclarer boire l'eau du robinet (Enquête publique)								
Etapes clés de l'action	Action projetée 2013		2012 -	2013 -	2013 -	2014	2015	2016	Qui?
	Développée en 3 sous actions		2nd	1er	2nd				
			sem.	sem.	sem.				
	1	Réaliser un bilan de la consommation d'eau du robinet (caractérisation du flux bouteille de collecte sélective) + réalisation d'une enquête chez les distributeurs (pourquoi de l'eau en bouteille plutôt que du robinet?)							Ambassadeurs
	2	Inciter à la consommation d'eau du robinet en développant les fontaines eau du robinet dans les espaces d'accueil de la CUB							Chargée de mission + communes...
	3	Réaliser des actions pour inciter à la réduction des emballages : animations "Bar à eau"/ visite des châteaux d'eau/ valoriser la gourde réutilisable (axe d'entrée : les Clubs sportifs)							Ambassadeurs + maison de l'eau+ CLCV
Estimation du coût			2012	2013		2014	2015	2016	
	Subvention d'outils					à définir	à définir		
	Total an		0 €	0 €		0 €	0 €	0 €	
	Total PLPD					0 €			
Estimation des moyens humains			2012	2013		2014	2015	2016	
	Interne	Chargée de Mission		0,01 ETP		0,06 ETP	0,06 ETP	0,06 ETP	
		Ambassadeurs		0,15 ETP		0,06 ETP	0,06 ETP	0,06 ETP	
	Externe	Intervention maison de l'eau		1,00 ETP		1,00 ETP	1,00 ETP	1,00 ETP	

II. OBJECTIF ET CIBLE DE L'ACTION

Estimation de gisement de bouteille d'eau estimé à 6 kg/hab./an (CG67), à confirmer à la suite des caractérisations
Objectif de baisse de 20% des bouteilles d'eau jetées

Soit (estimation) 848 T/an

III. INDICATEURS D'ACTIVITES ET D'IMPACT

Indicateurs de moyens	Nombre de fontaines déployés					
		2012	2013	2014	2015	2016
Objectifs				10	10	10
Résultats						
Indicateurs de réalisation	Nombre de manifestations réalisées (nota à revoir à la hausse en fonction des partenariats)					
		2012	2013	2014	2015	2016
Objectifs				mini 6	mini 6	mini 6
Résultats						
Indicateurs de participation	Enquête usagers perception de l'évolution du comportement					
		2012	2013	2014	2015	2016
Objectifs						
Résultats		61%				
Indicateurs de quantités de déchets évités	Suivi des caractérisations					
		2012	2013	2014	2015	2016
Objectifs						
Résultats				à définir en fonction des premiers résultats		

IV. PARTENAIRES ET RELAIS MOBILISES

Partenaires	Nature du partenariat				
	Financier	Technique	Humain	Matériel	Autre
CLCV		x	x	x	
	Réalisation d'actions de sensibilisation en propre				
Agence de l'eau	x				
	Soutien financier aux actions en faveur de la sensibilisation				
Lyonnaise des eaux/maison de l'eau	x	x	x	x	
	Actions de sensibilisation comprises dans le cadre de la DSP de distribution d'eau				
Relais	Stade d'intervention				
Communes	Proposition d'association aux manifestations communales pour stand de sensibilisation				
Bailleurs	Relais pour réalisation d'ateliers en bas d'immeuble				

V. MODE DE COMMUNICATION

Mobilisation des partenaires et des citoyens

Incitation à la consommation de l'eau du robinet, et au coût (eau du robinet vs bouteille)

Valorisation de l'eau du robinet (sa qualité, son goût...).

Relais de l'opération au sein des médias locaux (presse, radio, télé...).

Mise en œuvre de l'action

Campagne thématique dans les médias locaux et sur les réseaux d'affichage.

Valorisation de l'eau au sein des supports de la CUB (enjeux, emplois, circuits, acteurs...)

Opération de street marketing (bar à eau, blind test, distribution de goodies...), partenariats soirée

Opération presse lors des visites.

Valorisation des résultats

Relations presse, relais dans les supports de la CUB.

Action n°8 - Favoriser les actions des structures de ESS en matière de réparation, customisation et de remploi, améliorer leur visibilité

Porteur de projet Direction Collecte et traitement des déchets - Communauté Urbaine de Bordeaux

I. DESCRIPTIF DE L'ACTION

Il s'agit via cette action de développer la visibilité des structures de l'ESS agissant en matière de réemploi et de réparation auprès des ménages et de faciliter ainsi les démarches de réparation des objets du quotidien.

A ces solutions pourront venir se greffer des projets en cours notamment de la part du CG33 et de FNE.

Contexte et enjeux	Gisement potentiel concerné								
		DEEE	2 167 T/an	soit	3,1 kg/hab./an				
		Textile	5 884 T/an	soit	8,3 kg/hab./an				
		Encombrants réutilisables	1 199 T/an	soit	1,7 kg/hab./an				
			9 250 T/an	soit	13 kg/hab./an				
	45% des usagers interrogés déclarent réutiliser, réparer ou donner les produits en fin de vie (planète publique 2012)								
Etat initial (2012)	Actions de recensement des structures de l'action sociale et solidaire en cours au sein de la CUB Annuaire des réparateurs réalisé par la CMA								
Etapes clés de l'action	Action engagée 2012		2012 -	2013 -	2013 -	2014	2015	2016	Qui?
	Développée en 2 sous actions		2nd	1er	2nd				
	1	Finaliser le recensement des structures de l'ESS qui agissent dans le domaine (mission ATIS) pour compléter l'annuaire en création à la CMA							Direction DD et participation
	2	Assurer un relais de diffusion de ces informations via le site de la CUB							Chargée de mission + communication
Estimation du coût			2012	2013		2014	2015	2016	
	Total an		0 €	0 €		0 €	0 €	0 €	
	Total PLPD					0 €			
Estimation des moyens humains			2012	2013		2014	2015	2016	
	Interne	Chargée de Mission	0,03 ETP	0,02 ETP		0,02 ETP	0,02 ETP	0,02 ETP	
		Services de l'économie sociale et solidaire	0,02 ETP						
II. OBJECTIF ET CIBLE DE L'ACTION									
Sensibiliser les usagers aux solutions alternatives (réparation, réemploi, customisation...), développer la connaissance des solutions de proximité									
Impact sur le gisement est difficilement quantifiable, l'objectif suivant est donc envisager :									
Réparer 5% du tonnage présent dans les OM et 10% du tonnage collecté par ailleurs									
					Soit (estimation)	631 T/an			

III. INDICATEURS D'ACTIVITES ET D'IMPACT						
Indicateurs de moyens	Pas d'indicateurs					
		2012	2013	2014	2015	2016
	Objectifs Résultats					
Indicateurs de réalisation	Pas d'indicateurs					
		2012	2013	2014	2015	2016
	Objectifs Résultats					
Indicateurs de participation	Connexions au lien réparation du site de la CUB					
		2012	2013	2014	2015	2016
	Objectifs Résultats		à définir	à définir	à définir	à définir
	Enquête usagers perception de l'évolution du comportement					
		2012	2013	2014	2015	2016
	Objectifs Résultats					
Indicateurs de quantités de déchets évités	Pas d'indicateurs					
		2012	2013	2014	2015	2016
	Objectifs Résultats					
		45%				
IV. PARTENAIRES ET RELAIS MOBILISES						
	Partenaires	Nature du partenariat				
		Financier	Technique	Humain	Matériel	Autre
		Direction de la communication				
		Partenariat pour la mise en ligne des informations et le suivi des indicateurs				
		CMA				
	Relais	Stade d'intervention				
		ATIS et services de l'économie sociale et solidaire				
		Communes et CCAS				
		Bailleurs				
V. MODE DE COMMUNICATION						
	Mobilisation des partenaires et des citoyens					
	Faire connaître et valoriser des structures de proximité.					
	Mise en œuvre de l'action					
	Présentation du réseau, de ses acteurs, de ses objectifs, de son fonctionnement au sein des supports de la CUB.					
	Création d'une base de données géolocalisées sur le site Prévention.					
	Relations presse pour faire connaître le réseau, les acteurs, son fonctionnement (portraits, reportages...).					
	Valorisation des résultats					
Présentation des résultats dans la presse, opération de terrain, valorisation par les résultats (déchets économisés, emplois créés...)						

Action n°9 - Développer le réemploi des textiles

Porteur de projet Direction de la collecte et du traitement des déchets - Communauté Urbaine de Bordeaux

I. DESCRIPTIF DE L'ACTION

Il s'agit d'offrir aux usagers un outil de proximité pour l'orientation maximale d'un flux important vers le réemploi et la réutilisation.

Contexte et enjeux	Gisement potentiel concerné					
	Textile 5 884 T/an soit 8,3 kg/hab./an dont 1 128 tonnes collectées dans plus de 260 bornes de collecte 51% des usagers interrogés déclarent mettre les vêtements dans les bornes de réutilisation (planète publique 2012)					
Etat initial (2012)	Plus de 260 bornes réparties sur le territoires. 16 communes prioritaires ayant une dotation inférieure à 1 colonnes pour 2000 habitants.					
Etapes clés de l'action	Action engagée 2012 Développée en 2 sous actions					
		2012 - 2nd sem.	2013 - 1er sem.	2013 - 2nd sem.	2014	2015 2016
						Qui?
	1 Développer les bornes de collecte des textiles prioritairement dans les municipalités ne disposant d'aucune colonne. Communication auprès des mairies sur le gisement total disponible et la non concurrence, voir le partenariat envisageable, avec associations caritatives,. Information sur les conditions de collecte et le maintien en propreté des sites. 1er contact chargée de mission puis accompagnement de mise en œuvre par le partenaire sélectionné					Chargée de mission + partenaires collecteurs auprès de services et des élus des communes
	2 Développer les bornes dans les déchèteries					Chargée de mission
Estimation du coût		2012	2013	2014	2015	2016
	Total an	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
	Total PLPD			0 €		
Estimation des moyens humains		2012	2013	2014	2015	2016
	Interne Chargée de Mission	0,05 ETP	0,05 ETP	0,15 ETP		
	Externe Responsable mise en œuvre (organisme sélectionné)					à définir avec partenaires collecteurs
II. OBJECTIF ET CIBLE DE L'ACTION						
Impact sur le gisement difficilement quantifiable l'objectif suivant est donc envisagé :						
Détourner 50% du flux encore présent dans les OM et 100% du flux centres de recyclage						
Soit (estimation)				3 217 T/an		

III. INDICATEURS D'ACTIVITES ET D'IMPACT					
Indicateurs de moyens	Pas d'indicateurs				
	2012	2013	2014	2015	2016
Objectifs					
Résultats					
Indicateurs de réalisation	Nombre de bornes déployées				
	2012	2013	2014	2015	2016
Objectifs		+50	+50		
Résultats					
Indicateurs de participation	Enquête usagers : Nombre de pratiquants				
	2012	2013	2014	2015	2016
Objectifs		à définir	à définir	à définir	à définir
Résultats	51%				
Indicateurs de quantités de déchets évités	Tonnages de textiles collecté en borne				
	2012	2013	2014	2015	2016
Objectifs			2 736t/an	4 345t/an	4 345t/an
Résultats					

IV. PARTENAIRES ET RELAIS MOBILISES					
	Partenaires	Nature du partenariat			
		Financier	Technique	Humain	Matériel
			x	x	x
	Communes ayant déjà mis en œuvre la collecte	Partage d'expérience avec les communes ayant des réticences au développement			
			x	x	x
	Le relais, ECOVAL, AMOS, Amédée	Mise en œuvre opérationnelle en concertation avec les communes et les associations locales, le cas échéant			
		x			
	Eco-TLC	Soutien financier au développement (à valider après un seuil de 1/2000 sur ensemble du territoire)			
	Associations caritatives de collecte de vêtements (voir liste acteurs)		x		
		Partenariat de collecte avec réseau de collecteurs			
	Relais	Stade d'intervention			
	Communes	Diffusion de l'information			
	Bailleurs	Diffusion de l'information			

V. MODE DE COMMUNICATION	
	Mobilisation des partenaires et des citoyens Faire connaître et valoriser les points de collecte et la collecte du textile (réseau, emploi, bénéfices...) Mise en œuvre de l'action Présentation du réseau, de ses acteurs, de ses objectifs, de son fonctionnement au sein des supports de la CUB. Création d'une base de données géolocalisées (Internet et mobile) des bornes de collecte. Relations presse pour faire connaître le réseau, les acteurs, son fonctionnement (portraits, reportages...). Valorisation des résultats Présentation des résultats dans la presse, opération de terrain, valorisation par les résultats (déchets économisés, emplois créés...)

Action n°10 - Développer le réemploi des meubles et des DEEE tous publics - Développement de 4 recycleries sur le territoire

Porteur de projet Direction de la collecte et du traitement des déchets - Communauté Urbaine de Bordeaux + Porteurs de projets

I. DESCRIPTIF DE L'ACTION

La Communauté Urbaine de Bordeaux a acté la mise en place d'un réseau de recycleries sur l'agglomération, en privilégiant un modèle de gestion propre à l'économie sociale et solidaire.

Parallèlement, la CUB a identifié plusieurs acteurs développant une activité liée au démantèlement, au recyclage et au réemploi, L'économie solidaire apparaît aujourd'hui comme un secteur et une filière économique émergente, qui concilie responsabilité sociale et environnementale. La CUB désire favoriser la complémentarité, la cohérence, la consolidation et la pérennisation des entreprises de l'économie sociale et solidaire de ce secteur.

En accord avec les communes concernées, elle souhaite appuyer la démarche de développement de recycleries en proposant des disponibilités foncières à doter d'infrastructures.

Contexte et enjeux	Gisement potentiel concerné								
	DEEE présents dans les OMR et en centres de recyclage		2 167 T/an	soit	3,1 kg/hab./an				
	Encombrants réutilisables		1 199 T/an	soit	1,7 kg/hab./an				
	TOTAL		3 366 T/an	soit	5 kg/hab./an				
45% des usagers interrogés déclarent réutiliser, réparer ou donner les produits en fin de vie (planète publique 2012)									
Etat initial (2012)	Aujourd'hui plusieurs sites déjà en fonctionnement ou en cours de développement : ressourcerie de Cenon, site "pilote" Eco'solidaire Un appel à manifestation d'intérêt est en cours pour la définition des potentialités et de l'organisation d'exploitation à mettre en place pour le projet de recyclerie de Bègles.								
Etapes clés de l'action	Action engagée 2012		2012 - 2nd sem.	2013 - 1er sem.	2013 - 2nd sem.	2014	2015	2016	Qui?
	Développée en 6 sous actions								
	1	Bordeaux : 2012 - Conventionnement de mise à disposition de locaux pour la ressourcerie et suivi de l'activité à suivre appel à manifestation d'intérêt pour suite de l'exploitation du site							Responsable recycleries + Eco-solidaire
	2	Création d'une recyclerie à Bègles : mise à disposition de locaux par la CUB, exploitation confiée à une structure de l'économie sociale et solidaire							Responsable recycleries + partenaires en cours de déclaration
	3	Création d'une recyclerie à Pessac : mise à disposition de locaux par la CUB, exploitation confiée à une structure de l'économie sociale et solidaire							Responsable recycleries + partenaires en cours de déclaration
	4	Extension du projet R3 - recyclerie rive droite							Responsable recycleries + Domofrance
	5	Travail sur l'exploitation de flux récupéré auprès des bailleurs							Responsable recycleries + bailleurs
	6	Développement de la formation des gardiens de déchèteries pour identification des flux à réorienter/collecte en déchèterie							Chargée de mission + responsable recyclerie
Estimation du coût			2012	2013	2014	2015	2016		
	Investissement locaux recyclerie de Bègles				2 000 000 €				
	Investissement locaux recyclerie de Pessac					2 000 000 €			
	Aide au fonctionnement recyclerie de Bordeaux		100 000 €	100 000 €	100 000 €	100 000 €	100 000 €		
	Subventionnement annuel pour R3			à définir	à définir				
	Fonctionnement (fluides des sites de Bègles et Pessac)			à définir	à définir	à définir	à définir		
	Total an		100 000 €	100 000 €	100 000 €	100 000 €	100 000 €		
	Total PLPD				500 000 €				
Estimation des moyens humains			2012	2013	2014	2015	2016		
	Interne	Responsable mission recyclerie	0,16 ETP	0,20 ETP	0,24 ETP	0,42 ETP	0,34 ETP		
	Externe	Développement des moyens humains par les partenaires pour le montage de projet puis sur les sites Bailleurs	à définir	à définir	à définir	à définir	à définir		

II. OBJECTIF ET CIBLE DE L'ACTION						
	Impact sur le gisement difficilement quantifiable l'objectif suivant est donc envisager : Envoyer vers le remploi 50% du flux réutilisable et 10% des DEEE présents dans les OM					
	Soit (estimation) 654 T/an					
	A ce flux viendront s'ajouter les flux collectés auprès des bailleurs, aujourd'hui conditionné par le nombre de bailleurs s'engageant.					
III. INDICATEURS D'ACTIVITES ET D'IMPACT						
Indicateurs de moyens	Moyens humains développés sur les sites (insertion+"classique") - les objectifs seront fixés en fonction des perspectives des société en charge du fonctionnement des sites					
		2012	2013	2014	2015	2016
	Objectifs		à définir	à définir	à définir	à définir
	Résultats					
Indicateurs de réalisation	Nombre de sites développés					
		2012	2013	2014	2015	2016
	Objectifs		1	3	3	4
	Résultats					
Indicateurs de participation	Enquête usagers : Nombre de pratiquants					
		2012	2013	2014	2015	2016
	Objectifs					
	Résultats					
	Enquête usagers : Nombre de visite sur les sites					
		2012	2013	2014	2015	2016
	Objectifs		à définir en corrélation avec les partenariats développés			
	Résultats					
Indicateurs de quantités de déchets évités	Tonnages pris en charge pour chaque site					
		2012	2013	2014	2015	2016
	Objectifs		à définir en corrélation avec les partenariats développés			
	Résultats					
Indicateurs de quantités de déchets évités	Tonnages revendus pour chaque site					
		2012	2013	2014	2015	2016
	Objectifs		à définir en corrélation avec les partenariats développés			
	Résultats					
IV. PARTENAIRES ET RELAIS MOBILISES						
	Partenaires	Nature du partenariat				
		Financier	Technique	Humain	Matériel	Autre
		x	x	x	x	
		Portage d'initiatives + exploitation des sites				
			x	x		
		Information sur le réseau existant				
		Travail pour mise à disposition de flux				
		x	x	x	x	
		Montage de partenariat CUB pour développement du projet rive droite				
		x	x			
	Mise à disposition de foncier et infrastructure VRD...					
	Relais	Stade d'intervention				
		Information sur les alternatives pour les encombrants réutilisables				
		Information sur le réseau disponible				

V. MODE DE COMMUNICATION

Mobilisation des partenaires et des citoyens

Faire connaître et valoriser le réseau, les bénéfices pour tous.

Mise en œuvre de l'action

Présentation du réseau, de ses acteurs, de ses objectifs, de son fonctionnement au sein des supports de la CUB.

Création d'une base de données géolocalisées (Internet et mobile) des recycleries.

Création d'un guide en ligne pour savoir quoi, comment et quand recycler un de ses produits.

Relations presse pour faire connaître le réseau, les acteurs, son fonctionnement (portraits, reportages...).

Valorisation des résultats

Présentation des résultats dans la presse, opération de terrain, valorisation par les résultats (déchets économisés, emplois créés...)

Action n°11 - Développer le réemploi des meubles et DEEE des étudiants - Création d'une recyclerie/pôle prévention sur le campus

Porteur de projet Direction de la collecte et du traitement des déchets - Communauté Urbaine de Bordeaux + Universités de Bordeaux

I. DESCRIPTIF DE L'ACTION

Le site créé aura vocation à assurer la reprise des meubles et équipement que les étudiants, population mobile par excellence, ne souhaitent pas emporter pour équiper les étudiants arrivants.

Il aura également vocation à assurer une sensibilisation constante sur des thématiques telles que le gaspillage alimentaire (atelier cuisine...), la réparation (atelier couture, réparation de vélo...), ...

Contexte et enjeux	Gisement potentiel concerné est compris dans le gisement total présent sur le territoire soit :			
	DEEE présents dans les OMR et en centres de recyclage	2 167 T/an	soit	3,1 kg/hab./an
	Encombrants réutilisables	1 199 T/an	soit	1,7 kg/hab./an
	TOTAL	3 366 T/an	soit	5 kg/hab./an
Sur cette base seule une estimation du gisement réellement concerné peut être réalisée				
Gisement potentiel sur lequel fixer les objectifs : 70 000 étudiants * 5 kg = 350 tonnes potentiels				
45% des usagers interrogés déclarent réutiliser, réparer ou donner les produits en fin de vie (planète publique 2012)				

Etat initial (2012) Aujourd'hui peu d'initiatives au sein de la communauté étudiante, ces dernières restent ciblées : ex réparation de vélo.

Etap es clés	Action projetée 2013		2012 -	2013 -	2013 -	2014	2015	2016	Qui?
	Développée en 2 sous actions		2nd	1er	2nd				
	1	Contact pour mise au point de partenariat							Chargée de mission
	2	Assistance au montage et suivi							Chargée de mission

Estimation du coût		2012	2013	2014	2015	2016
	Aide au fonctionnement recyclerie			à définir	à définir	à définir
	Total an	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
	Total PLPD			0 €		

Estimation des moyens humains		2012	2013	2014	2015	2016
	Interne Chargée de mission		0,20 ETP	0,20 ETP	0,20 ETP	0,20 ETP
	Externe CROUS		à définir	à définir	à définir	à définir
	Responsable agenda 21 campus		à définir	à définir	à définir	à définir
	Responsable du fonctionnement du projet		à définir	à définir	à définir	à définir
	Investissement temps des associations étudiantes		à définir	à définir	à définir	à définir

II. OBJECTIF ET CIBLE DE L'ACTION

Impact sur le gisement difficilement quantifiable

III. INDICATEURS D'ACTIVITES ET D'IMPACT					
Indicateurs de moyens	Moyens humains développés sur le site				
	2012	2013	2014	2015	2016
Objectifs			à définir	à définir	à définir
Résultats					
Indicateurs de réalisation	Nombre de manifestations réalisées par les associations étudiantes au sein du site				
	2012	2013	2014	2015	2016
Objectifs			à définir en corrélation avec les partenariats développés		
Résultats					
Indicateurs de participation	Nombre de visite sur les sites				
	2012	2013	2014	2015	2016
Objectifs			à définir en corrélation avec les partenariats développés		
Résultats					
Indicateurs de quantités de déchets évités	Tonnages pris en charge				
	2012	2013	2014	2015	2016
Objectifs			à définir en corrélation avec les partenariats développés		
Résultats					
Indicateurs de quantités de déchets évités	Tonnages revendus				
	2012	2013	2014	2015	2016
Objectifs			à définir en corrélation avec les partenariats développés		
Résultats					

IV. PARTENAIRES ET RELAIS MOBILISES					
	Partenaires	Nature du partenariat			
		Financier	Technique	Humain	Matériel
	CROUS	x	x	x	x
		Assistance au montage financier, logistique			
	Universités	x	x	x	
		Assistance au montage financier, logistique			
	Responsable agenda 21 campus		x	x	x
		Assistance et suivis du développement du projet			
	Associations étudiantes			x	
		Animation du lieu			
	Relais	Stade d'intervention			
	CROUS	Diffusion massive de l'information			
	Résidences étudiantes	Information sur les alternatives pour les déménagements			

V. MODE DE COMMUNICATION	
	Mobilisation des partenaires et des citoyens Sensibiliser les étudiants et jeunes travailleurs au recyclage et à la diminution des déchets. Valoriser sur les bénéfices partagés pour tous au-delà même de la réduction des déchets (rencontres, échanges, bons plans...) Mise en œuvre de l'action Présentation du lieu, de son fonctionnement, des bénéfices, des bons plans (économies...). Création et diffusion d'un clip vidéo dans les cinémas présents sur le territoire de la CUB. Création d'un espace "social" sur le site prévention, et relais sur les réseaux sociaux. Opérations de street marketing lors de la rentrée et avant la fin de l'année pour valoriser le lieu. Opérations événementielles avec des partenaires (soirées, challenges...). Relations presse et relais sur les supports de la CUB pour faire connaître la démarche, les enjeux, et le fonctionnement. Valorisation des résultats Présentation des résultats dans la presse, opération de terrain, valorisation par les résultats.

Action n°12 - Favoriser les manifestations publiques responsables

Porteur de projet Direction de la collecte et du traitement des déchets - Communauté Urbaine de Bordeaux

I. DESCRIPTIF DE L'ACTION

Il s'agit pour la CUB d'assister les porteurs de manifestations (aidées financièrement ou techniquement par la CUB) à faire le diagnostic de leur manifestation et à leur offrir les outils facilitant la mise en œuvre opérationnelle des actions retenues. En complément et pour caractère incitatif, le soutien financier pourrait être conditionné à la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions.

Contexte et enjeux Le gisement produit lors des manifestations n'est pas quantifiable

Etat initial (2012) D'importants dispositifs ont été développés dans la cadre du plan de prévention du Conseil Général. Ce dernier a édité le guide des bonnes pratiques pour les manifestations responsables. Ce guide regroupe l'ensemble des actions possibles pour la réduction de l'impact des manifestations, y compris une fiche de diagnostic permettant l'orientation des actions.

Etapas clés de l'action	Action projetée 2013 Développée en 4 sous actions	2012 - 2nd sem.	2013 - 1er sem.	2013 - 2nd sem.	2014	2015	2016	Qui?
	1 Recenser les actions, identifier les porteurs d'événements auxquels collaborent la CUB							Service Com.+ logistique + chargée de mission
	2 Diffuser les bonnes pratiques mises au point par le Conseil Général en mettant en œuvre un accompagnement systématique des projets par les ambassadeurs - Formation des ambassadeurs							Ambassadeurs
	3 Valider le conditionnement aux respects d'actions minimales à développer pour accès aux financements							Chargée de mission
	4 Développer un kit gobelet/couvert (mutualisé ou non avec d'autres collectivités)							Chargée de mission + com.

Estimation du coût	2012	2013	2014	2015	2016
Création d'un kit gobelet (0,30€/unité) - 2000 unités			600 €		
Création d'un kit couverts (0,40€/assiette) - 2000 unités			800 €		
Total an	0 €	0 €	1 400 €	0 €	0 €
Total PLPD			1 400 €		

Estimation des moyens humains	2012	2013	2014	2015	2016
Interne Chargée de mission		0,11 ETP	0,08 ETP	0,01 ETP	0,01 ETP
Ambassadeurs		0,15 ETP	0,30 ETP	0,30 ETP	0,30 ETP
Externe CG		à définir	à définir	à définir	à définir
Méduli		à définir	à définir	à définir	à définir

II. OBJECTIF ET CIBLE DE L'ACTION

Impact sur le gisement difficilement quantifiable

III. INDICATEURS D'ACTIVITES ET D'IMPACT						
Indicateurs de moyens	Pas d'indicateur					
	2012	2013	2014	2015	2016	
	Objectifs					
Résultats						
Indicateurs de réalisation	Nombre de manifestations encadrées					
	2012	2013	2014	2015	2016	
	Objectifs					
Résultats	à définir selon le recensement des manifestations					
Indicateurs de participation	Nombre d'actions mises en place en moyenne par manifestation					
	2012	2013	2014	2015	2016	
	Objectifs					
Résultats	à définir selon avancement des manifestations sur le sujet					
Indicateurs de quantités de déchets évités	Pas d'indicateur					
	2012	2013	2014	2015	2016	
	Objectifs					
Résultats						
IV. PARTENAIRES ET RELAIS MOBILISES						
	Partenaires	Nature du partenariat				
		Financier	Technique	Humain	Matériel	Autre
	Communication			x	x	
	Recensement des manifestations à cibler - assistance pour le développement d'outils					
	Relais	Stade d'intervention				
		Associations organisatrices d'évènements	Diffusion massive de l'information à solliciter via mailing			
		Service de logistique aidant à la mise en œuvre de manifestations	Diffusion massive de l'information			
		Communes	Diffusion massive de l'information			
	V. MODE DE COMMUNICATION					
		Mobilisation des partenaires et des citoyens				
Inciter et présenter les moyens disponibles pour les organisateurs de réaliser des événements responsables.						
Valoriser la démarche et initier une dynamique à l'échelle du territoire.						
Mise en œuvre de l'action						
Mise en ligne de ressources sur le site Prévention (guide, démarches, quiz...).						
Organisation de réunions d'information regroupant les acteurs et les organisateurs.						
réalisation d'une newsletter mensuelle pour communiquer sur la démarche et valoriser les expériences menées.						
Valorisation des résultats						
Présentation des résultats dans la presse, opération de terrain, valorisation par les résultats.						
Participation à des événements dédiés l(Université de la communication responsable...).						

Action n°13 - Promouvoir les couches lavables et textiles sanitaires ré-employables

Porteur de projet Direction de la collecte et du traitement des déchets - Communauté Urbaine de Bordeaux

I. DESCRIPTIF DE L'ACTION

Il s'agit pour la CUB de soutenir le développement d'actions expérimentales en crèches et maternités pour la promotion de ces produits et leur meilleure acceptation, après avoir soutenu le développement d'une filière structurée, permettant d'assurer également une logistique de service de nettoyage.

Contexte et enjeux	Le gisement concerné est composé d'une partie des textiles sanitaires									
	Total textiles sanitaires		19 029 T/an		soit		26,9 kg/hab./an			
	Le gisement pouvant faire l'objet d'une réduction est essentiellement celui des couches, notamment pour enfants, le gisement de ces dernières peut être estimé à :									
	500 kg/enfant/an => 23 000 enfants entre 0 et 2 ans (INSEE 2008)		11 500 T/an							
Etat initial (2012)	Aucun dispositif particulier n'a été développé par les collectivités. Des initiatives privés se développent sur le commerces des couches lavables.									
Etapes clés de l'action	Action projetée 2015		2012 -	2013 -	2013 -	2014	2015	2016	Qui?	
	Développée en 2 sous actions		2nd	1er	2nd					
			sem.	sem.	sem.					
	1	Soutenir les actions expérimentales et structures de production de service de lavage via un appel à projets								Chargée de mission
	2	Appel à projet dans les crèches Montage de partenariat avec 1 maternité								Chargée de mission
Estimation du coût			2012	2013		2014		2015	2016	
	Soutien financier via la mise à disposition de locaux							à définir	à définir	
	Soutien au développement des projets maternités et crèches							à définir	à définir	
	Total an		0 €	0 €		0 €		0 €	0 €	
	Total PLPD					0 €				
Estimation des moyens humains			2012	2013		2014		2015	2016	
	Interne	Chargée de mission						0,07 ETP	0,07 ETP	
	Externe	Partenaires sélectionnés via appel à projet						à définir selon les projets retenus		

II. OBJECTIF ET CIBLE DE L'ACTION

	Impact sur le gisement difficilement quantifiable, des objectifs peuvent toutefois être fixés :					
	Toucher 500 familles volontaires par les crèches et les maternités tous les 2 ans : - 500 kg/enfant/an (23 000 enfants de 0 à 2 ans- soit 12000 naissances par an environ), soit :					
			250 T/an	soit	0,4 kg/hab./an	

III. INDICATEURS D'ACTIVITES ET D'IMPACT

Indicateurs de moyens	Pas d'indicateur					
			2012	2013	2014	2015 2016
	Objectifs	Résultats				
Indicateurs de réalisation	Données de développement du marché à suivre avec entreprises partenaires					
			2012	2013	2014	2015 2016
	Objectifs	Résultats				à définir avec le porteur de projet
Indicateurs de participation	Nombres d'établissements participants (crèches, maternités)					
			2012	2013	2014	2015 2016
	Objectifs	Résultats				
Indicateurs de quantités de déchets évités	Suivi de la baisse des achats de couches réutilisables dans les structures d'accueil					
			2012	2013	2014	2015 2016
	Objectifs	Résultats				à définir avec le porteur de projet

IV. PARTENAIRES ET RELAIS MOBILISES

Partenaires	Nature du partenariat				
	Financier	Technique	Humain	Matériel	Autre
Prestataires existants sur le territoire		x	x	x	
Développement de l'activité en collaboration avec la CUB pour répondre à la demande					
PMI (protection maternelle et infantile) - CG33		x	x		
Assistance au contact d'acteurs pour la diffusion de l'appel à projet					
Maternité(s) projet(s)		x	x	x	
Portage de projet avec le soutien technique de la CUB					
Crèche(s) projet(s)		x	x	x	
Portage de projet avec le soutien technique de la CUB					
Relais	Stade d'intervention				
Fédération de sages femmes	Diffusion massive de l'information auprès des familles				
fédération d'assistantes maternelles	Diffusion massive de l'information auprès des familles				
Communes, CCAS conseillers familles	Diffusion massive de l'information				

V. MODE DE COMMUNICATION

Mobilisation des partenaires et des citoyens

Valorisation de l'utilisation des textiles sanitaires et réassurance (praticité, économie, hygiène...).

Mise en valeur des actions et des moyens mis en œuvre par la CUB pour soutenir cette démarche.

Mise en œuvre de l'action

Courrier et kit de communication (affiche, guide...) transmis à l'ensemble des structures dédiées à la petite enfance.

Organisation de relations presse in situ (crèches...) : reportages, témoignages de parents...

Valorisation des résultats

Relations presse, relais dans les supports de la CUB.

Actions de prévention qualitative

Action n°14 - Sensibiliser à la réduction de l'utilisation des déchets dangereux + Développer la communication sur les modes de gestion

Porteur de projet Direction de la collecte et du traitement des déchets - Communauté Urbaine de Bordeaux

I. DESCRIPTIF DE L'ACTION

Il s'agit pour la CUB de dévier au maximum le flux des déchets dangereux spécifiques, aujourd'hui, encore présent dans les OMR et entraînant potentiellement des contraintes de traitement.

Dans le même temps, la sensibilisation du public devra permettre une réduction du flux global.

Contexte et enjeux	Gisement potentiel dans les OMR		1475,2 T/an		soit		2,1 kg/hab./an		
	Gisement capté en centres de recyclage		311 T/an		soit		0,4 kg/hab./an		
	TOTAL		1786,2 T/an		soit		2,5 kg/hab./an		
Etat initial (2012)	Une collecte en centres de recyclage est mise à disposition des usagers. Aucune action sur la réduction des déchets dangereux n'est aujourd'hui mise en œuvre.								
Etapes clés de l'action	Action projetée 2013		2012 -	2013 -	2013 -	2014	2015	2016	Qui?
	Développée en 4 sous actions		2nd sem.	1er sem.	2nd sem.				
	1	Création d'une fiche sur les alternatives possibles (pour les produits ménagers et le jardinage)							Chargée de mission + com.
	2	Organiser des journées sensibilisation dans les déchèteries ou grandes surfaces spécialisées, en bas d'immeubles : sur les alternatives aux produits dangereux et sur les modes de collecte adaptés mis à disposition par la CUB : - Formation et information par les ambassadeurs des agents de déchèteries							Ambassadeurs + maison de l'eau + agents de centre de recyclage
	3	Sensibiliser les ménages aux rejets des déchets dangereux dans le réseau d'eau usée							Sous-action couplée à la n°2
	4	Etude pour la mise en place de bornes de récupération spécifiques sur domaine public, sur déchèteries, en pharmacie... (pour les radios, cartouches d'encre...) puis mise en place effective le cas échéant							Chargée de mission
Estimation du coût			2012	2013		2014		2015	2016
	Total an		0 €	0 €		0 €		0 €	0 €
	Total PLPD					0 €			
Estimation des moyens humains			2012	2013		2014		2015	2016
	Interne	Chargée de mission		0,10 ETP		0,17 ETP		0,03 ETP	0,03 ETP
		Ambassadeurs		0,00 ETP		0,05 ETP		0,05 ETP	0,05 ETP
		Agents de déchèteries				1,00 ETP		1,00 ETP	1,00 ETP

II. OBJECTIF ET CIBLE DE L'ACTION

L'impact sur le gisement global restera faible en terme de réduction.

Toutefois un objectif peut être fixé à - 20% sur l'ensemble du flux concerné

357 T/an soit 0,5 kg/hab./an

L'objectif sera également d'opérer un transfert vers la collecte en centres de recyclage

III. INDICATEURS D'ACTIVITES ET D'IMPACT						
Indicateurs de moyens	Pas d'indicateur					
	2012	2013	2014	2015	2016	
	Objectifs					
	Résultats					
Indicateurs de réalisation	Nombre de manifestation de sensibilisation et de formations agents de déchèterie menées					
	2012	2013	2014	2015	2016	
	Objectifs			6	6	6
	Résultats					
Indicateurs de participation	Enquête évolution des comportements					
	2012	2013	2014	2015	2016	
	Objectifs					à définir
	Résultats					
Indicateurs de quantités de déchets évités	Pas d'indicateur					
	2012	2013	2014	2015	2016	
	Objectifs					
	Résultats					
IV. PARTENAIRES ET RELAIS MOBILISES						
	Partenaires	Nature du partenariat				
		Financier	Technique	Humain	Matériel	Autre
	Agence de l'eau	x				
		Soutien financier				
	Maison de l'eau		x	x	x	
		Actions de sensibilisation, notamment sur les rejets en eaux usées				
	Relais	Stade d'intervention				
		Agents de centres de recyclage	Information sur l'existence d'une collecte			
	Maison de l'eau	Information sur l'existence d'une collecte et sur les impacts				
	Associations de proximité	Diffusion de l'information sur les alternatives aux produits dangereux dans le quotidien				
V. MODE DE COMMUNICATION						
	Mobilisation des partenaires et des citoyens					
	Accompagner et donner les moyens aux habitants afin de réduire les déchets dangereux.					
	Améliorer la connaissance sur les déchets dangereux, expliquer.					
	Mettre en valeur les alternatives et favoriser l'évolution des pratiques.					
	Mise en œuvre de l'action					
	Création et diffusion d'un guide (en ligne sur le site Prévention, et papier).					
	Opération in situ (déchèteries, grands magasins, bas d'immeubles, manifestations...) et street marketing.					
	Réalisation d'un campagne d'affichage thématique.					
	Relations presse, et relais de la démarche au sein des supports de la CUB.					
	Valorisation des résultats					
Relais des résultats dans la presse.						

Sensibilisation des publics à la prévention des déchets

Actions identifiées	15 - Sensibiliser les scolaires
	16 - Sensibiliser les ménages aux gestes de prévention et à l'éco-consommation - notamment en soutenant l'actions des associations
	17 - Créer des outils de diffusion des gestes de prévention
	18 - Développer un outil numérique de communication sur les évènements autour de la prévention des déchets sur le territoire

Action n°15 - Sensibiliser les scolaires

Porteur de projet	Direction de la collecte et du traitement des déchets/direction du développement durable et de la participation - CUB
--------------------------	---

I. DESCRIPTIF DE L'ACTION

En appui aux actions de sensibilisation des scolaires déjà mises au point avec les agendas 21, la CUB pourra développer l'axe de la prévention des déchets. La mise à disposition d'outils de sensibilisation permettra d'inscrire dans la durée ces actions auprès des établissements.

Contexte et enjeux	Le gisement concerné est le gisement global soit OMA :		235713 T/an	soit	333,5 kg/hab./an					
	et soit DMA :		142783 T/an	soit	202,0 kg/hab./an					
	TOTAL		378496 T/an	soit	535,5 kg/hab./an					
Etat initial (2011)	D'importantes actions de sensibilisation à l'environnement sont déjà menées auprès de ce public, notamment dans le cadre des juniors du développement durable et des agendas 21 scolaires (19 agendas adoptés).									
Etapes clés de l'action	Action en cours		2012 - 2nd sem.	2013 - 1er sem.	2013 - 2nd sem.	2014	2015	2016	Qui?	
	Développée en 3 sous actions									
	1	Animation par les ambassadeurs notamment sur le thème du gaspillage alimentaire, du compostage, du réemploi, des déchets dangereux : - Définition de la proposition d'animation, en lien avec les inspections académique et diocésaine - 2 animations par mois pour chacune des 10 équipes d'ambassadeurs : objectif toucher le maximum de classe d'un niveau sur une année	engagée						Chargée de mission + ambassadeurs	
	2	Former/sensibiliser les enseignants à la prévention, information sur les outils disponibles								Ambassadeurs
	3	Mise à disposition de composteurs auprès des écoles portant un programme environnement et en faisant la demande : Ecoles + proposition de subventionnement de lombricomposteurs								
Estimation du coût			2012	2013	2014	2015	2016			
	Mise à disposition de composteurs		Ce coût peut s'intégrer au compostage collectif							
	Total an		0 €	0 €	0 €	0 €	0 €			
	Total PLPD		0 €							
Estimation des moyens humains			2012	2013	2014	2015	2016			
	Interne	Chargée de mission	0,03 ETP	0,05 ETP	0,03 ETP	0,03 ETP	0,03 ETP			
		Ambassadeurs	1,50 ETP	1,52 ETP	1,52 ETP	1,52 ETP	1,52 ETP			
	Externe	Associations agissant pour les juniors du DD	en cours d'analyse							

II. OBJECTIF ET CIBLE DE L'ACTION

L'impact sur le gisement global est difficilement quantifiable. Il s'agit avant tout de sensibiliser la jeune génération, qui sera ainsi également plus réceptive aux autres messages sur la prévention.

III. INDICATEURS D'ACTIVITES ET D'IMPACT						
Indicateurs de moyens	Nombre de composteurs mis à disposition					
		2012	2013	2014	2015	2016
	Objectifs		à définir			
Résultats						
Indicateurs de moyens	Kits animation développés					
		2012	2013	2014	2015	2016
	Objectifs		à définir			
Résultats						
Indicateurs de réalisation	Nombre de classes touchées par les animations					
		2012	2013	2014	2015	2016
	Objectifs		150	150	150	150
Résultats						
Indicateurs de participation	Nombre d'écoles pratiquant le compostage					
		2012	2013	2014	2015	2016
	Objectifs		à définir	à définir	à définir	à définir
Résultats						
Indicateurs de quantités de déchets évités	Pas d'indicateur					
		2012	2013	2014	2015	2016
	Objectifs					
Résultats						
IV. PARTENAIRES ET RELAIS MOBILISES						
	Partenaires	Nature du partenariat				
		Financier	Technique	Humain	Matériel	Autre
		Equipes pédagogiques en charge de projet compostage				
			x	x		
		Suivi des opérations lancées, retours sur la pérennité de l'usage				
		x	x	x		
	Associations intervenants dans le cadre des juniors du DD					
	Actions de sensibilisation générales, pouvant comprendre des enjeux de prévention					
	Relais	Stade d'intervention				
		Rectorat				
		Inspection diocésaine				
		Inspection académique				
		Relais communication pour l'information des établissements				
V. MODE DE COMMUNICATION						
	Mobilisation des partenaires et des citoyens					
	Favoriser la prise de conscience et l'évolution des comportements.					
	Préparer "le terrain" et soutenir les actions in situ.					
	Mise en œuvre de l'action					
	Réalisation d'un kit de communication à destination des enseignants, des animateurs.					
	Réalisation d'une vidéo (ou d'une séries de vidéos) sur le ce thème.					
	Mise en place d'un partenariat avec une troupe ou un collectif afin d'organiser un spectacle itinérant.					
	Créer un espace ludo-éductaf sur le site Prévention afin que le public scolaire puisse prolonger "l'expérience" chez eux.					
	Valorisation des résultats					
	Organisation d'un challenge entre les différents établissements.					
Relais des résultats dans la presse.						

Action n°16 - Sensibiliser les ménages aux gestes de prévention et à l'éco-consommation - notamment en soutenant l'action des associations											
Porteur de projet		Direction de la collecte et du traitement des déchets - Communauté Urbaine de Bordeaux									
I. DESCRIPTIF DE L'ACTION											
Il s'agit pour la CUB de s'appuyer sur les initiatives existantes, de les promouvoir, de les soutenir et de les valoriser dans le cadre du programme local de prévention des déchets.											
Plusieurs actions ont d'ores et déjà été identifiées comme pouvant intégrer le PLPD et bénéficier d'un soutien de la CUB.											
Contexte et enjeux		Le gisement concerné est le gisement global soit OMA :		235713 T/an	soit	333,5 kg/hab./an					
		et soit DMA :		142783 T/an	soit	202,0 kg/hab./an					
		TOTAL		378496 T/an	soit	535,5 kg/hab./an					
Etat initial (2011)		Des actions de sensibilisation sont réalisées de manière diffuse sur l'ensemble du territoire de la CUB, notamment par les acteurs associatifs. Aucune campagne de proximité ou plus générale n'a été menées par la CUB sur cette thématique.									
Etap es clés	Action en cours			2012 -	2013 -	2013 -	2014	2015	2016	Qui?	
	Développée en 4 sous actions			2nd sem.	1er sem.	2nd sem.					
	1	Elaborer une procédure d'attribution des aides financières aux associations intervenants dans le domaine de la prévention									Chargée de mission
	2	Identifier des aides techniques pouvant être mises à disposition par la CUB (communication, intervention des ambassadeurs...)									Chargée de mission
	3	Création de foyers témoins - pour communication autour du thème en lien avec l'opération "les pionniers du climat"									
	4	Vidéo prévention									Jeune chambre économique
	5	Soutien aux manifestations : jour de récup'								Méduli	
Estimation du coût					2012	2013	2014	2015	2016		
		Budget prévisionnel "foyers témoins"				85 000 €					
		Enveloppe de soutien aux actions engagées par les acteurs			50 000 €	50 000 €	50 000 €	50 000 €	50 000 €		
Total an					50 000 €	135 000 €	50 000 €	50 000 €	50 000 €	50 000 €	
Total PLPD							335 000 €				
Estimation des moyens humains					2012	2013	2014	2015	2016		
Interne		Chargée de mission			0,16 ETP	0,03 ETP	0,01 ETP	0,01 ETP	0,01 ETP		
		Equipes projet foyers témoins plan climat				0,50 ETP					
Externe		Associations développant des actions			les temps d'intervention devront être visés dans la procédure de soutien						
II. OBJECTIF ET CIBLE DE L'ACTION											
		L'impact sur le gisement global est difficilement quantifiable. Il s'agit avant tout de d'être présent sur le territoire avec des évènements pour multiplier les messages sur le thème.									

III. INDICATEURS D'ACTIVITES ET D'IMPACT						
Indicateurs de moyens	Pas d'indicateur					
	2012	2013	2014	2015	2016	
Objectifs						
Résultats						
Indicateurs de réalisation	Nombre de manifestations soutenues					
	2012	2013	2014	2015	2016	
Objectifs		à définir	à définir	à définir	à définir	
Résultats						
Indicateurs de participation	Fréquentation estimative des manifestations soutenues					
	2012	2013	2014	2015	2016	
Objectifs						
Résultats						
Indicateurs de quantités de déchets évités	Pas d'indicateur					
	2012	2013	2014	2015	2016	
Objectifs						
Résultats						
IV. PARTENAIRES ET RELAIS MOBILISES						
	Partenaires	Nature du partenariat				
		Financier	Technique	Humain	Matériel	Autre
	Partenaires de réalisation déjà identifiés		x	x	x	
	Méduli		Opération jour de récup', suivi et retours			
	Jeune chambre économique		Opération vidéo déchets, suivi et retours			
	L'équipe plan climat	x	x	x		
	Recrutement et animation des foyers témoins par un prestataire					
	Nota : cette liste sera évolutive en fonction des projets retenus au cours du PLPD					
	Relais	Stade d'intervention				
	Associations présentes en concertation	Relais communication sur les soutiens potentiels aux initiatives concernant la				
	Associations soutenues par ailleurs par la CUB	prévention des déchets				
	V. MODE DE COMMUNICATION					
	Mobilisation des partenaires et des citoyens					
	Favoriser la prise de conscience et l'évolution des comportements.					
	Permettre à chacun d'accéder aux ressources et moyens.					
	Permettre à chacun de mieux connaître les déchets dangereux					
	Mise en œuvre de l'action					
	Quiz sur le site Prévention permettant aux habitants d'évaluer leur comportement + ressources en ligne pour le faire évoluer.					
	Création et mise en ligne d'un agenda des manifestations éco-responsables.					
	Réalisation d'une vidéo sur la prévention à l'éco-consommation.					
	Réalisation d'un campagne d'affichage thématique.					
	Réalisation de reportages terrain dans les médias (ex. : Jour de récup sur TV7...).					
	Opération de street marketing lors des manifestations (Jour de récup, vide greniers...).					
	Valorisation des résultats					
Mise en valeur des résultats au sein des supports de la CUB.						
Relais des résultats dans la presse.						

Communauté Urbaine de Bordeaux/Antéa Group/Parménion
Programme local de prévention des déchets

Action n°17 - Créer des outils de diffusion des gestes de prévention										
Porteur de projet	Direction de la collecte et du traitement des déchets/Direction de la Communication - Communauté Urbaine de Bordeaux									
I. DESCRIPTIF DE L'ACTION										
En complément de l'action essentielle de contact direct sur le terrain, il s'agira pour la CUB de développer des outils pertinents permettant de diffuser des messages généraux et d'appuyer l'action des ambassadeurs.										
Contexte et enjeux	Le gisement concerné est le gisement global soit OMA : et soit DMA :		235 713	T/an	soit	333,5 kg/hab./an				
			142 783	T/an	soit	202,0 kg/hab./an				
	TOTAL		378 496	T/an	soit	535,5 kg/hab./an				
Etat initial (2012)	La CUB ne dispose d'aucun outil dédié à la thématique. Le Conseil Général met lui à disposition des kit pour diffusion d'information notamment sur le compostage.									
Etap es clés	Action projetée 2013		2012 -	2013 -	2013 -	2014	2015	2016	Qui?	
	Développée en 2 sous actions		2nd sem.	1er sem.	2nd sem.					
	1	Mise en place d'un marché pour la création d'outils de communication qui soit en adéquation avec les besoins des ambassadeurs								Chargée de mission
	2	Prêt des outils de communication aux communes, associations (création d'un catalogue d'outils)								Chargée de mission + Ambassadeurs
Estimation du coût			2012	2013		2014		2015		2016
	Enveloppe de développement d'outils					12 000 €				
	Total an		0 €	0 €		12 000 €		0 €		0 €
	Total PLPD		12 000 €							
Estimation des moyens humains			2012	2013		2014		2015		2016
	Interne	Chargée de mission Ambassadeurs		0,15 ETP		0,01 ETP 0,01 ETP		0,01 ETP 0,01 ETP		0,01 ETP 0,01 ETP
II. OBJECTIF ET CIBLE DE L'ACTION										
	L'impact sur le gisement global est difficilement quantifiable.									
III. INDICATEURS D'ACTIVITES ET D'IMPACT										
Indicateurs de moyens	Pas d'indicateur									
			2012	2013		2014		2015		2016
	Objectifs									
	Résultats									
Indicateurs de réalisation	Nombre de kit outils réalisés									
			2012	2013		2014		2015		2016
	Objectifs			à définir		à définir		à définir		à définir
	Résultats									
Indicateurs de participation	Nombre de prêt d'outil									
			2012	2013		2014		2015		2016
	Objectifs									
	Résultats									
Indicateurs de quantités de déchets évités	Pas d'indicateur									
			2012	2013		2014		2015		2016
	Objectifs									
	Résultats									

IV. PARTENAIRES ET RELAIS MOBILISES

Partenaires	Nature du partenariat				
	Financier	Technique	Humain	Matériel	Autre
Conseil Général		x	x		
		Conseil à la conception d'outil			
Relais	Stade d'intervention				
Associations présentes sur le territoire		Diffusion d'information sur les outils à disposition			

Action éco-exemplaire de la collectivité

Actions identifiées	18 - Réduire et gérer in-situ les déchets verts des services
	19 - Réduire la consommation de papier
	20 - Développer les techniques alternatives à l'utilisation des produits dangereux dans la collectivité
	21 - Acheter Eco-responsable
	22 - Assurer le réemploi du mobilier et des DEEE
	23 - Promouvoir la consommation d'eau du robinet
	24 - Favoriser les manifestations publiques responsables
	25 - Sensibilisation à la réduction du gaspillage alimentaire

Action n°18 - Réduire et gérer in-situ les déchets verts des services

Porteur de projet CUB - Communes

I. DESCRIPTIF DE L'ACTION

il s'agira de développer les actions pour un résultat poussé à son optimal en assurant un relais sur les retours d'expériences.

Contexte et enjeux		Le gisement concerné est difficile à estimer, il comprend une partie des 2 flux suivants :																																																	
		Gisement déchets verts des services communes		12 194	T/an																																														
		Gisement déchets verts des services CUB		491	T/an																																														
		Part attribuables à des collectes auprès des ménages		-	8 692	T/an																																													
				3 993	T/an																																														
Etat initial (2012)		L'ensemble des communes est déjà actives, notamment via leur agenda 21, sur la thématique des déchets verts.																																																	
Etapas clés de l'action		<table><tr><th colspan="2">Action en cours</th><th>2012 -</th><th>2013 -</th><th>2013 -</th><th>2014</th><th>2015</th><th>2016</th><th rowspan="2">Qui?</th></tr><tr><th colspan="2">Développée en 3 sous actions</th><th>2nd sem.</th><th>1er sem.</th><th>2nd sem.</th><th></th><th></th><th></th></tr><tr><td>1</td><td>Généraliser de la gestion differenciée des espaces verts CUB (adaptation des espèces, broyage sur site)</td><td>engagé</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td>Chargée de mission + chargés de mission Agenda 21 des communes</td></tr><tr><td>2</td><td>Création d'une plate forme de broyage à Pessac (prévue pour 2013)</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td>Chargée de mission</td></tr><tr><td>3</td><td>Mise en place de composteurs sur les sites (pour tous les biodechets)- Mise en place sur Bègles et en fonction du retour d'expérience voir si possible de l'étendre sur d'autres sites</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td>Chargée de mission + chargés de mission Agenda 21 des communes</td></tr></table>						Action en cours		2012 -	2013 -	2013 -	2014	2015	2016	Qui?	Développée en 3 sous actions		2nd sem.	1er sem.	2nd sem.				1	Généraliser de la gestion differenciée des espaces verts CUB (adaptation des espèces, broyage sur site)	engagé						Chargée de mission + chargés de mission Agenda 21 des communes	2	Création d'une plate forme de broyage à Pessac (prévue pour 2013)							Chargée de mission	3	Mise en place de composteurs sur les sites (pour tous les biodechets)- Mise en place sur Bègles et en fonction du retour d'expérience voir si possible de l'étendre sur d'autres sites							Chargée de mission + chargés de mission Agenda 21 des communes
Action en cours		2012 -	2013 -	2013 -	2014	2015	2016	Qui?																																											
Développée en 3 sous actions		2nd sem.	1er sem.	2nd sem.																																															
1	Généraliser de la gestion differenciée des espaces verts CUB (adaptation des espèces, broyage sur site)	engagé						Chargée de mission + chargés de mission Agenda 21 des communes																																											
2	Création d'une plate forme de broyage à Pessac (prévue pour 2013)							Chargée de mission																																											
3	Mise en place de composteurs sur les sites (pour tous les biodechets)- Mise en place sur Bègles et en fonction du retour d'expérience voir si possible de l'étendre sur d'autres sites							Chargée de mission + chargés de mission Agenda 21 des communes																																											
Estimation du coût		2012		2013		2014		2015		2016																																									
Total an		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €																																									
Total PLPD						0 €																																													
Estimation des moyens humains		2012		2013		2014		2015		2016																																									
Interne	Chargée de mission	0,02 ETP		0,03 ETP		0,03 ETP		0,02 ETP		0,02 ETP																																									
Externe	Chargés de mission agenda 21	Bilan à réaliser avec eux																																																	

II. OBJECTIF ET CIBLE DE L'ACTION

L'impact sur le gisement global est difficilement quantifiable, on peut toutefois fixer un objectif à - 20% soit :

799 T/an

III. INDICATEURS D'ACTIVITES ET D'IMPACT						
Indicateurs de moyens	Pas d'indicateur					
		2012	2013	2014	2015	2016
	Objectifs		à définir			
Résultats						
Indicateurs de réalisation	Pas d'indicateur					
		2012	2013	2014	2015	2016
	Objectifs					
Résultats						
Indicateurs de participation	Nombre de communes ayant développées des actions					
		2012	2013	2014	2015	2016
	Objectifs		à définir	à définir	à définir	à définir
Résultats						
Indicateurs de quantités de déchets évités	Suivi du tonnage de déchets verts pris en charge pour les communes et les service de la CUB					
		2012	2013	2014	2015	2016
	Objectifs					
Résultats		12 685 t	12 485 t	12 285 t	12 086 t	11 886 t
IV. PARTENAIRES ET RELAIS MOBILISES						
	Partenaires	Nature du partenariat				
		Financier	Technique	Humain	Matériel	Autre
		Responsable agendas 21 des communes				
		x		x	x	
		Développement des initiatives				
	Relais	Stade d'intervention				
		Services en charge de la gestion des déchets verts à la CUB et dans les communes				
		Relais communication pour l'information				
V. MODE DE COMMUNICATION						
	Mobilisation des partenaires et des agents					
	Accompagner et donner les moyens aux agents afin de réduire les productions de déchets dans leur pratique professionnelle quotidienne.					
	Améliorer la connaissance sur les déchets et les modalitéde réduction à disposition.					
	Mettre en valeur les alternatives et favoriser l'initiative et les pratiques de réduction développées.					
	Valorisation des résultats					
	Valorisation par affichage sur les panneaux à destination des agents					
	CUB Echo					
	Intranet					
	Les mêmes vecteurs de communication peuvent être utilisés pour l'ensemble des actions qui seront portées au sein de la CUB					

Action n°19 - Réduire la consommation de papier																																																																								
Porteur de projet		Direction des moyens logistiques et du courrier																																																																						
I. DESCRIPTIF DE L'ACTION																																																																								
Il s'agira de poursuivre le développement de certaines actions et d'aller encore plus loin dans l'évolution des comportements.																																																																								
Contexte et enjeux		Le gisement initial est difficile à estimer.																																																																						
Etat initial (2012)		Les initiatives sur la réduction de ce flux sont déjà bien engagées. Une réduction de 10T est enregistrée entre 2010 et 2011 grâce à la diminution du grammage de papier.																																																																						
Etapas clés de l'action		<table><tr><th colspan="2">Action en cours Développée en 6 sous actions</th><th>2012 - 2nd sem.</th><th>2013 - 1er sem.</th><th>2013 - 2nd sem.</th><th>2014</th><th>2015</th><th>2016</th><th>Qui?</th></tr><tr><td>1</td><td>Utiliser du papier de grammage plus faible</td><td>engagé</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td>Direction logistique</td></tr><tr><td>2</td><td>Supprimer les imprimantes individuelles, en généralisant le recto-verso, le "2vue par page"...</td><td>engagé</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td>Direction logistique</td></tr><tr><td>3</td><td>Interrogation des communes sur leur besoin réel en impression pour les instances communautaires</td><td>engagé</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td>Direction logistique</td></tr><tr><td>4</td><td>Routage automatique vers le service repro des demandes d'impression supérieure à 5 exemplaires</td><td>engagé</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td>Direction logistique</td></tr><tr><td>5</td><td>Mise en place du tri dans les bureaux (un préalable à la prévention)- étude en cours - tri effectif en 2014</td><td>engagé</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td>Chargée de mission, ambassadeurs</td></tr><tr><td>6</td><td>Sensibiliser les agents à la réduction de la consommation de papier puis autres comportements éco-responsable (réalisation d'un guide de l'agent éco-responsable), formation à l'archivage des mails</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td>Chargée de mission, ambassadeurs</td></tr></table>								Action en cours Développée en 6 sous actions		2012 - 2nd sem.	2013 - 1er sem.	2013 - 2nd sem.	2014	2015	2016	Qui?	1	Utiliser du papier de grammage plus faible	engagé						Direction logistique	2	Supprimer les imprimantes individuelles, en généralisant le recto-verso, le "2vue par page"...	engagé						Direction logistique	3	Interrogation des communes sur leur besoin réel en impression pour les instances communautaires	engagé						Direction logistique	4	Routage automatique vers le service repro des demandes d'impression supérieure à 5 exemplaires	engagé						Direction logistique	5	Mise en place du tri dans les bureaux (un préalable à la prévention)- étude en cours - tri effectif en 2014	engagé						Chargée de mission, ambassadeurs	6	Sensibiliser les agents à la réduction de la consommation de papier puis autres comportements éco-responsable (réalisation d'un guide de l'agent éco-responsable), formation à l'archivage des mails							Chargée de mission, ambassadeurs
Action en cours Développée en 6 sous actions		2012 - 2nd sem.	2013 - 1er sem.	2013 - 2nd sem.	2014	2015	2016	Qui?																																																																
1	Utiliser du papier de grammage plus faible	engagé						Direction logistique																																																																
2	Supprimer les imprimantes individuelles, en généralisant le recto-verso, le "2vue par page"...	engagé						Direction logistique																																																																
3	Interrogation des communes sur leur besoin réel en impression pour les instances communautaires	engagé						Direction logistique																																																																
4	Routage automatique vers le service repro des demandes d'impression supérieure à 5 exemplaires	engagé						Direction logistique																																																																
5	Mise en place du tri dans les bureaux (un préalable à la prévention)- étude en cours - tri effectif en 2014	engagé						Chargée de mission, ambassadeurs																																																																
6	Sensibiliser les agents à la réduction de la consommation de papier puis autres comportements éco-responsable (réalisation d'un guide de l'agent éco-responsable), formation à l'archivage des mails							Chargée de mission, ambassadeurs																																																																
Estimation du coût		<table><tr><th></th><th>2012</th><th>2013</th><th>2014</th><th>2015</th><th>2016</th></tr><tr><td>Total an</td><td>0 €</td><td>0 €</td><td>0 €</td><td>0 €</td><td>0 €</td></tr><tr><td>Total PLPD</td><td colspan="5">0 €</td></tr></table>									2012	2013	2014	2015	2016	Total an	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	Total PLPD	0 €																																																	
	2012	2013	2014	2015	2016																																																																			
Total an	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €																																																																			
Total PLPD	0 €																																																																							
Estimation des moyens humains		<table><tr><th></th><th>2012</th><th>2013</th><th>2014</th><th>2015</th><th>2016</th></tr><tr><td rowspan="3">Interne</td><td>Chargée de mission</td><td>0,02 ETP</td><td>0,02 ETP</td><td>0,12 ETP</td><td>0,09 ETP</td><td>0,09 ETP</td></tr><tr><td>Ambassadeurs</td><td>0,00 ETP</td><td>0,00 ETP</td><td>0,01 ETP</td><td>0,01 ETP</td><td>0,09 ETP</td></tr><tr><td>Chargés de mission logistique et courrier</td><td colspan="5">Bilan à réaliser avec eux</td></tr></table>									2012	2013	2014	2015	2016	Interne	Chargée de mission	0,02 ETP	0,02 ETP	0,12 ETP	0,09 ETP	0,09 ETP	Ambassadeurs	0,00 ETP	0,00 ETP	0,01 ETP	0,01 ETP	0,09 ETP	Chargés de mission logistique et courrier	Bilan à réaliser avec eux																																										
	2012	2013	2014	2015	2016																																																																			
Interne	Chargée de mission	0,02 ETP	0,02 ETP	0,12 ETP	0,09 ETP	0,09 ETP																																																																		
	Ambassadeurs	0,00 ETP	0,00 ETP	0,01 ETP	0,01 ETP	0,09 ETP																																																																		
	Chargés de mission logistique et courrier	Bilan à réaliser avec eux																																																																						
II. OBJECTIF ET CIBLE DE L'ACTION																																																																								
L'impact sur le gisement global est difficilement quantifiable.																																																																								

III. INDICATEURS D'ACTIVITES ET D'IMPACT						
Indicateurs de moyens	Pas d'indicateur					
	Objectifs	2012	2013	2014	2015	2016
Résultats	à définir					
Indicateurs de réalisation	Pas d'indicateur					
	Objectifs	2012	2013	2014	2015	2016
Résultats						
Indicateurs de participation	Suivi des consommations de papier par direction					
	Objectifs	2012	2013	2014	2015	2016
Résultats	à définir					
Indicateurs de quantités de déchets évités	Poids de papier évités					
	Objectifs	2012	2013	2014	2015	2016
Résultats	-10 tonnes					
IV. PARTENAIRES ET RELAIS MOBILISES						
	Partenaires	Nature du partenariat				
		Financier	Technique	Humain	Matériel	Autre
		DCTD	x	x	x	
		Assistance pour la communication de proximité avec les ambassadeurs				

Action n°20 - Développer les techniques alternatives à l'utilisation des produits dangereux dans la collectivité

Porteur de projet : Direction collecte et traitement des déchets + direction logistique et courrier

I. DESCRIPTIF DE L'ACTION

Il s'agira de poursuivre le développement de certaines actions et d'initier les démarches sur les autres produits après inventaire de ces derniers.

Contexte et enjeux		Le gisement initial est difficile à estimer.									
Etat initial (2012)		Pas ou peu d'initiative sur les produits de ménages. La démarche est en revanche bien développée pour les produits phytosanitaires.									
Etapes clés de l'action		Action en cours		2012 -	2013 -	2013 -	2014	2015	2016	Qui?	
		Développée en 4 sous actions		2nd sem.	1er sem.	2nd sem.					
		1	Etablir un bilan des produits dangereux utilisés (en lien avec le CHSCT), lister les produits à éviter et les alternatives pouvant être proposées (aux produits d'entretien et phytosanitaires)								Chargée de mission
		2	Mettre en place des outils adaptés : centrales vapeur, centrales de dilution, et des produits alternatifs via les marchés concernés								Direction logistique
		3	Sensibiliser et former les agents aux nouvelles techniques								Direction logistique + chargée de mission
		4	Mieux gérer le végétal associé à la voirie (lien avec fiche A21 action n°24)								Direction logistique
Estimation du coût			2012	2013	2014	2015	2016				
		Total an	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €				
		Total PLPD			0 €						
Estimation des moyens humains			2012	2013	2014	2015	2016				
		Interne	Chargée de mission			0,01 ETP	0,06 ETP	0,05 ETP			
			Ambassadeurs			0,00 ETP	0,02 ETP	0,02 ETP			
			Chargés de mission logistique et courrier			Bilan à réaliser avec eux					

II. OBJECTIF ET CIBLE DE L'ACTION

L'impact sur le gisement global est difficilement quantifiable.

III. INDICATEURS D'ACTIVITES ET D'IMPACT						
Indicateurs de moyens	Pas d'indicateur					
		2012	2013	2014	2015	2016
	Objectifs Résultats					
Indicateurs de réalisation	Pas d'indicateur					
		2012	2013	2014	2015	2016
	Objectifs Résultats					
Indicateurs de participation	Pas d'indicateur					
		2012	2013	2014	2015	2016
	Objectifs Résultats					
Indicateurs de quantités de déchets évités	Quantités de déchets dangereux non achetées					
		2012	2013	2014	2015	2016
	Objectifs Résultats			à définir	à définir	à définir
IV. PARTENAIRES ET RELAIS MOBILISES						
	Partenaires	Nature du partenariat				
		Financier	Technique	Humain	Matériel	Autre
		Direction de la proximité				
			x	x	x	
		Assistance au bilan et aux actions à mettre en œuvre				
	Relais	Stade d'intervention				
		Directions de la mobilité, eau				
		Relais communication pour l'information				

Action n°21 - Acheter Eco-responsable										
Porteur de projet	Service commande publique									
I. DESCRIPTIF DE L'ACTION										
Il s'agira de poursuivre le développement de ces actions et d'assurer le respect des critères de réalisation des prestations demandés dans les consultations.										
Contexte et enjeux	Le gisement initial est difficile à estimer.									
Etat initial (2010)	Depuis 2006 (données 2010) : 103 marchés intégrant des dispositions environnementales 80 réunions auprès des services pour l'intégration de ces clauses dans les marchés									
Etapes clés de l'action	Action en cours		2012 - 2nd sem.		2013 - 1er sem.	2013 - 2nd sem.	2014	2015	2016	Qui?
	Développée en 3 sous actions									
	1	Travailler sur la poursuite de l'intégration des critères environnementaux dans les marchés (clauses de labellisation, reprise recyclage) lien avec fiche A21 action n° 5							Commande publique	
	2	Action précédente à développer sur les marchés de travaux							Commande publique	
	3	Développer une formation pour intégrer le suivi, par le chef de projet, du respect des conditions environnementales défini aux marchés							Commande publique + ensemble des directions	
Estimation du coût			2012	2013		2014		2015		2016
	Total an		0 €	0 €		0 €		0 €		0 €
	Total PLPD		0 €							
Estimation des moyens humains			2012	2013		2014		2015		2016
	Interne	Chargée de mission Chargés de mission commande publique	0,01 ETP	0,01 ETP		0,01 ETP		0,01 ETP		0,01 ETP
Bilan à réaliser avec eux										
II. OBJECTIF ET CIBLE DE L'ACTION										
	L'impact sur le gisement global est difficilement quantifiable.									
III. INDICATEURS D'ACTIVITES ET D'IMPACT										
Indicateurs de moyens	Nombre de réunions d'informations									
			2012	2013		2014		2015		2016
	Objectifs	Résultats								
Indicateurs de réalisation	Nombre annuel de marchés									
			2012	2013		2014		2015		2016
	Objectifs	Résultats								
Indicateurs de participation	Pas d'indicateur									
			2012	2013		2014		2015		2016
	Objectifs	Résultats								
Indicateurs de quantités de déchets évités	Quantités de déchets dangereux non achetées									
			2012	2013		2014		2015		2016
	Objectifs	Résultats			à définir		à définir		à définir	

IV. PARTENAIRES ET RELAIS MOBILISES

Partenaires	Nature du partenariat				
	Financier	Technique	Humain	Matériel	Autre
Direction de la proximité		x	x	x	
	Assistance au bilan et aux actions à mettre en œuvre				
Relais	Stade d'intervention				
Ensemble des responsables marchés au sein des directions	Relais communication pour l'information, intégration dans les critères de marché				

Action n°22 - Assurer le réemploi du mobilier et des DEEE																																																						
Porteur de projet		Direction des services informatiques@Direction de la logistique																																																				
I. DESCRIPTIF DE L'ACTION																																																						
De nombreuses actions sont déjà initiées sur les DEEE et le mobilier. Ces actions seront à pérenniser																																																						
Contexte et enjeux		Le gisement initial est difficile à estimer.																																																				
Etat initial (2012)		Important renouvellement d'écrans dirigé vers les associations en 2012 Proposition du mobilier à renouveler aux structures de réemploi et réutilisation																																																				
Etapes clés de l'action		<table><tr><td colspan="2">Action en cours</td><td>2012 -</td><td>2013 -</td><td>2013 -</td><td>2014</td><td>2015</td><td>2016</td><td></td></tr><tr><td colspan="2">Développée en 3 sous actions</td><td>2nd sem.</td><td>1er sem.</td><td>2nd sem.</td><td></td><td></td><td></td><td>Qui?</td></tr><tr><td>1</td><td>Etude sur le réemploi en interne et interrogation à mener sur la durée de vie des équipements</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td>Direction de l'informatique</td></tr><tr><td>2</td><td>Mettre à disposition les DEEE et mobilier renouvelés à des associations (déjà engagé et voir pour généralisation)</td><td>engagé</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td>Informatique + logistique</td></tr><tr><td>3</td><td>Orienter vers des recycleries le mobilier réformé</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td>Informatique + logistique</td></tr></table>								Action en cours		2012 -	2013 -	2013 -	2014	2015	2016		Développée en 3 sous actions		2nd sem.	1er sem.	2nd sem.				Qui?	1	Etude sur le réemploi en interne et interrogation à mener sur la durée de vie des équipements							Direction de l'informatique	2	Mettre à disposition les DEEE et mobilier renouvelés à des associations (déjà engagé et voir pour généralisation)	engagé						Informatique + logistique	3	Orienter vers des recycleries le mobilier réformé							Informatique + logistique
Action en cours		2012 -	2013 -	2013 -	2014	2015	2016																																															
Développée en 3 sous actions		2nd sem.	1er sem.	2nd sem.				Qui?																																														
1	Etude sur le réemploi en interne et interrogation à mener sur la durée de vie des équipements							Direction de l'informatique																																														
2	Mettre à disposition les DEEE et mobilier renouvelés à des associations (déjà engagé et voir pour généralisation)	engagé						Informatique + logistique																																														
3	Orienter vers des recycleries le mobilier réformé							Informatique + logistique																																														
Estimation du coût			2012		2013		2014		2015	2016																																												
Total an			0 €		0 €		0 €		0 €	0 €																																												
Total PLPD							0 €																																															
Estimation des moyens humains			2012		2013		2014		2015	2016																																												
Interne		Chargée de mission	0,00 ETP		0,00 ETP		0,00 ETP		0,19 ETP	0,00 ETP																																												
		Chargés de mission logistique et informatique								Bilan à réaliser avec eux																																												
II. OBJECTIF ET CIBLE DE L'ACTION																																																						
		L'impact sur le gisement global est difficilement quantifiable.																																																				
III. INDICATEURS D'ACTIVITES ET D'IMPACT																																																						
Indicateurs de moyens		Pas d'indicateur																																																				
			2012		2013		2014		2015	2016																																												
Objectifs																																																						
Résultats																																																						
Indicateurs de réalisation		Nombre de pièce de mobilier renouvelé/nombre de pièce de mobilier orienté vers le réemploi																																																				
			2012		2013		2014		2015	2016																																												
Objectifs									à définir																																													
Résultats																																																						
		Evolution des achats informatique																																																				
			2012		2013		2014		2015	2016																																												
Objectifs									à définir																																													
Résultats																																																						
Indicateurs de participation		Pas d'indicateur																																																				
			2012		2013		2014		2015	2016																																												
Objectifs																																																						
Résultats																																																						
Indicateurs de quantités de déchets évités		Pas d'indicateur																																																				
			2012		2013		2014		2015	2016																																												
Objectifs																																																						
Résultats																																																						

IV. PARTENAIRES ET RELAIS MOBILISES

Partenaires	Nature du partenariat				
	Financier	Technique	Humain	Matériel	Autre
Direction de l'informatique		x	x	x	
		Assistance au bilan et aux actions à mettre en œuvre			
Direction de la logistique		x	x	x	
		Assistance au bilan et aux actions à mettre en œuvre			

Action n°23 - Promouvoir la consommation d'eau du robinet																																																						
Porteur de projet		Direction de la logistique																																																				
I. DESCRIPTIF DE L'ACTION																																																						
Des actions sont planifiées sur le raccordement des fontaines au réseau, des mugs ont été distribués il y a quelques années. Ces actions seront à développer ou à relancer.																																																						
Contexte et enjeux		Le gisement initial est difficile à estimer.																																																				
Etat initial (2012)		Le développement des fontaines reliées aux réseau est à l'étude. Divers actions ont été menées il y a quelques années et pourront être relancées.																																																				
Etapes clés de l'action		<table><tr><td colspan="2">Actionprojetée</td><td>2012 -</td><td>2013 -</td><td>2013 -</td><td>2014</td><td>2015</td><td>2016</td><td></td></tr><tr><td colspan="2">Développée en 3 sous actions</td><td>2nd sem.</td><td>1er sem.</td><td>2nd sem.</td><td></td><td></td><td></td><td>Qui?</td></tr><tr><td>1</td><td>Mettre en place des fontaines d'eau reliées au réseau</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td>logistique</td></tr><tr><td>2</td><td>Relance de l'opération de distribution des mug aux agents et distribution des carafes en veillant aux conditions de nettoyage</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td>Logistique + com</td></tr><tr><td>3</td><td>Diffusion de message interne sur la qualité de l'eau (en utilisant notamment le vecteur de la fête de l'eau)</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td>Com. + eau</td></tr></table>								Actionprojetée		2012 -	2013 -	2013 -	2014	2015	2016		Développée en 3 sous actions		2nd sem.	1er sem.	2nd sem.				Qui?	1	Mettre en place des fontaines d'eau reliées au réseau							logistique	2	Relance de l'opération de distribution des mug aux agents et distribution des carafes en veillant aux conditions de nettoyage							Logistique + com	3	Diffusion de message interne sur la qualité de l'eau (en utilisant notamment le vecteur de la fête de l'eau)							Com. + eau
Actionprojetée		2012 -	2013 -	2013 -	2014	2015	2016																																															
Développée en 3 sous actions		2nd sem.	1er sem.	2nd sem.				Qui?																																														
1	Mettre en place des fontaines d'eau reliées au réseau							logistique																																														
2	Relance de l'opération de distribution des mug aux agents et distribution des carafes en veillant aux conditions de nettoyage							Logistique + com																																														
3	Diffusion de message interne sur la qualité de l'eau (en utilisant notamment le vecteur de la fête de l'eau)							Com. + eau																																														
Estimation du coût		2012		2013		2014		2015		2016																																												
								à définir		à définir																																												
Total an		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €																																												
Total PLPD						0 €																																																
Estimation des moyens humains		2012		2013		2014		2015		2016																																												
Interne		Chargée de mission						0,03 ETP		0,00 ETP																																												
		Chargés de mission logistique				Bilan à réaliser avec eux																																																
II. OBJECTIF ET CIBLE DE L'ACTION																																																						
L'impact sur le gisement global est difficilement quantifiable.																																																						

III. INDICATEURS D'ACTIVITES ET D'IMPACT					
Indicateurs de moyens	Nb d'agents par fontaine				
		2012	2013	2014	2015
	Objectifs				à définir
	Résultats				
	Nombre de mugs distribué				
		2012	2013	2014	2015
Indicateurs de réalisation	Objectifs				à définir
	Résultats				
	Nombre de carafe en service				
		2012	2013	2014	2015
	Objectifs				à définir
	Résultats				
Indicateurs de participation	Taux de dotation en mug des agents				
		2012	2013	2014	2015
	Objectifs				à définir
	Résultats				
	Enquête interne sur l'utilisation des mugs				
		2012	2013	2014	2015
Indicateurs de quantités de déchets évités	Objectifs				2016
	Résultats				
	Comptage des gobelets évités grâce au suivi du marché actuel de fourniture de bombonne d'eau				
		2012	2013	2014	2015
	Objectifs				2016
	Résultats				
IV. PARTENAIRES ET RELAIS MOBILISES					
	Partenaires	Nature du partenariat			
		Financier	Technique	Humain	Matériel
	Direction de la communication		x	x	x
		Diffuser les mug au personnel, relayer l'information sur la qualité de l'eau			
	Direction de l'eau		x	x	x
		Transmission d'information sur la qualité de l'eau distribuée			

Action n°24 - Favoriser les manifestations publiques responsables																																					
Porteur de projet		Direction de la logistique, de la communication et de la collecte et du traitement des déchets																																			
I. DESCRIPTIF DE L'ACTION																																					
Les actions d'accompagnement prévues dans les actions à destination des ménages seront à mettre en œuvre sur les actions accompagnées financièrement et/ou logistiquement par la CUB mais également sur les manifestations interne à la CUB.																																					
Contexte et enjeux		Le gisement initial est difficile à estimer.																																			
Etat initial (2012)		Des actions sont portées par le Conseil Général																																			
Etapes clés de l'action		<table><tr><th colspan="2">Action en cours Développée en 1 sous action</th><th>2012 - 2nd sem.</th><th>2013 - 1er sem.</th><th>2013 - 2nd sem.</th><th>2014</th><th>2015</th><th>2016</th><th>Qui?</th></tr><tr><td>1</td><td>Appliquer le principe manifestation responsable en interne (arbre de Noël, vœux à la population...) Buffet 0 déchets, Réutilisation du mobilier, jouets responsables...</td><td colspan="2">engagé</td><td colspan="2"></td><td></td><td></td><td></td><td rowspan="2">logistique + chargée de mission</td></tr><tr><td colspan="9">Nota : une importante partie des actions sur les manifestations est traitée dans le volet destiné au ménages</td></tr></table>								Action en cours Développée en 1 sous action		2012 - 2nd sem.	2013 - 1er sem.	2013 - 2nd sem.	2014	2015	2016	Qui?	1	Appliquer le principe manifestation responsable en interne (arbre de Noël, vœux à la population...) Buffet 0 déchets, Réutilisation du mobilier, jouets responsables...	engagé							logistique + chargée de mission	Nota : une importante partie des actions sur les manifestations est traitée dans le volet destiné au ménages								
Action en cours Développée en 1 sous action		2012 - 2nd sem.	2013 - 1er sem.	2013 - 2nd sem.	2014	2015	2016	Qui?																													
1	Appliquer le principe manifestation responsable en interne (arbre de Noël, vœux à la population...) Buffet 0 déchets, Réutilisation du mobilier, jouets responsables...	engagé							logistique + chargée de mission																												
Nota : une importante partie des actions sur les manifestations est traitée dans le volet destiné au ménages																																					
Estimation du coût				2012	2013	2014		2015	2016																												
		Total an		0 €	0 €	0 €		0 €	0 €																												
		Total PLPD																																			
Estimation des moyens humains				2012	2013	2014		2015	2016																												
		Interne	Chargée de mission Chargés de mission logistique	0,02 ETP	0,02 ETP	0,02 ETP		0,02 ETP	0,02 ETP																												
				Bilan à réaliser avec eux																																	
II. OBJECTIF ET CIBLE DE L'ACTION																																					
		L'impact sur le gisement global est difficilement quantifiable.																																			
III. INDICATEURS D'ACTIVITES ET D'IMPACT																																					
Indicateurs de moyens		Pas d'indicateur																																			
				2012	2013	2014		2015	2016																												
		Objectifs																																			
		Résultats																																			
Indicateurs de réalisation		Nombre de manifestations interne ayant répondues aux prescriptions minimales																																			
				2012	2013	2014		2015	2016																												
		Objectifs																																			
		Résultats																																			
Indicateurs de participation		Pas d'indicateur																																			
				2012	2013	2014		2015	2016																												
		Objectifs																																			
		Résultats																																			
Indicateurs de quantités de déchets évités		Pas d'indicateur																																			
				2012	2013	2014		2015	2016																												
		Objectifs																																			
		Résultats																																			

IV. PARTENAIRES ET RELAIS MOBILISÉS

Partenaires	Nature du partenariat				
	Financier	Technique	Humain	Matériel	Autre
Direction de la communication		x	x	x	
		Recensement des actions			
Direction de la logistique		x	x	x	
		Mise en œuvre des prescriptions			

Action n°24 - Favoriser les manifestations publiques responsables																																													
Porteur de projet		Direction de la logistique, de la communication et de la collecte et du traitement des déchets																																											
I. DESCRIPTIF DE L'ACTION																																													
Des actions ont été développées sur la base du bilan réalisé en 2011. Il s'agit de pérenniser ces actions.																																													
Contexte et enjeux		Le gisement initial correspond (selon les caractérisations réalisées) à environ 15 tonnes par an.																																											
Etat initial (2012)		Des actions ont déjà été développés sur le bilan initiale réalisé en 2011.																																											
Etapes clés de l'action		<table><tr><th colspan="2">Action en cours Développée en 3 sous actions</th><th>2012 - 2nd sem.</th><th>2013 - 1er sem.</th><th>2013 - 2nd sem.</th><th>2014</th><th>2015</th><th>2016</th><th>Qui?</th></tr><tr><td>1</td><td>Campagnes de mesures du gaspillage dans les restaurants de la CUB</td><td>engagé</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td>chargée de mission + ambassadeurs</td></tr><tr><td>2</td><td>Application des préconisations du CG33, notamment sur les différentes tailles de portions proposées</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td>logistique + chargée de mission</td></tr><tr><td>3</td><td>Réflexion connexe sur le compostage potentiel des déchets produits par les sites de restauration collective</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td>logistique + chargée de mission</td></tr></table>								Action en cours Développée en 3 sous actions		2012 - 2nd sem.	2013 - 1er sem.	2013 - 2nd sem.	2014	2015	2016	Qui?	1	Campagnes de mesures du gaspillage dans les restaurants de la CUB	engagé						chargée de mission + ambassadeurs	2	Application des préconisations du CG33, notamment sur les différentes tailles de portions proposées							logistique + chargée de mission	3	Réflexion connexe sur le compostage potentiel des déchets produits par les sites de restauration collective							logistique + chargée de mission
Action en cours Développée en 3 sous actions		2012 - 2nd sem.	2013 - 1er sem.	2013 - 2nd sem.	2014	2015	2016	Qui?																																					
1	Campagnes de mesures du gaspillage dans les restaurants de la CUB	engagé						chargée de mission + ambassadeurs																																					
2	Application des préconisations du CG33, notamment sur les différentes tailles de portions proposées							logistique + chargée de mission																																					
3	Réflexion connexe sur le compostage potentiel des déchets produits par les sites de restauration collective							logistique + chargée de mission																																					
Estimation du coût				2012	2013	2014	2015	2016																																					
Total an				0 €	0 €	0 €	0 €	0 €																																					
Total PLPD						0 €																																							
Estimation des moyens humains				2012	2013	2014	2015	2016																																					
Interne		Chargée de mission			0,05 ETP	0,00 ETP	0,05 ETP	0,00 ETP																																					
		Ambassadeurs			0,05 ETP																																								
		Chargés de mission logistique																																											
		Bilan à réaliser avec eux																																											
II. OBJECTIF ET CIBLE DE L'ACTION																																													
		L'impact sur le gisement global est difficilement quantifiable.																																											
III. INDICATEURS D'ACTIVITES ET D'IMPACT																																													
Indicateurs de moyens		Pas d'indicateur																																											
				2012	2013	2014	2015	2016																																					
Objectifs																																													
Résultats																																													
Indicateurs de réalisation		Nombre d'actions de sensibilisation menées																																											
				2012	2013	2014	2015	2016																																					
Objectifs																																													
Résultats		2 €																																											
Indicateurs de participation		Pas d'indicateur																																											
				2012	2013	2014	2015	2016																																					
Objectifs																																													
Résultats																																													
Indicateurs de quantités de déchets évités		Suivi des résultats des caractérisations témoins																																											
				2012	2013	2014	2015	2016																																					
Objectifs		à définir																																											
Résultats																																													

IV. PARTENAIRES ET RELAIS MOBILISÉS

Partenaires	Nature du partenariat				
	Financier	Technique	Humain	Matériel	Autre
Direction de la logistique		x	x	x	
		Aide à la mise en œuvre auprès de la restauration			

Actions à destination des entreprises

Actions identifiées	26 - Soutenir les actions de réduction des déchets mises en œuvre par la CMA CCI à destination des entreprises
	27 - Créer des réseaux et sensibiliser aux actions pouvant être développées en interne
	28 - Composter les biodéchets de la restauration collective

Action n°26 - Soutenir les actions de réduction des déchets mises en œuvre par la CMA CCI à destination des entreprises

Porteur de projet CCI - CMA

I. DESCRIPTIF DE L'ACTION

Il s'agit pour la CUB d'être un des vecteurs de communication sur les initiatives lancées par les 2 organismes porteurs de l'action.

Contexte et enjeux	Le gisement concerné par l'ensemble des actions à destination des entreprises est difficiles à déterminer de manière précises, étant donnée sa prise en charge avec le reste du flux.									
Etat initial (2012)	Des actions ont été engagées pour plusieurs type de déchets par ces 2 organismes. La CMA porte notamment des actions visant à la réduction des déchets dangereux dans les garages, pressings, imprimeries. Elle porte également des actions visant à promouvoir les artisans de la réparation.									
Etapas clés de l'action	Action en cours		2012 -	2013 -	2013 -	2014	2015	2016		
	Développée en 2 sous actions		2nd sem.	1er sem.	2nd sem.				Qui?	
	1	Informar sur les démarches mises en œuvre par la CMA et les CCI (relais d'information)							Chargée de mission + ambassadeurs	
	2	Association aux eco-défis							Chargée de mission + ambassadeurs + com.	
	3	Assurer un relais d'information sur les déchèteries professionnelles et les filières de traitement adaptées présentes sur le territoire	engagé							
Estimation du coût			2012	2013		2014		2015	2016	
	Total an		0 €	0 €		0 €		0 €	0 €	
	Total PLPD					0 €				
Estimation des moyens humains			2012	2013		2014		2015	2016	
	Interne	Chargée de mission	0,00 ETP	0,07 ETP		0,07 ETP		0,07 ETP	0,07 ETP	
		Ambassadeurs	0,00 ETP	0,00 ETP		0,00 ETP		0,00 ETP	0,00 ETP	

II. OBJECTIF ET CIBLE DE L'ACTION

L'impact sur le gisement global est difficilement quantifiable.

III. INDICATEURS D'ACTIVITES ET D'IMPACT							
Indicateurs de moyens	Pas d'indicateur						
		2012	2013	2014	2015	2016	
	Objectifs Résultats		à définir				
Indicateurs de réalisation	Pas d'indicateur						
		2012	2013	2014	2015	2016	
	Objectifs Résultats						
Indicateurs de participation	Nombre de connexion au relais d'infos assuré sur le site de la CUB						
		2012	2013	2014	2015	2016	
	Objectifs Résultats	mesure 0 à	à définir	à définir	à définir	à définir	
Indicateurs de quantités de déchets évités	Pas d'indicateur						
		2012	2013	2014	2015	2016	
	Objectifs Résultats						
IV. PARTENAIRES ET RELAIS MOBILISES							
	Partenaires	Nature du partenariat					
		Financier	Technique	Humain	Matériel	Autre	
	CMA CCI	x	x	x	x		
	Mises en œuvre d'actions opérationnelles sur le territoire						
	Relais	Stade d'intervention					
		Relais communication pour l'information des établissements					
	Direction entreprise et attractivité - CUB						
	Direction de la communication						
	V. MODE DE COMMUNICATION						
		Mobilisation des partenaires, des entreprises et commerçants					
Investissement des groupes de travail des CMA et CCI pour diffusion de l'information sur les actions de la CUB							
Partenariat régulier avec les chambres consulaires pour assurer une diffusion de leur actualité							
Valorisation des résultats							
Les partenaires mobilisés pourront être destinataire de la newsletter prévention destinée aux acteurs							
Une communication via les associations de commerçants, groupe d'entrepreneur permettra de toucher au plus près les entreprises							
Site internet de la CUB							
Des vecteurs de communication identiques pourront être utilisés pour l'ensemble des actions à destinations des entreprises							

Action n°27 - Créer des réseaux et sensibiliser aux actions pouvant être développées en interne

Porteur de projet Direction de la collecte et du traitement des déchets et direction des entreprises et de l'attractivité- CUB/CMA/CCI/associations commerçants

I. DESCRIPTIF DE L'ACTION

Il s'agit pour la CUB de capitaliser sur son expérience interne et de s'appuyer sur les réseaux naissant pour diffuser des retours d'expérience et développer les initiatives.

Contexte et enjeux		Le gisement concerné par l'ensemble des actions à destination des entreprises est difficiles à déterminer de manière précises, étant donnée sa prise en charge avec le reste du flux.										
Etat initial (2012)		Des actions ont débuté sur les thématique de l'environnement en partenariat en la CUB et les clubs d'entreprise, notamment de Mérignac, ainsi que l'Ecoparc.										
Etapes clés de l'action		Action projetée		2012 -	2013 -	2013 -	2014	2015	2016	Qui?		
		Développée en 6 sous actions		2nd sem.	1er sem.	2nd sem.						
		1	Etat des lieux entreprises assujetties à la redevance spéciale et sensibilisation spécifique									Chargée de mission + ambassadeurs
		2	Etat des lieux, mise en place de réseaux de club d'entreprises et sensibilisation spécifique									Chargée de mission + direction entreprises
		3	Etat des lieux, mise en place de réseaux d'entreprises témoins de l'écoparc de Blanquefort (certification Iso 14001) et sensibilisation spécifique									Chargée de mission + direction entreprises
		4	Accompagner les démarches de réduction chez les volontaires en partageant l'expérience de la CUB sur les sujets suivants : - Réduction des papiers de bureaux - Promouvoir le réemploi des mobiliers de bureaux, matériel informatique... - Utiliser l'eau du robinet sur les sites... Organiser des communication sur le sujet dans les groupes de travail préexistant dans les CMA CCI, auprès des clubs d'entreprises...									Chargée de mission + ambassadeurs
		5	Développer le principe des partenariats - étendre les expériences par compagnonnage. L'entreprise active devient ambassadeurs de l'action menée auprès des autres entreprises.									Chargée de mission + direction entreprises
		6	Actions correspondant à l'ensemble des emballages : Travailler avec les commerçants (Cf. Mon commerçant m'emballa...)									Chargée de mission + direction entreprises
Estimation du coût				2012	2013	2014		2015	2016			
		Total an		0 €	0 €	0 €		0 €	0 €			
		Total PLPD		0 €								
Estimation des moyens humains				2012	2013	2014		2015	2016			
		Interne	Chargée de mission	0,00 ETP	0,14 ETP	0,17 ETP		0,17 ETP	0,03 ETP			
			Ambassadeurs	0,00 ETP	0,00 ETP	0,20 ETP		0,12 ETP	0,10 ETP			
			Direction des entreprises et de l'attractivité							A définir avec la direction		
		Externe	Associations entrepreneurs et/ou commerçants			A définir au lancement des initiatives						

II. OBJECTIF ET CIBLE DE L'ACTION							
	L'impact sur le gisement global est difficilement quantifiable.						
III. INDICATEURS D'ACTIVITES ET D'IMPACT							
Indicateurs de moyens	Pas d'indicateur						
		2012	2013	2014	2015	2016	
Objectifs							
Résultats							
Indicateurs de réalisation	Nombre de réunions d'information organisées						
		2012	2013	2014	2015	2016	
Objectifs							
Résultats	à définir à définir à définir						
Indicateurs de participation	Nombre de projets lancés						
		2012	2013	2014	2015	2016	
Objectifs							
Résultats	à définir à définir à définir à définir						
Indicateurs de quantités de déchets évités	Pas d'indicateur						
		2012	2013	2014	2015	2016	
Objectifs							
Résultats							
IV. PARTENAIRES ET RELAIS MOBILISES							
	Partenaires	Nature du partenariat					
		Financier	Technique	Humain	Matériel	Autre	
		CMA CCI	x	x	x	x	
		Soutien et accompagnement des initiatives développées par les entreprises sur le territoire					
		Associations d'entrepreneurs/commerçants	x	x	x	x	
		Développement d'initiative, intégration des retours d'expérience dans la gestion interne des entreprises					
		Direction des entreprises et de l'attractivité	x	x	x	x	
		Assistance aux recensements + accompagnement pour le développement d'actions					
		Relais	Stade d'intervention				
			Direction de la communication				
	Relais communication pour l'information des établissements						

Action n°28 - Composter les biodéchets de la restauration collective										
Porteur de projet		Direction de la collecte et du traitement des déchets - CUB								
I. DESCRIPTIF DE L'ACTION										
Il s'agit pour la CUB en partenariat avec la CMA et la CCI de promouvoir ce type d'action en favorisant l'échange d'expérience.										
Contexte et enjeux		Le gisement concerné est difficile à estimer, il comprend une partie des 2 flux suivants :								
		Gisement putrescibles (hors DV)			35 691	T/an	soit	50,5 kg/hab./an		
		Gisement gaspillage alimentaire			11 831	T/an	soit	16,7 kg/hab./an		
					47 522	T/an	soit	67,2 kg/hab./an		
Etat initial (2012)		Des initiatives concernant l'environnement sont en cours de développement au sein d'établissements qui pourraient être concernés par ce type de problématique (chaîne de restauration rapide...). Les contraintes réglementaires à venir sur la gestion des biodéchets vont interroger ce type de pratique et pourraient servir de levier.								
Etapes clés de l'action										
		Action projeté 2016 Développée en 2 sous actions		2012 - 2nd sem.	2013 - 1er sem.	2013 - 2nd sem.	2014	2015	2016	Qui?
1		Relais d'information des structures de restauration collective (possibilité de décliner l'action selon scolaires/entreprises...) - retour d'expérience								Chargée de mission
2		Développer le programme sur la base des retours d'expérience existants								Chargée de mission
Estimation du coût					2012	2013	2014	2015	2016	
					0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
		Total an Total PLPD			0 €					
Estimation des moyens humains					2012	2013	2014	2015	2016	
		Interne	Chargée de mission		0,00 ETP	0,00 ETP	0,00 ETP	0,00 ETP	0,05 ETP	
II. OBJECTIF ET CIBLE DE L'ACTION										
		L'impact sur le gisement concerné est difficilement quantifiable et restera fonction du nombre de projets accompagnés.								
III. INDICATEURS D'ACTIVITES ET D'IMPACT										
Indicateurs de moyens		Pas d'indicateur								
					2012	2013	2014	2015	2016	
		Objectifs								
Indicateurs de réalisation		Pas d'indicateur								
					2012	2013	2014	2015	2016	
		Objectifs			150 €	150	150	150		
Indicateurs de participation		Nb d'établissements concernés, nb de repas								
					2012	2013	2014	2015	2016	
		Objectifs			à définir	à définir	à définir	à définir		
Indicateurs de quantités de déchets évités		Pas d'indicateur								
					2012	2013	2014	2015	2016	
		Objectifs								
		Résultats								

IV. PARTENAIRES ET RELAIS MOBILISÉS

Partenaires	Nature du partenariat				
	Financier	Technique	Humain	Matériel	Autre
CMA CCI	x	x	x	x	
Aide et accompagnement à la mise en œuvre					
Direction des entreprises et de l'attractivité	x	x	x	x	
Assistance aux recensements + accompagnement pour le développement d'actions					

Numéro : 1021C0355
Montant : 520 000,00 euros

CONVENTION DE FINANCEMENT

Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie

Notification du :

Entre :

L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie, établissement public de l'Etat à caractère industriel et commercial, régi par les articles L131-3 à L131-7 et R131-1 à R131-26 du code de l'environnement
ayant son siège social : 20, avenue du Grésillé - BP 90406 - 49004 ANGERS CEDEX 01
inscrite au registre du commerce d'Angers sous le n° 385 290 309
représentée par Monsieur François LOOS
agissant en qualité de Président

désignée ci-après par "**l'ADEME**"

d'une part,

Et

COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX, Communauté urbaine
Esplanade Charles de Gaulle - 33076 - BORDEAUX CEDEX
SIRET n° 24330031600011
Représentant : Monsieur Vincent FELTESSE
Agissant en qualité de Président

ci-après désigné par « le bénéficiaire »

d'autre part

Vu les règles générales d'attribution et de versement des aides financières de l'ADEME adoptées par son Conseil d'administration en date du 17/04/2008 et disponibles sur le site internet de l'ADEME à l'adresse suivante www.ademe.fr,

Vu la demande d'aide présentée par le bénéficiaire en date du 01/06/2011,

Vu l'avis favorable en date du 16/06/2011, C.R.A AQUITAINE,
Vu l'accord cadre 1121A0004 - 2011 - 2016 Communauté Urbaine de Bordeaux / Programme Local de Prévention des Déchets,
Vu la délibération du Conseil d'administration de l'ADEME n° 09-5-3 du 7 octobre 2009 relative aux aides Déchets, modifiée par la délibération n° 10-2-5 du 28 avril 2010,
Vu l'accord cadre 0921A0005 - 2009 - 2014 CG 33 Plan Départemental de Prévention des Déchets dans la Gironde,

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET

La présente convention a pour objet de définir les caractéristiques de l'opération envisagée et de fixer le montant, ainsi que les conditions d'attribution et d'utilisation de l'aide financière accordée au bénéficiaire par l'ADEME.

ARTICLE 2 – DEFINITION DE L'OPERATION

L'opération envisagée est la suivante :
Programme Local de Prévention des Déchets - Année 1

Le détail technique de cette opération figure en annexe 1 (annexe technique) à la présente convention qui en constitue de ce fait partie intégrante.

ARTICLE 3 – DUREE D'EXECUTION

La durée d'exécution de l'opération ainsi envisagée sera de 12 mois à compter de la date de notification figurant en tête de la présente convention.

Le rapport final devra être adressé à l'ADEME au plus tard quarante cinq (45) jours avant la fin de la durée d'exécution.

ARTICLE 4 – COUT TOTAL ET DEPENSES ELIGIBLES

Le montant des dépenses éligibles est fixé à 1 414 446,00 euros. Le détail estimatif du coût total et des dépenses éligibles figure en annexe 2 (annexe financière) à la présente convention qui en constitue de ce fait partie intégrante.

ARTICLE 5 – NATURE ET MONTANT DE L'AIDE ATTRIBUEE

L'aide attribuée est une subvention d'un montant de 520 000,00 euros dont les modalités de calcul sont définies en annexe financière précitée.

L'aide ainsi accordée n'entre pas dans le champ d'application de la TVA du fait de l'absence de lien direct.

ARTICLE 6 – MODALITES DE VERSEMENT

Le montant fixé en 5 ci-dessus sera versé au bénéficiaire par l'ADEME selon les modalités définies en annexe financière et conformément aux dispositions définies à l'article 6.2.2 des règles générales précitées.

ARTICLE 7 – CONDITIONS DE VERSEMENT

Le versement sera effectué sur le compte bancaire ouvert au nom du bénéficiaire :

Titulaire du compte : COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX
Code Banque : 30001
Code Guichet : 00215
N° du Compte : H3350000000
Nom de la Banque : BDF
Adresse de la Banque : BORDEAUX

Clé RIB : 50

ARTICLE 8 – REGLES GENERALES D'ATTRIBUTION ET DE VERSEMENT DES AIDES FINANCIERES DE L'ADEME

Les règles générales et leurs annexes, visées ci-dessus, s'appliquent à la présente convention et le bénéficiaire est réputé en avoir pris connaissance et y avoir adhéré, notamment concernant les dispositions particulières décrites au point 2 de l'annexe 2.

Fait en trois exemplaires originaux,
A BORDEAUX ,

Pour le « Bénéficiaire »
(Nom, Qualité, cachet)

Pour « l'ADEME »,

PROGRAMME LOCAL DE PREVENTION DES DECHETS

SYNTHESE DE PROGRAMME

Septembre 2012



Rappel des objectifs du PLPD



- 7% d'ordures ménagères et assimilées sur 5 ans

>>> Soit un objectif à -17 000 tonnes sur les bacs gris et collecte sélective

Un objectif étendu à l'ensemble des déchets par la CUB

>>> Soit un objectif à -27 000 tonnes sur l'ensemble des déchets produits sur la CUB

Un programme pour y répondre



Un programme de 28 actions sur 5 années à destination de 3 publics

- >>> 17 actions à destination des ménages**
- >>> 3 actions à destination des professionnels**
- >>> 8 actions à destination des agents de la CUB**

Des moyens humains, techniques et financiers mobilisés sur 5 ans pour atteindre les objectifs

PRESENTATION DU PROGRAMME





- > Les moyens humains présentés ci-après sont exprimés en ETP et recouvrent les besoins en chargé de mission (CM) et ambassadeurs (A) pour les 5 années du programme
- > Les moyens financiers s'entendent hors charges salariales pour les 5 années du programme
- > Un détail de ces éléments par année est proposé dans la partie éléments de synthèse en fin de présentation

Les actions pour le compostage



Le compostage individuel

Dès 2012 >>

Distribuer 8 000 à 15 000 composteurs sur 2 ans

Accompagner les ménages dans leur apprentissage avec un réseau des guides composteurs animé par la CUB : déjà 50 guides volontaires

Objectifs >>

Développer et pérenniser le compostage auprès de 15 à 20% des foyers individuels -> atteindre 11 000 tonnes de détournement par an

Moyens >>

ETP CM : 0,5 - ETP A : 2,3 - Budget : 700 K€

Le compostage collectif – immeubles, jardins partagés

A partir de 2014 >>

Mettre à disposition de syndic privé, de bailleurs, de jardins partagés plus de 1000 composteurs sur 3 ans

Accompagner les projets grâce aux ambassadeurs et au réseau des guides

Objectifs >>

Développer et pérenniser le compostage auprès de 10% des foyers collectifs -> atteindre 2500 tonnes de détournement par an

Moyens >>

ETP CM : 0,3 - ETP A : 0,6 - Budget : 100 k€

Les actions pour le compostage



Le lombri-compostage

A partir de 2014 >>

Mettre à disposition ou subventionner les outils de lombri-compostage pour un équivalent de 500 outils

Accompagner les projets grâce aux ambassadeurs et au réseau des guides

Objectifs >>

Permettre aux habitants en collectif et ne disposant pas d'espaces verts de se lancer dans le compostage

Prendre appui sur un outil pédagogique dans les écoles

-> l'impact plus faible se mesurera au nombre d'opérations lancées

Moyens >>

ETP CM : 0,15 - ETP A : 0,2 - Budget : 35 k€

Les actions contre le papier



Le développement du Stop-Pub

Dès 2013 >>

Créer un outil propre à la CUB

Diffuser largement via le journal communautaire puis via les institutions

Engagement avec les communes sur la diffusion des publications institutionnelles

Accompagner l'opération par un suivi avant/après sur le terrain pendant 2 ans

Objectifs >>

Permettre d'atteindre un taux d'apposition de 30% (aujourd'hui entre 15 et 19%), soit 100 000 boîtes aux lettres -> atteindre 1 200 tonnes de détournement par an

Moyens >>

ETP CM : 0,15 - ETP A : 0,05 - Budget : 60 k€



Les actions contre le gaspillage alimentaire



Une action ciblée sur le gaspillage en restauration collective

Dès 2012 >>

Contribuer financièrement à une expérimentation en milieu scolaire menée par une association : Suivi de l'évolution du gaspillage alimentaires dans 3 établissements

A partir de 2014 >>

Développer les actions selon les retours d'expérience en partenariat avec le milieu associatif

Objectifs >>

L'impact plus précis sera mesuré à l'issue de l'expérimentation
-> l'enjeu étant de 150g/repas/élève

Moyens >>

ETP CM : 0,1 - Budget : 13 K€

Une action ciblée sur le gaspillage au sein des foyers

A partir de 2013 >>

Appuyer financièrement et logistiquement les associations pour un minimum de 8 actions de sensibilisation par an : caddy témoins, atelier de cuisine sur les marchés... pendant les 5 années du programme

Objectifs >>

A la mesure des actions envisagées un objectif de détournement de 10% du potentiel est fixé -> soit environ 1 200 tonnes par an

Moyens >>

ETP CM : 0,15 - ETP A : 0,5 - Budget : 5 k€

Les actions pour le réemploi



Améliorer la visibilité des acteurs du réemploi, de la réparation

Dès 2012 >>

Finaliser et mettre en ligne l'annuaire des réparateurs du territoire
Puis poursuivre la diffusion de cette information, notamment via le site internet

Objectifs >>

Permettre l'accès à une information simple pour trouver des solutions de proximité
Détourner 600 tonnes par an de déchet par la réparation ou le réemploi

Moyens >>

ETP CM : 0,1

Développer le réemploi des textiles

Dès 2012 >>

- > Communiquer auprès des communes via les responsables agenda 21 et les « élus ambassadeurs », les collecteurs partenaires pour lever les freins (craintes sur la propreté, la pérennité des associations caritatives) pour atteindre 1 colonne pour 2000 habitants, soit déployer 100 colonnes en 2 ans
- > Implanter des colonnes dans les déchèteries

Objectifs >>

Détourner 50% des textiles encore dans le bac gris et 100% des textiles des centres de recyclage -> Atteindre plus de 3 000 tonnes de détournement par an

Moyens >>

ETP CM : 0,25

Les actions pour le réemploi



Développer les structures de réemplois – Soutien à 4 sites de recycleries

Dès 2012 >>

Bordeaux -> convention de mise à disposition de locaux

Travailler avec les bailleurs sur flux à récupérer

A partir de 2013 >>

Soutenir financièrement le développement d'un site rive droite

Création de 2 recycleries sur les communes de Bègles et Pessac : mise à disposition de locaux par la CUB, portage et exploitation par des structures de l'économie sociale et solidaire

Former des gardiens de déchèteries

Objectifs >>

Permettre l'accès à un réseau de recyclerie pour faciliter les gestes de réemploi
-> l'enjeu porte sur :

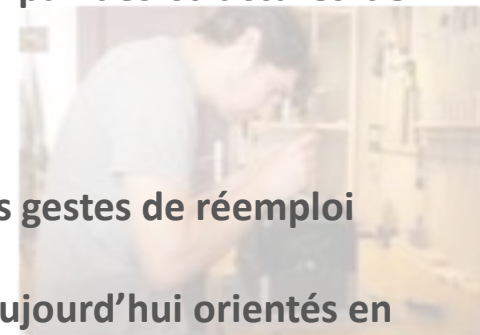
1 200 tonnes d'encombrants réemployables sans travaux aujourd'hui orientés en centre de recyclage

+ une part importante d'encombrants et de DEEE à réhabiliter

+ une part de déchets pour lesquels les bailleurs font appel aux prestations privées

Moyens >>

ETP CM : 1,36 – Budget minimal : 4 500 k€ dont 4 000 k€ d'investissement bâtiment



Les actions pour le réemploi



Créer une « recyclerie – pôle prévention » étudiante

A partir de 2013 >>

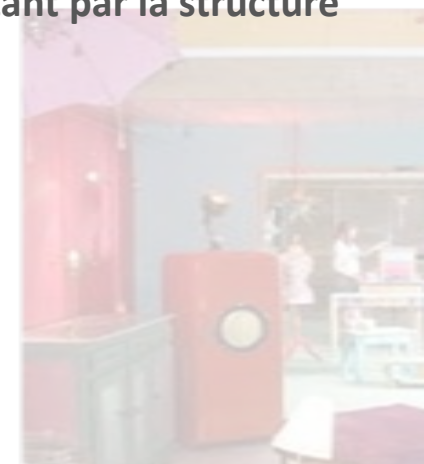
Soutenir techniquement et financièrement le montage de cette structure
Proposer un portage conjoint avec associations, université et un porteur de projet

Objectifs >>

Mettre à disposition des étudiants un point de dépôt et de récupération pour les meubles les DEEE...
Assurer une sensibilisation concrète dans ce lieu via l'organisation d'ateliers cuisine, réparation...
-> l'impact plus faible se mesurera au nombre d'unités transitant par la structure

Moyens >>

ETP CM : 0,8 - Budget : non défini



Les actions pour éviter la production des déchets



Favoriser les manifestations responsables

- A partir de 2013 >>**
- > Assister, via les ambassadeurs et les associations, chaque porteur de manifestation soutenu par la CUB dans la mise en œuvre d'actions minimales en faveur de la réduction des déchets
 - > Mettre à disposition les outils nécessaires (2000 unités de gobelets et kit couverts)
- Objectifs >>** Projet de conditionnement des financements au respect d'actions minimales
- Moyens >>** ETP CM : 0,5 - ETP A : 1,5 - Budget : 1,5 K€

Promouvoir les couches lavables

- A partir de 2015 >>**
- > Aider financièrement au développement de structures pour développer et structurer l'offre sur le territoire
 - > Soutenir techniquement un projet de crèche et un projet de maternité pilote (favoriser échange d'expérience avec d'autres territoires)
- Objectifs >>** Toucher 200 familles par an (- de 2% des nouveaux parents) -> atteindre 250 tonnes de détournement par an
- Moyens >>** ETP CM : 0,15 - Budget : non défini

Les actions pour éviter la production des déchets



Eviter la production des emballages – notamment des bouteilles d'eau

Dès 2013 >>

> Réaliser un bilan de la consommation d'eau du robinet (caractérisations de déchets)

A partir de 2014 >>

> Développer les actions de sensibilisation de type bar à eau en partenariat avec les délégataires de distribution et les associations du territoire

> Développer les fontaines dans les accueils de la CUB pour promouvoir l'eau du robinet

Objectifs >>

A la mesure des actions envisagées un objectif de détournement de 20% du potentiel est fixé -> soit environ 800 tonnes par an

Moyens >>

ETP CM : 0,2 - ETP A : 0,3

Les actions pour réduire la nocivité des déchets



Sensibiliser à la réduction de l'utilisation des déchets dangereux – développer la communication sur les modes de gestion

A partir de 2014 >>

- > Créer des « fiches outils » pour les alternatives aux déchets dangereux dans le quotidien
- > Organiser un minimum de 6 actions par an de sensibilisation à l'utilisation des alternatives et au mode de collecte appropriés via les ambassadeurs en surfaces spécialisées et déchèteries
- > Etude de mise en place de bornes spécifiques sur le domaine public, dans les déchèteries

Objectifs >>

L'impact sur le gisement global restera faible -> l'enjeu porte sur 1400 tonnes encore présentes dans les bacs gris

Moyens >>

ETP CM : 0,3 - ETP A : 0,15

Les actions pour sensibiliser à la réduction des déchets



Sensibiliser les scolaires

- Dès 2012 >>** > Plus de 20 animations par mois auprès des scolaires via les ambassadeurs et les associations des juniors du développement durable
- > Mettre à disposition des outils de compostage dans les écoles
- Objectifs >>** Toucher 1 classe d'âge par an
- Moyens >>** ETP CM : 0,2 - ETP A : 7,5

Sensibiliser les ménages

- Dès 2012 >>** > Attribution d'aides financières aux associations pour actions de sensibilisation dans le domaine de la prévention
- Procédure en cours d'élaboration*
- > Mettre à disposition des aides techniques aux projets : communication, soutien logistique des ambassadeurs...)
- > Accompagner des foyers témoins pour une année pour appuyer la sensibilisation sur des gestes pratiques et concrets
- Moyens >>** ETP CM : 0,2 - Budget : 250 k€

Les actions pour sensibiliser à la réduction des déchets



Créer des outils pour diffuser l'information

- A partir de 2013 >>**
- > Développement de kit pédagogique de sensibilisation sur les différentes thématiques de la prévention
 - > Mettre à disposition les outils pour les actions des associations de quartiers, les clubs de loisirs...

Moyens >> ETP CM : 0,2 - Budget : 12 k€

Les actions de prévention à destination des entreprises



Soutenir les actions de réduction déchets développées par la CMA et la CCI

- Dès 2012 >>**
- > Assurer le relais d'information via le site internet de la CUB
 - > Soutenir les actions d'éco-conception avec les commerçants

Objectifs >> Servir de relais sur le territoire pour des actions déjà mise en œuvre

Moyens >> ETP CM : 0,3

Créer des réseaux d'entreprises pour sensibiliser aux actions de réduction

- A partir de 2013 >>**
- > Extension des pratiques mises en place au sein de la CUB
 - > Mettre à disposition des aides techniques aux projets

Moyens >> ETP CM : 0,5

Composter les biodéchets de la restauration collective

- A partir de 2013 >>**
- > Soutien technique aux porteurs de projet
 - > Déploiement des projets grâce aux retours d'expérience

Moyens >> ETP CM : 0,1

ELEMENTS DE SYNTHESE



**J'AGIS
JE REDUIS**

COMMUNAUTÉ
URBAINE DE BORDEAUX

LACUB

www.lacub.fr

Synthèse du calendrier



Calendrier de début des actions à destination des ménages une majorité des actions est menée sur la durée du programme

	2012	2013	2014	2015	2016
- Développer le compostage individuel	X	=>			
- Développer le compostage collectif : en bas d'immeubles et dans les jardins partagés		X	=>		
- Développer le lombri-compostage			X	=>	
- Favoriser l'accès à l'information intentionnelle dématérialisée, développer l'utilisation du stop pub		X	=>		
- Sensibiliser aux mesures pour la réduction du gaspillage alimentaire en restauration collective (milieu scolaire)	X	=>			
- Sensibiliser aux mesures pour la réduction du gaspillage alimentaire domestique		X	=>		
- Favoriser les actions des structures de ESS en matière de réparation, customisation et de emploi, améliorer leur visibilité	X	=>			
- Développer le réemploi des textiles	X	=>			
- Développer le réemploi des meubles et DEEE	X	=>			
- Développer le réemploi des meubles et DEEE Etudiants		X	=>		
- Favoriser les manifestations publiques responsables		X	=>		
- Promouvoir les couches lavables et textiles sanitaires ré employables				X	=>
- Eviter les emballages		X	=>		
- Sensibiliser à la réduction de l'utilisation des déchets dangereux + Développer la communication sur les modes de gestion		X	=>		
- Sensibiliser les scolaires	X	=>			
- Sensibiliser les ménages aux gestes de prévention et à l'éco-consommation - notamment en soutenant l'actions des associations	X	=>			
- Créer des outils sur la prévention		X	=>		

Calendrier de début des actions à destination des agents de la collectivité et des entreprises une majorité des actions est menée sur la durée du programme

	2012	2013	2014	2015	2016
- Réduire et gérer in-situ les déchets verts des services	x	=>			
- Réduire la consommation de papier	x	=>			
- Développer les techniques alternatives à l'utilisation des produits dangereux dans la collectivité			x	=>	
- Acheter Eco-responsable	x	=>			
- Assurer le réemploi du mobilier et des DEEE				x	
- Promouvoir la consommation d'eau du robinet				x	
- Favoriser les manifestations publiques responsables					
nota : la plus grande partie de cette action est présentée dans la partie ménages - évitement de la production	x	=>			
- Sensibilisation à la réduction du gaspillage alimentaire	x	=>			
- Soutenir les actions de réduction des déchets mises en œuvre par la CMA CCI à destination des entreprises		x	=>		
- Créer des réseaux et sensibiliser aux actions pouvant être développées en interne		x	=>		
- Composter les biodéchets de la restauration collective					x

Planification des moyens humains



	2012	2013	2014	2015	2016
ETP chargée de mission	1	2	2	2	1
ETP Ambassadeurs	2	4	3	2,5	2,5

► Les postes sont exprimés en Equivalent Temps Plein :

- ceci permet d'être relativement fidèle à la réalité pour la mobilisation du(des) chargé (es) de mission,
- cette notion moins transparente pour les ambassadeurs, 2 à 4 agents devront être mobilisés sur la durée, toutefois des moyens plus conséquents seront à mobiliser pour des actions coup de poing tel que la distribution de composteurs.

PROGRAMME LOCAL DE PREVENTION DES DECHETS

SYNTHESE DE PROGRAMME

Septembre 2012

